100e ANNÉE
VOL. 100

N° 26
3523

Gazette officielle de Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 29 juin 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, June 29, 1968

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Québec, March 13, 1968

24070 — 14-38-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Abattoir Gosselin limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: André Trotier, 1074, Belmont, Sillery, Henri LaRue, 2660, des Forges, Sainte-Foy, et Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un abattoir, sous le nom de « Abattoir Gosselin limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2265-68

Abro Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, W. Robert Golfman, 3475, Durocher, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'agents en publicité, en relations extérieures et en matière publicitaire, sous le nom de « Abro Corp. », avec un capital

Letters Patent

Abattoir Gosselin limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Trotier, 1074 Belmont, Sillery, Henri LaRue, 2660 Des Forges, St. Foy, and Paule Gauthier, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, Québec, all three advocates, for the following purposes:

To operate a slaughter-house, under the name of "Abattoir Gosselin limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2265-68

Abro Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, W. Robert Golfman, 3475 Durocher, both of Montreal, and Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To act as and carry on the general business of advertising agents, public relations and producers and agents, under the name of "Abro

total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2181-68

L'Action civique de St-Hubert inc.
St-Hubert Civic Action Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Pitre, vendeur, 3070, rue Paquette, Alfred Roy, capitaine d'aviation, 1482, rue Latour, et André Genest, briqueteur, 3010, rue Gélineau, tous trois de Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être des citoyens et des contribuables de la ville de Saint-Hubert, sous le nom de « L'Action civique de St-Hubert inc.— St-Hubert Civic Action Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2195-68

À La Cabane à Sucre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, 5607, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-ouest, tous deux avocats, et Dorothy Wick, secrétaire, célibataire, 3800, St-Kevin, app. 11, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant pour la vente de produits alimentaires, en général, viande sucrée et salée, sirop d'érable et breuvages, sous le nom de « À La Cabane à Sucre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2235-68

Andorn, Hydraulic, Pneumatic and Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant, en corporation: Frank Gumpert, vendeur, Wilma Rohe, ménagère, épouse commune en biens dudit Frank Gumpert, tous deux de 456, 88e avenue et Marcel Laurin, administrateur, 1485, Pie X, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer de la machinerie, des moteurs, outils, instruments et articles de quincaillerie de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom

Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2181-68

L'Action civique de St-Hubert inc.
St-Hubert Civic Action Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Germain Pitre, salesman, 3070 Paquette street, Alfred Roy, Air Captain, 1482 Latour street, and André Genest, bricklayer, 3010 Gélineau Street, all three of Saint-Hubert, for the following purposes:

Promote the welfare of citizens and taxpayers of the town of Saint-Hubert, under the name of "L'Action civique de St-Hubert inc.— St-Hubert Civic Action Inc.".

The amount to which is limitable the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is of $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2195-68

À La Cabane à Sucre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, 5607 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Dorothy Wick, secretary, spinster, 3800 St. Kevin, Apt. 11, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant business for the sale of general foods, sugar cured meats, maple syrup and beverages, under the name of "À La Cabane à Sucre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2235-68

Andorn, Hydraulic, Pneumatic and Equipment Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frank Gumpert, salesman, Wilma Rohe, housewife, wife common as to property of the said Frank Gumpert, both of 456, 88th Avenue, and Marcel Laurin, administrator, 1485 Pie X, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Andorn, Hydraulic, Pneuma-

de « Andorn, Hydraulic, Pneumatic and Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 456, 88e avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2103-68

Asphalte Rive Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, 2060, Ostiguy, Marieville, Jean Legault, 6999, Terrasse Sagamo, Montréal, et Pierre-M. Verdy, 546, Bloomfield, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire du pavage et exercer le commerce de marchand de pierres, sous le nom de « Asphalte Rive Sud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1520, rue Robert, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2075-68

Association des Chefs de service de Protection contre l'Incendie du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: François Wilhelmy, 6, Jérôme, Laval, Gabriel Lassonde, 350, Monseigneur Paiement, Boucherville, tous deux avocats, et Annette Daveluy, secrétaire fille majeure, 2950, boulevard Édouard-Montpetit, app. 5, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les chefs de service d'incendie pour assurer la coordination des efforts en vue de réduire et de combattre plus efficacement l'incendie, sous le nom de « Association des Chefs de service de Protection contre l'Incendie du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2038-68

Atlantis Enterprises Ltd.
Entreprises Atlantis ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, Jack R. Miller, 475, Galland, Dorval, et James A. O'Reilly, 5730, Darlington, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de livres, magazines, périodiques et autres matières imprimée ou lithographies et gérer un commerce

tic and Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 456, 88th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2103-68

Asphalte Rive Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles St-Pierre, 2060 Ostiguy, Marieville, Jean Legault, 6999 Terrasse Sagamo, Montreal, and Pierre-M. Verdy, 546 Bloomfield, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To do paving works, and to carry on business as stone merchants, under the name of "Asphalte Rive Sud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1520 Robert St., Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2075-68

Association des Chefs de service de Protection contre l'Incendie du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: François Wilhelmy, 6 Jérôme, Laval, Gabriel Lassonde, 350 Monseigneur Paiement, Boucherville, both advocates, and Annette Daveluy, secretary, spinster of the full age of majority, 2950 Édouard-Montpetit boulevard, apt. 5, Montreal, for the following purposes:

To group together fire service chiefs with a view to insure the co-ordination of efforts to fight fire in a more effective way and also to prevent fires, under the name of "Association des Chefs de service de Protection contre l'Incendie du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is of $30,000.

The head office of the corporation is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2038-68

Atlantis Enterprises Ltd.
Entreprises Atlantis ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, Jack R. Miller, 475 Galland, Dorval, and James A. O'Reilly, 5730 Darlington, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all types of books, magazines, periodicals and other printed or lithographed matters and to conduct a general advertising

d'annonce et de publicité dans toutes ses spécialités sous le nom de « Atlantis Enterprises Ltd.— Entreprises Atlantis ltée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2199-68

Atlantis Fish Market Inc.
Marché de poisson Atlantis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gerard W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Brahm L. Campbell, 4530, Côte des Neiges, app. 406, tous deux avocats, et Audrey Sutherland, secrétaire, épouse de feu John Sutherland, 1641, ouest, de Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes variétés de poisson et produits du poisson et de tous accessoires s'y rapportant, sous le nom de « Atlantis Fish Market Inc.— Marché de poisson Atlantis inc », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2338-68

Auberge Québécoise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Yvon Robert fils, Pavillon B, app. 404, Hâvre-des-Iles, Laval, Louis Fontaine, 6347, de Repentigny, tous deux entrepreneurs, Guy Dionne, ingénieur, 12340, Serres, et René Cambourieu, restaurateur, 6390, St-Hubert, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge Québécoise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6347, rue de Repentigny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2248-68

Bercon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1968, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, 5607, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montreal Ouest, tous deux avocats, et Dorothy Wick, secrétaire, célibataire, 3800, Saint-Kevin, app. 11, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de construction générale et d'imperméabilisation, sous le nom de « Bercon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une

and publicity business in all its branches, nuder the name of "Atlantis Enterprises Ltd.— Entreprises Atlantis ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2199-68

Atlantis Fish Market Inc.
Marché de poisson Atlantis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerard W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges, Apt. 406, both advocates, and Audrey Sutherland, secretary, wife of the late John Sutherland, 1641 de Maisonneuve West, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all varieties of fish and fish products and all acessories appertaining thereto, under the name of "Atlantis Fish Market Inc.— Marché de poisson Atlantis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2338-68

Auberge Québécoise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Robert Jr., Pavillon B., apt. 404, Hâvre-des-Iles, Laval, Louis Fontaine, 6347 de Repentigny, both contractors, Guy Dionne, engineer, 12340 Serres, and René Cambourieu, restaurateur, 6390 St. Hubert, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge Québécoise inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6347 de Repentigny Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2248-68

Bercon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, 5607 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Dorothy Wick, secretary, spinster, 3800 St. Kevin, Apt. 11, Montreal, for the following purposes:

To operate as a general construction and waterproofing company, under the name of "Bercon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value

valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2334-68

Narcisse Bergeron & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1968, constituant en corporation: Narcisse Bergeron, commerçant, Béatrice Bergeron, ménagère, épouse commune en biens dudit Narcisse Bergeron, et Walter Bergeron, gérant, tous trois de Saint-Hilarion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de "Narcisse Bergeron & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hilarion, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2524-68

Antonio Boisvert & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Antonio Boisvert, directeur de funérailles, Bertrand Boisvert, gérant, tous deux de 64, 3e avenue, et Aimé Boisvert, vendeur, 44, St-Philippe, tous trois de Windsor, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Antonio Boisvert & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacuen.

Le siège social de la compagnie est 64, 3e avenue, Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1965-68

Laurent Brousseau (Rouyn) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 336, rue Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e rue, tous deux secrétaires, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Laurent Brousseau (Rouyn) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1921-68

Camp Hadar (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2334-68

Narcisse Bergeron & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Narcisse Bergeron, trader, Béatrice Bergeron, housewife, wife common as to property of said Narcisse Bergeron, and Walter Bergeron, manager, all three of Saint-Hilarion, for the following purposes:

To carry on business as general traders, under the name of "Narcisse Bergeron & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Hilarion, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2524-68

Antonio Boisvert & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Boisvert, funeral director, Bertrand Boisvert, manager, both of 64, 3rd Avenue, and Aimé Boisvert, salesman, 44 Saint-Philippe, all three of Windsor, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Antonio Boisvert & fils ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 64, 3rd Avenue, Windsor, judicial district of St. François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1965-68

Laurent Brousseau (Rouyn) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Denoncourt, 336 Ménard St., Rouyn, Roger Guimont, 87, 20th St., both secretaries, and Alfred Leclerc, accountant, 165 15th St., the latter two of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Laurent Brousseau (Rouyn) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1921-68

Camp Hadar (Quebec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1968, constituant en corporation: Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, tous deux de Montréal, et Seymour Luterman, 7920, Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un camp pour enfants et adultes, sous le nom de « Camp Hadar (Quebec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 1994-68

Central Bernard Butchers Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Hilliard Ginsberg, 3650, Mountain, tous trois de Montréal, et Bernard Gardner, 412, Northcote, Rosemère, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bouchers et épiciers en gros et détail, sous le nom de « Central Bernard Butchers Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 250 ouest, rue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2084-68

Jean Chalifour & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean Chalifour, 887, Bon-Air, Sainte-Foy, Roch Chalifour, 2510, Place de Monceaux, Sillery, et Robert Lavoie, 2774, Mont-Royal, Québec, tous trois courtiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Jean Chalifour & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2208-68

T. L. Chappell Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1968, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, Michelle Taillefer, 2935, Pierre-Tetreault, et Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, toutes deux secrétaires célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

the 1st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, both of Montreal, and Seymour Luterman, 7920 Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate a camp for children and adults, under the name of "Camp Hadar (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 1994-68

Central Bernard Butchers Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Hilliard Ginsberg, 3650 Mountain, all three of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail butchers and grocers, under the name of "Central Bernard Butchers Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 250 Bernard Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2084-68

Jean Chalifour & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Chalifour, 887 Bon-Air, Sainte-Foy, Roch Chalifour, 2510 Place de Monceaux, Sillery, and Robert Lavoie, 2774 Mont-Royal, Québec, all three brokers, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Jean Chalifour & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2208-68

T. L. Chappell Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores Street, Michelle Taillefer, 2935 Pierre-Tetreault, and Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'appareils mécaniques et électriques et de dispositifs nécessaires à l'entretien des automobiles et moteurs de toutes sortes, sous le nom de « T. L. Chappell Inc. », avec un capital total de $260,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3339, chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2303-68

Charles Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Paul Olney, homme d'affaires, Thérèse Olney, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Olney, tous deux de 194, Dorion, Drummondville, et Rosario Grenier, comptable, 580, Pelletier, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Charles Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2279-68

Chrysta Pizza inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Guy Frédéric Gervais, 1195, Quenneville, J. V. Bernard Boudrias, 1307, Brochu, et Paul Grégoire, 3193, St-Charles, tous trois avocats, de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chrysta Pizza inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2305-68

Clinique de Radiologie Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, app. 24, tous deux de Montréal, Réjane Laberge, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, chemin Decasson, Westmount, et Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Administrer une clinique de radiologie avec services de laboratoires, de bibliothèques, d'expérimentations et de recherches scientifiques,

To deal in mechanical and electrical apparatus and devices necessary in the maintenance of automobiles and motors of all kinds, under the name of "T. L. Chappell Inc.", with a total capital stock of $260,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 25,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3339 Sources Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2303-68

Charles Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Olney, businessman, Thérèse Olney, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Olney, both of 194 Dorion, Drummondville, and Rosario Grenier, accountant, 580 Pelletier, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in and manufacturing all kinds of wearing apparel, under the name of "Charles Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominalvalue of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secrtary of the Province.

25100 2279-68

Chrysta Pizza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Frédéric Gervais, 1195 Quenneville, J. V. Bernard Boudrias, 1307 Brochu, and Paul Grégoire, 3193 St-Charles, all three advocates of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Chrysta Pizza inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 3,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2305-68

Clinique de Radiologie Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Ave., Gilles Bertrand, 5640 Decelles, Apt. 24, both of Montreal, Réjane Laberge, wife separate as to property of Émile Colas, 25 Decasson Road, Westmount, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley Ave., Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To manage a radiology clinic with laboratory, library, experimental and scientific research services, under the name of "Clinique de Radio-

sous le nom de « Clinique de Radiologie Laval inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2022-68

Club Optimiste de Terrebonne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: François Paquin, médecin, 96, St-Joseph, Gilles Roberge, administrateur, 881, Théberge, Léopold Guay, directeur de funérailles, 84, St-André, Jules Demers, professeur, 735, Chartrand, Gilles Delisle, gérant, 226 Gagnon, Yvon Despatie, courtier d'assurance, 105, St-Louis, et Jacques Guenette, fourreur, 37, St-André, tous sept de Terrebonne, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, spécialement aux petits gars nécessiteux et aux délinquants juvéniles, sous le nom de « Club Optimiste de Terrebonne inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 4470-67

Coordonnateurs de Construction inc.
Construction Coordinators Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 3495, rue Mountain, Jean Glushik, 3459, est, Sherbrooke, tous deux de Montréal, et Valerie Jean Higgins, 50, avenue Hudson, Mont Royal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de conseillers en gestion, dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Coordonnateurs de Construction inc.— Construction Coordinators Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1115, rue Claire Fontaine, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2145-68

Réal Côté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Réal Côté, aviculteur, Lorraine Côté, ménagère, épouse dudit Réal Côté,

logie Laval inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 9,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2022-68

Club Optimiste de Terrebonne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: François Paquin, physician, 96 Saint-Joseph, Gilles Roberge, administrator, 881 Théberge, Léopold Guay, funeral directors, 84 Saint-André, Jules Demers, teacher, 735 Chartrand, Gilles Delisle, manager, 226 Gagnon, Yvon Despatie, insurance broker, 105 Saint-Louis, and Jacques Guenette, furrier, 37 Saint-André, all seven of Terrebonne, for the following purposes:

To help the poor and the needy, particularly young boys and juvenile delinquents, under the name of "Club Optimiste de Terrebonne inc.".

The amount to which are limited the immovables that the corporation may acquire and own is of $50,000.

The head office of the corporation is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 4470-67

Coordonnateurs de Construction inc.
Construction Coordinators Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 3495 Mountain Street, Jean Glushik, 3459 Sherbrooke East, both of Montreal, and Valerie Jean Higgins, 50 Hudson Avenue, Mount Royal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of management consultants in all its branches, under the name of "Coordonnateurs de Construction inc.— Construction Coordinators Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $10 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1115 Claire Fontaine Street, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2145-68

Réal Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Côté, poultry-farmer, Lorraine Côté, housewife, wife of said Réal Côté,

tous deux de Ange-Gardien, et Bertrand Côté, commis de bureau, 1164, St-Paul, Farnham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme aviculteurs, sous le nom de « Réal Côté inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ange-Gardien, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2246-68

Côte-Nord Para Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Micheau, boulanger, Michel Therrien, publiciste, tous deux de 308, Iberville, et Édouard Cammarieu, soudeur, 376, Smith, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le saut en parachute, sous le nom de « Côte-Nord Para Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1412-68

D. A. T. E. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 3495, Mountain, Jean Glushik, secrétaire, célibataire, 3459, est, Sherbrooke, tous deux de Montréal, et Valerie Jean Higgins, secrétaire, célibataire, 50, Hudson, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre de conseillers de gestion dans toutes ses spécialités, sous le nom de « D. A. T. E. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1115, rue Claire Fontaine, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2146-68

H. Dagenais & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Marcel Dagenais, marchand, Odette Perreault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Dagenais, et Ginette Fortier, secrétaire, fille majeure, tous trois de Saint-Sauveur-des-Monts, pour les objets suivants:

Agir comme marchand général, sous le nom de « H. Dagenais & fils inc. », avec un capital total

both of Ange-Gardien, and Bertrand Côté, office clerk, 1164 Saint-Paul, Farnham, for the following purposes:

To carry on business as poultry-farmers, under the name of "Réal Côté inc.", with a total capital of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ange-Gardien, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2246-68

Côte-Nord Para Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Micheau, baker, Michel Therrien, publicist, both of 308 Iberville, and Édouard Cammarieu, welder, 376 Smith, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To organize and operate a sports club and to promote especially parachuting, under the name of "Côte-Nord Para Club Inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and own is of $10,000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1412-68

D. A. T. E. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 3495 Mountain, Jean Glushik, secretary, spinster, 3459 Sherbrooke East, both of Montreal, and Valerie Jean Higgins, secretary, spinster, 50 Hudson, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of management consultants in all its branches, under the name of "D. A. T. E. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $10 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1115 Claire Fontaine Street, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2146-68

H. Dagenais & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters ptent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Dagenais, merchant, Odette Perreault, housewife, wife contractually separate as to property of said Marcel Dagenais, and Ginette Fortier, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Saint-Sauveur-des-Monts, for the following purposes:

To act as general merchant, under the name of "H. Dagenais & fils inc.", with a total capital

de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1465-68

de Greeff Studios Ltd.
Les Studios de Greeff ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Henry de Greeff, photographe, 51, Lansdowne Gardens, Pointe-Claire, Jacques Pilon, 3554, avenue Grey, et Guy Boivin, 12145, boulevard Laurentien, app. 402, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de photographes commerciaux et industriels, de producteurs de vues animées et reproducteurs de dessins animés et fixes, sous le nom de « de Greeff Studios Ltd.— Les Studios de Greeff ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1180 ouest, rue St-Antoine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2189-68

Roger Déziel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Roger Déziel, plombier, Thérèse Ryan, ménagère, épouse dudit Roger Déziel, tous deux de 210, St-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, et Philippe Laurent, comptable agréé, 75, St-Jean-Baptiste, Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Roger Déziel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2201-68

Dorval Food Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gérard Turcotte, épicier, Jeannine Pelletier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Turcotte, tous deux de 486, Bord du Lac, et Louise Turcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Bissonnette, 480, Bord du Lac, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Dorval Food Market Inc. », avec un capital

stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1465-68

de Greeff Studios Ltd.
Les Studios de Greeff ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporation: Henry de Greeff, photographer, 51 Lansdowne Gardens, Pointe-Claire, Jacques Pilon, 3554 Grey Avenue, and Guy Boivin, 12145 Laurentian Boulevard, Apt. 402, the latter two lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as commercial and industrial photographers, motion picture producers and reproducers of still and motion pictures, under the name of "de Greeff Studios Ltd. — Les Studios de Greeff ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1180 St-Antoine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secrtary of the Province.

25100-o 2189-68

Roger Déziel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Déziel, plumber, Thérèse Ryan, housewife, wife of said Roger Déziel, both of 210 Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, and Philippe Laurent, chartered accountant, 75 Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Roger Déziel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2201-68

Dorval Food Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Turcotte, grocer, Jeannine Pelletier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Turcotte, both of 486 Bord du Lac, and Louise Turcotte, housewife wife contractually separate as to property of Pierre Bissonnette, 480 Bord du Lac, all three of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Dorval Food Market Inc.", with a

total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 484, Bord du Lac, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2324-68

Drummondville Marine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gérald Côté, marchand, Lisette Beaulieu, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérald Côté, tous deux de 4025, boulevard St-Joseph est, Drummondville-Sud, et René Carrier, commis, 564, rue Villeneuve, Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, véhicules automobiles, bateaux, autos-neige, roulottes, tentes-roulottes et articles de sport, sous le nom de « Drummondville Marine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et ne 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4025, boulevard St-Joseph est, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2203-68

Dynasel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Robert Levinson, administrateur, 1140, Major, Laval, Stanley Lyon Selinger, avocat, 6265, Mountain Sights, et Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Dynasel Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2297-68

Elnor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, constituant en corporation: Élie Fortin, mécanicien, 5080, 5e avenue est, Normen Thériault, dessinateur, 4465, 1re avenue, app. 29, tous deux de Charlesbourg, et Benoit Brochu, nouvelliste, 2230, Choquette, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Elnor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions classe « A » d'une valeur nominale de $20 chacune, 1,480 actions classe « B » d'une

total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 484 Bord du Lac, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2324-68

Drummondville Marine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérald Côté, merchant, Lisette Beaulieu, housewife, wife separate as to property of the said Gérald Côté, both of 4025 St. Joseph Blvd. East, Drummondville-South, and René Carrier, clerk, 564 Villeneuve St., Drummondville, for the following purposes:

To make and deal in automobiles, motors, machines, automotive vehicles, boats, snowmobiles, trailers, tent-trailers and sports equipment, under the name of "Drummondville Marine Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4025 St. Joseph Blvd. East, Drummodville-South, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2203-68

Dynasel Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Levinson, executive, 1140 Major, Laval, Stanley Lyon Selinger, advocate, 6265 Mountain Sights, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Dynasel Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2297-68

Elnor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Elie Fortin, mechanic, 5080, 5th Avenue East, Normen Thériault, draughtsman, 4465, 1st Avenue, Apt. 29, both of Charlesbourg, and Benoit Brochu, novelist, 2230 Choquette, Québec, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Elnor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 class "A" shares of a nominal value of $20 each, 1,480 class "B" shares of a

valeur nominale de $20 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9, rue St-Jean, Neufchâtel, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2424-68

Entreprises Nester inc.
Nester Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Marc Beaudoin, avocat, 6692, Pie IX, Lise Meunier, secrétaire, épouse de Jean Smith, 6875, 21e avenue, app. 1, tous deux de Montréal, et Ginette Desjardins, secrétaire, épouse de Robert Lapierre, 3342, 35e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Entreprises Nester inc. — Nester Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2323-68

Les Entreprises Rockland ltée
Rockland Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Joseph Kracauer, 18, Eton Crescent, Max Zentner, 45, chemin Belzise, tous deux d'Hampstead, Sam Zentner, 841 Bloomfield, Outremont, George Goldbloom, 6560, King Edward, et Emmanuel Edelstein, 2302, Ekers, ces deux derniers de Montréal, tous les cinq administrateurs, pour les objets suivants:

Acheter certains lots contigus, y investir de l'argent et y construire, le tout dans l'unique but de faire des placements, sous le nom de « Les Entreprises Rockland ltée — Rockland Enterprises Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, chemin Belsize, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2114-68

Exen Mines (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1968, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux de Mont Royal, Marc Bourgeois, 4050, Jauron, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, tous quatre avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, célibataire, 6550, 19e avenue, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

nominal value of $20 each and 500 preferred shares of a nominal value of $20 each.

The head office of the company is at 9 Saint-Jean Street, Neufchâtel, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2424-68

Entreprises Nester inc.
Nester Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Beaudoin, advocate, 6692 Pie IX, Lise Meunier, secretary, wife of Jean Smith, 6875, 21st Avenue, Apt. 1, both of Montreal, and Ginette Desjardins, secretary, wife of Robert Lapierre, 3342, 35th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of wearing apparel, under the name of "Entreprises Nester inc. — Nester Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2323-68

Les Entreprises Rockland ltée
Rockland Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Kracauer, 18 Eton Crescent, Max Zentner, 45 Belsize Road, both of Hampstead, Sam Zentner, 841 Bloomfield, Outremont, George Goldbloom, 6560 King Edward, and Emmanuel Edelstein, 2302 Ekers, the latter two of Montreal, all five executives, for the following purposes:

To buy and invest in certain adjoining lots of land and to build thereon and invest therein and to maintain the same solely for investment, under the name of "Les Entreprises Rockland ltée — Rockland Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 45 Belsize Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2114-68

Exen Mines (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both of Mount Royal, Marc Bourgeois, 4050 Jauron, Gilles Bertrand, 5640 Decelles, all four advocates, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minérais, sous le nom de « Exen Mines (Quebec) Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2100-68

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Exen Mines (Quebec) Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2100-68

Foyer de Bromptonville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Nicol, rentier, rue Notre-Dame, Dorilas Gagnon, mécanicien-chauffeur, rue Cartier, Arthur St-Pierre, électricien, rue Martin, Sylvio Morissette, secrétaire, rue Girard, Ulric Allard, boulanger, rue St-Lambert, Jean-Paul Tremblay, employé d'usine, rue Larocque, et Arthur Lebrun, cultivateur, route rurale numéro 1, tous sept de Bromptonville, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer de Bromptonville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $400,000.

Le siège social de la corporation est à Bromptonville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1516-68

Foyer de Bromptonville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Nicol, annuitant, Notre-Dame Street, Dorilas Gagnon, mechanic-driver, Cartier Street, Arthur St-Pierre, electrician, Martin Street, Sylvio Morissette, secretary, Girard Street, Ulric Allard, baker, Saint-Lambert Street, Jean-Paul Tremblay, factory employee, Larocque, and Arthur Lebrun, farmer, Rural route number 1, all seven of Bromptonville, for the following purposes:

To privide elderly couples and aged persons with a home enabling them to live and feel secure in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer de Bromptonville inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may acquire and own is of $400,000.

The head office of the corporation is at Bromptonville, judicial district of St. François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1516-68

G. & S. Delicatessen & Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1968, constituant en corporation: George Nador, vendeur, Sheila Sacks, secrétaire, épouse séparée de biens dudit George Nador, tous deux de 1500, Stanley, et Paul Agoston, homme d'affaires, 3445, Drummond, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « G. & S. Delicatessen & Restaurant Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2129-68

G. & S. Delicatessen & Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Nador, salesman, Sheila Sacks, secretary, wife separate as to property of the said George Nador, both of 1500 Stanley, and Paul Agoston, businessman, 3445 Drummond, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "G. & S. Delicatessen & Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 15,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2129-68

Garage Paquette & Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, constituant en corporation: Régent Roy, médecin, Thérèse Baron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Régent Roy, Paul-André Bergeron, comptable, 100, Principale, et Gérard Paquette, mécanicien, 2, Hamilton, tous quatre de Danville, pour les objets suivants:

Garage Paquette & Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Régent Roy, physician, Thérèse Baron, housewife, wife separate as to property of the said Régent Roy, Paul-André Bergeron, accountant, 100 Main, and Gérard Paquette, mechanic, 2 Hamilton, all four of Danville, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Paquette & Bergeron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Danville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1761-68

To carry on business as garage-keepers, and togedeal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Paquette & Bergeron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Danville, judicial district of Saint François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1761-68

Patrick Gauthier & Simard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Paul-André Simard, agent d'assurances, Émilia Gagnon, ménagère, épouse dudit Paul-André Simard, tous deux de 488, Pasteur, Paul-Émile Simard, agent d'assurances, et Berthe Boudreault, ménagère, épouse dudit Paul-Émile Simard, ces deux derniers de 206, St-Simon, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Patrick Gauthier & Simard limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1339-68

Patrick Gauthier & Simard limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Simard, insurance agent, Émilia Gagnon, housewife, wife of said Paul-André Simard, both of 488 Pasteur, Paul-Émile Simard, insurance agent, and Berthe Boudreault, housewife, wife of said Paul-Émile Simard, the latter two of 206 St-Simon, all four of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Patrick Gauthier & Simard limitée, with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1339-68

General Oxygen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gildas Drouin, comptable, Pauline East, ménagère, épouse dudit Gildas Drouin, tous deux de 597, rue St-Georges, Roger Drouin, comptable, 473, rue Brouillard, tous trois de Drummondville, et Michel Drouin, ingénieur civil, 2600, rue King ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits de soudure en général et d'équipements de sûreté et faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « General Oxygen Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 597, rue St-Georges, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1786-68

General Oxygen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gildas Drouin, accountant, Pauline East, housewife, wife of the said Gildas Drouin, both of 597 St-Georges St., Roger Drouin, accountant, 473 Brouillard St., all three of Drummondville, and Michel Drouin, civil engineer, 2600 King St. West, Sherbrooke, for the following purposes:

To make and deal in soldering products in general, and in safety equipment, and to carry on business as a holding company, under the name of "General Oxygen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 597 St-Georges St., Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1786-68

Gladys and Leo Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1968, constituant en corporation: Leo Francis McMahon, propriétaire de taxi, Gladys Jean Loucks, propriétaire de taxi, épouse séparée de biens dudit Leo Francis McMahon, et Thomas Stephen McMahon, propriétaire de taxi, tous trois du 2405, chemin des Bois Francs, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Gladys and Leo Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpoporating: Leo Francis McMahon, taxi owner, Gladys Jean Loucks, taxi owner, wife separate as to property of the said Leo Francis McMahon, and Thomas Stephen McMahon, taxi owner, all three of 2405 Bois Franc Road, Saint-Laurent, for the following purposes:

Louer, acheter ou autrement acquérir et posséder des propriétés réelles et personnelles ainsi que des droits de toutes sortes, et, en particulier, des taxis, sous le nom de « Gladys and Leo Enterprises Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2405, chemin des Bois Francs, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2120-68

Greendale Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1968, constituant en corporation: Denis Lamarche, industriel, 180, Merton, Saint-Lambert, Paul Dansereau, courtier d'assurances, 32, Redpath Place, Montréal, et André Simard, avocat, 4767, Du Tremblay, Laval, pour les objets suivants:

Organiser, administrer et développer un centre sportif, sous le nom de « Greendale Country Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2247-68

Grenier, Ruel & Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre Marseille, 2165, Marillac, Jacques Delisle, 1240, de Samos, tous deux de Sillery, et Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Le commerce de valeurs mobilières, à titre d'agent ou de courtier, sous le nom de « Grenier, Ruel & Cie ltée », avec un capital total de $90,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, avenue Chauveau, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2097-68

Guy & Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1968, constituant en corporation: André-Louis Fortin, industriel, Monique Morin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André-Louis Fortin, Ghislain Guy, comptable, et Lauréanne Pomerleau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ghislain Guy, tous quatre de Saint-Pamphile, pour les objets suivants:

To lease, let on hire, purchase or otherwise acquire and hold, real and personal property and rights of all kinds, and, in particular, taxi cabs, under the name of "Gladys and Leo Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2405 Bois Franc Road, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2120-68

Greendale Country Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Lamarche, industrialist, 180 Merton, Saint Lambert, Paul Dansereau, insurance broker, 32 Redpath Place, Montreal, and André Simard, advocate, 4767 Du Tremblay, Laval, for the following purposes:

To organize, manage and develop a sports center, under the name of "Greendale Country Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2247-68

Grenier, Ruel & Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Marseille, 2165 Marillac, Jacques Delisle, 1240 de Samos, both of Sillery, and Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Sainte-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To deal in movable properties, as agent or broker, under the name of "Grenier, Ruel & Cie ltée", with a total capital stock of $90,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2 Chauveau Avenue, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2097-68

Guy & Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-Louis Fortin, industrialist, Monique Morin, housewife, wife contractually separate as to property of said André-Louis Fortin, Ghislain Guy, accountant, and Lauréanne Pomerleau, housewife, wife contractually separate as to property of said Ghislain Guy, all four of Saint-Pamphile, for the following purposes:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Guy & Fortin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pamphile, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2157-68

Harris Fine Foods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1968, constituant en corporation: Earl H. Drymer, 4465, avenue Montrose, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte St-Luc, tous deux avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 3415, dex deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce d'aliments, produits et préparations alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Harris Fine Foods Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3440, rue Viel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2119-68

Heritage Fine Arts Ltd.
Beaux Arts Heritage ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1968, constituant en corporation: Tatiana Braitland, conservatrice d'oeuvres d'art, épouse séparée de biens de Igor Kushinsky, Jeannette Kuchinsky, étudiante, célibataire, d'âge majeur, tous deux de 452, nord, Wolsley, Leonore Gloven, secrétaire, veuve de feu Gunther Frohman, 5616, Emerald, tous trois de Côte Saint-Luc, et Jacob L. Baum, gérant, 3305, Barclay, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'oeuvres d'art, antiquités, peintures, sculptures, bijouterie, ornements, pierreries et articles semblables, sous le nom de « Heritage Fine Arts Ltd. — Beaux Arts Heritage ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2130-68

Holiday Inn Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux avocats, de Mont Royal, et Mariette Dupré, secrétaire, célibataire, 6550, 19e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business in trucking enterprises and generally in transportation of merchandise of all kinds, under the name of "Guy & Fortin inc.", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Pamphile, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2157-68

Harris Fine Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Earl H. Drymer, 4465 Montrose Avenue, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, both advocates, and Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 3415 Girouard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in food an food products and preparations of all kinds, under the name of "Harris Fine Foods Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3440 Viel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2119-68

Heritage Fine Arts Ltd.
Beaux Arts Heritage ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tatiana Braitland, art curator, wife separate as to property of Igor Kuchinsky, Jeannette Kuchinsky, student, spinster of the full age of majority, both of 452 Wolsley North, Leonore Gloven, secretary, widow of the late Gunther Frohman, 5616 Emerald, all three of Côte Saint-Luc, and Jacob L. Baum, manager, 3305 Barclay, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of objects of art, antiques, paintings, sculptures, jewellery, ornaments, stones and similar wares, under the name of "Heritage Fine Arts Ltd. — Beaux Arts Heritage ltée", with a totoal capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2130-68

Holiday Inn Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both advocates, of Mount Royal, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exploiter un hôtel, auberge, restaurant, café, taverne, brasserie, salle de rafraîchissements et maison de chambres, sous le nom de « Holiday Inn Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2266-68

Hôpital Honoré Mercier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Rousseau, juge 2275, Pratte, Gaston St-Roch, gérant, 1745, Papineau, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Dr Alex Gosselin, médecin, Saint-Damase, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, organiser agrandir, développer et administrer un hôpital, sous le nom de « Hôpital Honoré Mercier inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $12,000,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1561-68

Ideal Home Improvement Inc.
Les Améliorations domiciliaires idéales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 4530, Côte des Neiges, Gerard Postelnik, 7355, Ostell Crecent, tous deux avocats, et Marvin Schecter, étudiant en droit, 708, Johnson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre tous genres de constructions, réparations, restaurations et améliorations d'immeubles, sous le nom de « Ideal Home Improvement Inc.— Les Améliorations domiciliaires idéales inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2233-68

Institut de Formation par le Groupe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1968, constituant en corporation: Roger Tessier, Michèle Roussin, épouse dudit Roger Tessier, tous deux de 4994, Fulton, Yvan Tellier, 5599, Canterbury, tous trois de Montréal, et Aline Fortin, fille majeure, 232, Putney, Saint-Lambert, tous quatre psychologues, pour les objets suivants:

Entraîner des individus à travailler en groupe et à établir entre eux de meilleures relations humaines, sous le nom de « Institut de Formation par le Groupe inc. », avec un capital total

To carry on the business of hotel, inn, restaurant, café, tavern, beer house, refreshment room and lodging house keepers, under the name of "Holiday Inn Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2266-68

Hôpital Honoré Mercier inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Rousseau, judge, 2275 Pratte, Gaston St-Roch, manager, 1745 Papineau, both of Saint-Hyacinthe, and Dr Alex Gosselin, physician, Saint-Damase, for the following purposes:

To set up, maintain, organize, enlarge, develop and manage a hospital, under the name of "Hôpital Honoré Mercier inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and own of $12,000,000.

The head office of the corporation is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1561-68

Ideal Home Improvement Inc.
Les Améliorations domiciliaires idéales inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges, Gerard Postelnik, 7355 Ostell Crescent, both advocates, and Marvin Schecter, law student 708 Johnson, all three of Montreal, for the following purposes:

To engage in any and all kinds and types of construction, repairs, restoration and improvement of immovables, under the name of "Ideal Home Improvement Inc.— Les Améliorations domiciliaires idéales inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2233-68

Institut de Formation par le Groupe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Tessier, Michèle Roussin, wife of the said Roger Tessier, both of 4994 Fulton, Yvan Tellier, 5599 Canterbury, all three of Montreal, and Aline Fortin, spinster of the full age of majority, 232 Putney, Saint Lambert, all four psychologists, for the following purposes:

To train individuals to work together in a group and to establish better human relations among them, under the name of "Institut de Formation par le Groupe inc.", with a total

de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1725-68

Institut Philippe Pinel de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Masson-Loranger, juge des Sessions de la Paix, 4250, Sherbrooke ouest, Stephen Cumas, travailleur social, 91, Hallowell, Melvin L. Rothman, avocat, 10, Bellevue, tous trois de Westmount, Claire Barrette, avocat, épouse séparée de biens de Claude Joncas, 182, de l'Épée, et Denis Szabo, professeur, 239, Willowdale, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Établir et maintenir tous les services nécessaires ou utiles à un hôpital psychiatrique, sous le nom de « Institut Philippe Pinel de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $35,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2576-68

Kelly Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Ignace (Gino) Morales, homme d'affaires, Carmella (Lina) Busacca, ménagère, épouse dudit Ignace (Gino) Morales, et Jacques Morales, gérant de département, tous trois de 959, Madeleine de Verchères, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins de confection pour dames, sous le nom de « Kelly Shop Inc. », avec un capital divisé en 50 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 241, rue St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1867-68

Shirley K. Maternity Inc.
Shirley K. Maternité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Michel Saint-Aubin, 531, Davaar, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Shirley K. Maternity Inc. — Shirley K. Maternité inc. », avec un capital total

capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1725-68

Institut Philippe Pinel de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Henri Masson-Loranger, judge of the Sessions of the Peace, 4250 Sherbrooke West, Stephen Cumas, social worker, 91 Hallowell, Melvin L. Rothman, advocate, 10 Bellevue, all three of Westmount, Claire Barrette, advocate, wife separate as to property of Claude Joncas, 182 de l'Épée, and Denis Szabo, teacher, 239 Willowdale, the latter two of Outremont, for the following purposes:

To set up and maintain all the services necessary or useful to a psychiatric hospital, under the name of "Institut Philippe Pinel de Montréal".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and own is of $35,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2576-68

Kelly Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ignace (Gino) Morales, businessman, Carmella (Lina) Busacca, housewife, wife of said Ignace (Gino) Morales, and Jacques Morales, department manager, all three of 959 Madeleine de Verchères, Québec, for the following purposes:

To operate one or several stores of ready-made ladies' wear, under the name of "Kelly Shop Inc.", with a capital stock of 50 common shares with no nominal value.

The head office of the company is at 241 Saint-Joseph street East, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1867-68

Shirley K. Maternity Inc.
Shirley K. Maternité inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Michel Saint-Aubin, 531 Davaar, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Shirley K. Maternity Inc. — Shirley K. Maternité inc.", with a total capital stock of $40,000,

de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5212, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2296-68

Nap. Laforest & fils (1968) ltée
Nap. Laforest & Sons (1968) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1968, constituant en corporation: Mark Edmund Gordon, 36, avenue Roxborough, Westmount, Paul Yaphe, 5382, avenue Montclair, tous deux avocats, et Gillian Coomber, secrétaire, fille majeure, 3605, St-Urbain, app. 1007 ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des couvre-planchers de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Nap. Laforest & fils (1968) ltée — Nap. Laforest & Sons (1968) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2182-68

Leather Garments Styles Ltd.
Les Modes Vêtements de cuir ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Brahm L. Campbell, 4530, chemin de la côte des Neiges, tous deux avocats, et Audrey Sutherland, secrétaire, épouse de feu John Sutherland, 1641 ouest, boulevard de Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du cuir, du suède, ainsi que tissus, vêtements et tous les accessoires qui s'y rattachent, sous le nom de « Leather Garments Styles Ltd.— Les Modes Vêtements de cuir ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2234-68

LeBon & Rivard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1968, constituant en corporation: Camille LeBon, agent, Colette Plante, ménagère, épouse séparée de biens dudit Camille LeBon, tous deux de 784, rue Cardinal Roy, Cap-de-la-Madeleine, et Réjean Rivard, gérant, chemin Ste-Marguerite, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5212 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2296-68

Nap. Laforest & fils (1968) ltée
Nap. Laforest & Sons (1968) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough Avenue, Westmount, Paul Yaphe, 5382 Montclair Avenue, both advocates, and Gillian Coomber, secretary, spinster of the full age of majority, 3605 St. Urbain, apt. 1007, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor coverings of all kinds, under the name of "Nap. Laforest & fils (1968) ltée — Nap. Laforest & Sons (1968) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2182-68

Leather Garments Styles Ltd.
Les Modes Vêtements de cuir ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges Road, both advocates, and Audrey Sutherland, secretary, wife of the late John Sutherland, 1641 De Maisonneuve Boulevard West, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in leather, suede and other material, clothing and apparel and all accessories pertaining thereto, under the name of "Leather Garments Styles Ltd.— Les Modes Vêtements de cuir ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2234-68

LeBon & Rivard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille LeBon, agent, Colette Plante, housewife, wife separate as to property of the said Camille LeBon, both of 784 Cardinal Roy St., Cap-de-la-Madeleine, and Réjean Rivard, manager, Ste-Marguerite Road, Trois-Rivières-West, for the following purposes:

Faire le commerce de la bière et de liqueurs alcooliques de toutes sortes, sous le nom de « LeBon & Rivard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1963-68

To carry on business dealing in beer and alcoholic beverages of all kinds, under the name of "LeBon & Rivard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1963-68

Lefebvre excavat'on ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Marcel Lefebvre, entrepreneur, Denise Hébert, ménagère, épouse dudit Marcel Lefebvre, tous deux de 8, rue Rodrigue, et Omer Lefebvre, ouvrier, 72, boulevard St-Jean-Baptiste, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lefebvre excavation ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, rue Rodrigue, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2089-68

Lefebvre excavation ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lefebvre, contractor, Denise Hébert, housewife, wife of the said Marcel Lefebvre, both of 8 Rodrigue St., and Omer Lefebvre, labourer, 72 St-Jean-Baptiste Blvd., all three of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Lefebvre excavation ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8 Rodrigue St., Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2089-68

Lori distribution inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1968, constituant en corporation: Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 5060, Pie IX, Fernande Paquin, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 10770, d'Auteuil, toutes deux de Montréal, Lucille Blais, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse, et Marguerite Chevrier, préposée à la réception, épouse de Horace Chevrier, 1697, Eymard, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Lori distribution inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9380, Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2134-68

Lori distribution inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 5060 Pie IX, Fernande Paquin, secretary, wife of Paul Paquin, 10770 d'Auteuil, both of Montreal, Lucille Blais, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse, and Marguerite Chevrier, receptionist, wife of Horace Chevier, 1697 Eymard, Verdun, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Lori distribution inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9380 Papineau, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2134-68

M. D. Auto Parts ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marielle Perrault, secrétaire, fille majeure, 6440, Marie-Victorin, Montréal-Nord, Gilles Mineau, administrateur, 8519, Place Bellefontaine, Anjou, et André Fortin, notaire, 7047, Verdier, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

M. D. Auto Parts ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marielle Perrault, secretary, spinster of the full age of majority, 6440 Marie-Victorin, Montreal-North, Gilles Mineau, administrator, 8519 Place Bellefontaine, Anjou, and André Fortin, notary, 7047 Verdier, Saint-Léonard, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires, parties et pièces, neuves ou usagées, sous le nom de « M. D. Auto Parts ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11561, rue Notre-Dame est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1605-68

M. P. Photo Reproductions Ltd.
Reproductions-Photos M. P. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Brahm L. Campbell, 4530, Côte des Neiges, tous deux avocats, et Mme John A. Sutherland, secrétaire, veuve de feu John Sutherland, 1641, ouest, boulevard Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer de la papeterie, des accessoires de bureau, fournitures pour les architectes, produits chimiques pour l'impression et de tous accessoires s'y rapportant, en faire le commerce, sous le nom de « M. P. Photo Reproductions Ltd. — Reproductions-Photos M. P. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2295-68

Maharani Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Ramesh Khanna, hôtelier, Man Mohan Khanna, tous deux du 3440, Durocher, app. 715, Montréal, et Ajit Sarin, 1545, Westgate, app. 12, Jacques-Cartier, ces deux derniers ingénieurs, pour les objets suivants:

Tenir restaurant sous le nom de « Maharani Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2255-68

David Mankofsky Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1968, constituant en corporation: David Mankosfsky, vendeur, 5767, McAlear, Montréal, Anne Zifkin, secrétaire, célibataire, 7925, chemin Kingsley, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their acessories, parts and pieces, new or used, under the name of "M. D. Auto Parts ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 11561 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1605-68

M. P. Photo Reproductions Ltd.
Reproductions-Photos M. P. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges, both advocates, and Mrs. John A. Sutherland, secretary, widow of the later John Sutherland, 1641 de Maisonneuve Boulevard West, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in stationery, office supplies, architect supplies, chemical printing and all accessories pertaining thereto, under the name of "M. P. Photo Reproductions Ltd. — Reproductions-Photos M. P. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2295-68

Maharani Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ramesh Khanna, hotel-keeper, Man Mohan Khanna, both of 3440 Durocher, Apt. 715, Montreal, and Ajit Sarin, 1545 Westgate, Apt, 12, Jacques-Cartier, the latter two engineers, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Maharani Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2255-68

David Mankofsky Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Mankofsky, salesman, 5767 McAlear, Montreal, Anne Zifkin, secretary, spinster, 7925 Kingsley Road, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

Fabriquer toutes sortes de produits, en faire le commerce, sous le nom de « David Mankofsky Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2140-68

To manufacture and deal in all kinds of products, under the name of "David Mankofsky Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2140-68

Marché Dan-Marc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Raymond Fontaine, commerçant, Yolande Proulx, commerçante, épouse séparée de biens dudit Raymond Fontaine, tous deux de 78, St-André, et Jocelyne Lacoste, secrétaire, fille majeure, 113, Clarence, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Dan-Marc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 133, rue Larocque, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2273-68

Marché Dan-Marc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Fontaine, trader, Yolande Proulx, trader, wife separate as to property of said Raymond Fontaine, both of 78 St-André, and Jocelyne Lacoste, secretary, spinster of the full age of majority, 113 Clarence, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Dan-Marc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 133 Larocque Street, Cowansville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2273-68

Marché Paquin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Paquin, épicier, Marcelle St-Pierre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Paquin, tous deux de 4358, Beaubien est, et Henri Laperle, gérant, 1818, Bennett, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers licenciés, sous le nom de « Marché Paquin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,900 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4350, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1894-68

Marché Paquin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Govrvnor of the Province, incorporating: Jean-Guy Paquin, grocer, Marcelle St-Pierre, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Guy Paquin, both of 4358 Beaubien east, and Henri Laperle, manager, 1818 Bennett, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as licensed grocers, under the name of "Marché Paquin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares with a nominal value of $10 each and 1,900 class "B" preferred shares with a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 4350 Beaubien street east, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1894-68

Marché St-Patrice inc.
St. Patrick Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Armand Prud'Homme fils, marchand, Florence Gosselin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Prud'Homme, tous deux de 385, 34e avenue, Lachine, et Maurice Robillard, commis, 1039, D'Ailleboust, Laval, pour les objets suivants:

Marché St-Patrice inc.
St. Patrick Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Prud'Homme, Jr., merchant, Florence Gosselin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Armand Prud'Homme, both of 385, 34th Ave., Lachine, and Maurice Robillard, clerk, 1039 D'Ailleboust, Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché St-Patrice inc. — St. Patrick Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 248, rue Lyette, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2155-68

Marpec Motel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Albert Brisebois, propriétaire de motel, 360, Lakeshore, Pointe-Claire, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, Lachine, et Pierre-André Paquin, propriétaire de motel, 1039, Théôret, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, cabarets et restaurants, sous le nom de « Marpec Motel Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7746, boulevard Taschereau, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2308-68

Martinière automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1968, constituant en corporation: Lucien Bernier, garagiste, Annette Brochu, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Lucier Bernier, et Réjean Bernier, homme de service, tous trois de 205, De Lanaudière, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles et de tous leurs accessoires, sous le nom de « Martinière automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 201, De Lanaudière, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1758-68

Max's Stationery Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1968, constituant en corporation: Harvey M. Cooperstone, avocat, 1448, Beverly Crescent, Laval, Brenda Epstein, 6041, Wilderton, Montréal, et Jovitte Dmuchalsky, 581, Ladouceur, Laval, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général de variétés, sous le nom de « Max's Stationery Store Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché St-Patrice inc. — St. Patrick Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 248 Lyette St., LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2155-68

Marpec Motel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Brisebois, motel proprietor, 360 Lakeshore, Pointe-Claire, Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Avenue, Lachine, and Pierre-André Paquin motel proprietor, 1039 Théorêt, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, clubs and restaurants, under the name of "Marpec Motel Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7746 Taschereau Boulevard, Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2308-68

Martinière automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Bernier, garage keeper, Annette Brochu, secretary, wife separate as to property of said Lucien Bernier, and Réjean Bernier, serviceman, all three of 205 De Lanaudière, Québec, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and all their accessories, under the name of "Martinière automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 201 De Lanaudière, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1758-68

Max's Stationery Store Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey M. Cooperstone, advocate, 1448 Beverly Crescent, Laval, Brenda Epstein, 6041 Wilderton, Montreal, and Jovitte Dmuchalsky, 581 Ladouceur, Laval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a general variety store, under the name of "Max's Stationery Store Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 4347, Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2128-68

McKay Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Cecil Gilbert, administrateur, 410 ouest, Principale, Cookshire, Laurent Groulx, électricien, 244, Tupper, et Gérard Philibert, expéditeur, 359, Collège, ces deux derniers de Magog, pour les objets suivants:

Établir une entreprise de camionnage et de transport de marchandises, de produits et d'articles de toutes sortes, sous le nom de « McKay Transport Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2143-68

La Menuiserie des Pins (Québec) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Roger Bégin, comptable, 18, Louis-Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, Micheline Durand, 315, 9e rue, Marthe Lessard, 354, Lavigueur, Irène Bernatchez, 1247, de la Ronde, et Denise Villeneuve, 477, 4e avenue, ces quatre dernières de Québec, ces cinq dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « La Menuiserie des Pins (Québec) ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-des-Pins, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2252-68

Mr. Installer (Draperies) Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 1117, ouest, rue Ste-Catherine, tous deux avocats, et John R. Howard, secrétaire, 1420, rue Towers, app. 703, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, installer, réparer, importer toutes sortes de tissus, tentures, rideaux, tapis, carpettes, matériaux, bibelots marchandises de fantaisie et tous autres articles semblables, en faire le commerce sous le nom de "Mr. Installer (Draperies) Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

The head office of the company is at 4347 Notre-Dame, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2128-68

McKay Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cecil Gilbert, executive, 410 Main West, Cookshire, Laurent Groulx, electrician, 244 Tupper, and Gérard Philibert, sender, 359 Collège, the latter two of Magog, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "McKay Transport Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Cookshire, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2143-68

La Menuiserie des Pins (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Bégin, accountant, 18 Louis-Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, Micheline Durand, 315, 9th Street, Marthe Lessard, 354 Lavigueur, Irène Bernatchez, 1247 de la Ronde, and Denise Villeneuve, 477, 4th Avenue, the latter four of Québec, the latter five secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "La Menuiserie des Pins (Québec) ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 20,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-des-Pins, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2252-68

Mr. Installer (Draperies) Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue,Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 1117 St. Catherine Street West, both advocates, and John R. Howard, secretary, 1420 Towers Street, Apt. 703, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, install, repair, import and deal in all kinds of fabrics, drapes, curtains, carpets, rugs, materials, trinkets, fancy goods and all other items similar thereto, under the name of "Mr. Installer (Draperies) Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2122-68

Montjoie Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Giuseppe Luciano, constructeur, 2425, Salaberry, Nicola Petrella, tailleur, 229, Jean-Talon ouest, tous deux de Montréal, et Nicola Iafigliola, financier, 11229, Jean-Paul Tardivel, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Montjoie Cleaners Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2221-68

Montmartre construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Yvan Côté, représentant commercial, 139, Bellerive, Claude Noël, teneur de livres, 132, Bellerive, tous deux de Villeneuve, et Raymond-Marie Bouchard, entrepreneur, 940, 60e rue, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montmartre construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5995, Place Montmartre, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2040-68

Montreal Diesel Motor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gustave Aubé, administrateur, Thérèse Aubé, secrétaire, épouse dudit Gustave Aubé, tous deux de 1405, Roberval, et Roch Aubé, technicien, 2327, Casault, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Examiner, inspecter et vérifier l'état technique de moteurs, machines, leurs parties et accessoires en plus d'autres instruments et appareils, sous le nom de « Montreal Diesel Motor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiée de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2244-68

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2122-68

Montjoie Cleaners Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May,1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Luciano, builder, 2425 Salaberry, Nicola Petrella, tailor, 229 Jean-Talon West, both of Montreal, and Nicola Iafigliola, financier, 11229 Jean-Paul Tardivel, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Montjoie Cleaners Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2221-68

Montmartre construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Côté, commercial representative, 139 Bellerive, Claude Noël, bookkeeper, 132 Bellerive, both of Villeneuve, and Raymond-Marie Bouchard, contractor, 940, 60th Street, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Montmartre construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5995 Place Montmartre, Charlesbourg, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2040-68

Montreal Diesel Motor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gustave Aubé, administrator, Thérèse Aubé, secretary, wife of the said Gustave Aubé, both of 1405 Roberval, and Roch Aubé, technician, 2327 Casault, all three of Laval, for the following purposes:

To examine, inspect and check the technical condition of motors, machines, their parts and accessories as well as other instruments and apparatus, under the name of "Montreal Diesel Motor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2244-68

Morin & Blier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jacques Morin, 818, rue Western, Jean-Marc Blier, tous deux commerçants d'automobiles, et Gaétan Blier, comptable, ces deux derniers de 34, rue Nord, tous trois de Waterloo, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Morin & Blier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1733-68

Motel Cardin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gustave Cardin, homme d'affaires, Patricia Theroux, ménagère, épouse dudit Gustave Cardin, tous deux de 690, St-Joseph, et Jacques Côté, hôtelier, 524, St-Georges, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, boulangeries, camps, maisons de touristes, stations estivales et autres, sous le nom de « Motel Cardin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 777, boulevard St-Joseph, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2204-68

Mount Royal Leather Garments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Pal Ezriel Klein, vendeur, Edith Lantus, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pal Ezriel Klein, tous deux de 4700, Bourret, John Osuch, tailleur, et Mary Cieplak, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit John Osuch, ces deux derniers de 6575, 44, rue, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Apprêter toutes sortes de pelleteries, peaux vertes, peaux de veau ou d'agneau, peaux, cuirs, succédanés naturels ou artificiels, en faire le commerce, sous le nom de « Mount Royal Leather Garments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 83, est, rue Rachel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2071-68

Morin & Blier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Morin, 818 Western street, Jean-Marc Blier, both automobile merchants, and Gaétan Blier, accountant, the latter two of 34 North street, all three of Waterloo, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts, under the name of "Morin & Blier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 1,200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Waterloo, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1733-68

Motel Cardin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gustave Cardin, businessman, Patricia Theroux, housewife, wife of said Gustave Cardin, both of 690 Saint-Joseph, and Jacques Côté, hotel-keeper, 524 Saint-Georges, all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, bakeries, camps, tourist homes, summer resorts and others, under the name of "Motel Cardin inc.", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 777 Saint-Joseph Boulevard, Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2204-68

Mount Royal Leather Garments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pal Ezriel, Klein, salesman, Edith Lantus, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pal Ezriel Klein, both of 4700 Bourret, John Osuch, tailor, and Mary Cieplak, housewife, wife contractually separate as to property of the said John Osuch, the latter two of 6575, 44th Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes, under the name of "Mount Royal Leather Garments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 83 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2071-68

Nancy G. Dress Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, Harold Ashenmil, 5911, Dolbeau, tous deux avocats, et Rima Randolph, secrétaire, 324, Redfern, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des boutiques de robes et/ou des boutiques de vêtements pour dames aussi bien que des magasins à rayons, sous le nom de « Nancy G. Dress Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, ouest, avenue Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2260-68

Nancy G. Dress Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, Harold Ashenmil, 5911 Dolbeau, both advocates, and Rima Randolph, secretary, spinster, 324 Redfern, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To own and operate dress shops and/or ladies' wear shops, as well as general departmental stores, under the name of "Nancy G. Dress Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 50 Mount Royal Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2260-68

Navada limitée
Navada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Raymond Savard, 5632, rue Cadillac, Montréal, Gérard Cantin, 2855, Montée St-Hubert, Saint-Hubert, tous deux techniciens en réfrigération et climatisation, Robert Letellier, courtier, 852, rue Noyan, Jacques-Cartier, et Yvon Renaud, notaire, 901, Carré Victoria, suite 305, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Navada limitée — Navada Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2000-68

Navada limitée
Navada Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Savard, 5632 Cadillac Street, Montreal, Gérard Cantin, 2855 Montée St-Hubert, Saint-Hubert, both refrigeration and air-conditioning technicians, Robert Letellier, broker, 852 Noyan Street, Jacques-Cartier, and Yvon Renaud, notary, 901 Victoria Square, suite 305, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Navada limitée — Navada Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2000-68

Martha Nemtin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Martha Pollack, courtier en immeubles, épouse divorcée de Sidney Nemtin, 250, avenue Clark, Westmount, Abraham Polger, notaire, 764, avenue Johnson, Mont-Royal, et Rosalyn Isaacs, vendeuse, épouse divorcée de Max White, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de courtiers en immeubles, sous le nom de « Martha Nemtin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 250, avenue Clark, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2217-68

Martha Nemtin Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martha Pollack, real estate broker, divorced wife of Sidney Nemtin, 250 Clark Avenue, Westmount, Abraham Polger, notary, 764 Johnson Avenue, Mount Royal, and Rosalyn Isaacs, saleslady, divorced wife of Max White, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, for the following purposse:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Martha Nemtin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 250 Clark Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2217-68

Offset Graphique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Paul Salvetti, typographe, Joyce Rivere, ménagère, épouse dudit Paul Salvetti, tous deux de 2490, rue Pacific, Saint-Hubert, Normand Lavallée, typographe, et Denise Montigny, programmeur, épouse dudit Normand Lavallée, ces deux derniers de 134, rue Union, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de journaux, brochures, périodiques, livres, publications et autres matières imprimées, sous le nom de « Offset Graphique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 94, rue Union, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2070-68

Palardy équipement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Françoise Théorêt, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines industrielles, machineries lourdes, tracteurs, niveleuses, excavateurs, camions et camionnettes, sous le nom de « Palardy équipement inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1727-68

A. D. Patenaude (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Adrien Patenaude, administrateur, 5460, Mennereuil, Jacques Vallières, boucher, 10995, Éthier, Jean-Guy Langlois, typographe, 2840, Sauvé, Raymond Patenaude, technologiste, 4959, rue du Progrès, tous quatre de Montréal, et Jean-Paul Patenaude, contremaître, 10236, boulevard Plaza, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « A. D. Patenaude (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 11 actions ordinaires de $200 chacune et en 756 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1546-68

Offset Graphique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Salvetti, typographer, Joyce Rivere, housewife, wife of the said Paul Salvetti, both of 2490 Pacific St., Saint Hubert, Normand Lavallée, typographer, and Denise Montigny, programmer, wife of the said Normand Lavallée, the two latter of 134 Union St., Sainte-Catherine-d'Alexandrie, for the following purposes:

To deal in newspapers, leaflets, magazines, books, publications and other printed matter, under the name of "Offset Graphique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 94 Union St., Sainte-Catherine-d'Alexandrie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2070-68

Palardy équipement inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille St., Françoise Théorêt, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille St., both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, spinster of the full age of majority, 206, 17th Ave., Two-Mountains, for the following purposes:

To carry on business dealing in industrial machines, heavy machinery, tractors, levellers, digging machines, trucks and light motor lorries, under the name of "Palardy équipement inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1727-68

A. D. Patenaude (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Patenaude, administrator, 5460 Mennereuil, Jacques Vallières, butcher, 10995, Éthier, Jean-Guy Langlois, typographer, 2840 Sauvé, Raymond Patenaude, technologist, 4959 du Progrès St., all four of Montreal, and Jean-Paul Patenaude, foreman, 10236 Plaza Blvd., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "A. D. Patenaude (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 11 common shares of $200 each and 756 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1546-68

Le Petit Palais Restaurant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, rue Arcand, Montréal, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Lionel-H. Benoit, 166, de Bretagne, Longueuil, et Jean-Paul Diry, 5781, rue Déom, Montréal, ces deux derniers comptables agréés, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Le Petit Palais Restaurant inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6985, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2280-68

Le Petit Palais Restaurant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Marsolais, secretary, spinster of the full age of majority, 2577 Arcand Street, Montreal, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Lionel-H. Benoit, 166 de Bretagne, Longueuil, and Jean-Paul Diry, 5781 Déom Street, Montreal, the latter two chartered accountants, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Le Petit Palais Restaurant inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 6985 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2280-68

Philip's Stamp & Coin Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Donald W. Seal, 2210, Noël, Saint-Laurent, Philip Shaposnick, 6870, Chester, Montréal, et David Goldenblatt, 7925, Kingsley, app. 12, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de vendeur de timbres et pièces de monnaie, sous le nom de « Philip's Stamp & Coin Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2211-68

Philip's Stamp & Coin Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 2210 Noël, Saint-Laurent, Philip Shaposnick, 6870 Chester, Montreal, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley, Apt. 12, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a stamp and coin dealer, under the name of "Philip's Stamps & Coin Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2211-68

Les Placements Gérard Desmarais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Maurice-A. Regnier, avocat, June O'Neill, et Carole Hébert, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 1155, Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Gérard Desmarais inc. », avec un capital total de $300,100, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 60 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 240, rue Guizot ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2291-68

Les Placements Gérard Desmarais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice-A. Regnier, advocate, June O'Neill, and Carole Hébert, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 1155 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Gérard Desmarais inc.", with a total capital stock of $300,100, divided into 40 common shares of a nominal value of $1 each, 60 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 300,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 240 Guizot Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2291-68

Placements Roga inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Thérèse Bouchard, secrétaire, fille majeure, 85, Cate, Micheline Barabé, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Bertrand Fortier, 158, Rioux, et Dianne Rousseau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Pigeon, 116, Sanborn, toutes trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Roga inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1975-68

Placements Roga inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thérèse Bouchard, secretary, spinster of the full age of majority, 85 Cate, Micheline Barabé, secretary, wife contractually separate as to property of Bertrand Fortier, 158 Rioux, and Dianne Rousseau, secretary, wife contractually separate as to property of Marcel Pigeon, 116 Sanborn, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Placements Roga inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1975-68

Yvon Poulin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Yvon Poulin, marchand d'huile, Thérèse Lemoine, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvon Poulin, tous deux de 433, Rothesay, Saint-Lambert, et Raymond Daly, fonctionnaire, 6740, 2e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du charbon, huile, bois, gazoline, essence, combustibles, lubrifiants de toutes sortes et gaz naturel, sous le nom de « Yvon Poulin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 433, rue Rothesay, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2258-68

Yvon Poulin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Poulin, oil dealer, Thérèse Lemoine, housewife, wife separate as to property of the said Yvon Poulin, both of 433 Rothesay, Saint Lambert, and Raymond Daly, civil servant, 6740, 2nd Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in coal, oil, wood, gasoline, petrol, fuels, lubricants of all kinds and natural gas, under the name of "Yvon Poulin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each, 250 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 1,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 433 Rothesay St., Saint Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2258-68

Les Produits forestiers B. & B. inc.
B. & B. Lumber Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Roger Brosseau, marchand, Louis-Georges Bélanger, commis de bureau, tous deux de Huberdeau, et Roger Lajeunesse, avocat, 11585, de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Produits forestiers B. & B. inc. — B. & B. Lumber Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Minerve, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2079-68

Les Produits forestiers B. & B. inc.
B. & B. Lumber Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Brosseau, merchant, Louis-Georges Bélanger, office clerk, both of Huberdeau, and Roger Lajeunesse, advocate, 11585 de Poutrincourt, Montreal, for the following purposes:

The lumber industry and trade, under the name of "Les Produits forestiers B. & B. inc. — B. & B. Lumber Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Minerve, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2079-68

Les Publications Lotbinière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Alphonse Laflamme, fonctionnaire, Françoise Nadeau, coiffeuse, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alphonse Laflamme, tous deux de Saint-Agapit-de-Beaurivage, et Rose-Alma Gaudreau, secrétaire, épouse commune en biens de Joseph Fortin, Saint-Patrice-de-Beaurivage, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Les Publications Lotbinière inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Patrice-de-Beaurivage, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2175-68

Raphael '67 (Québec) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Wolfgang Langheit, restaurateur, 5920, Panama, Brossard, Pierre Ruffo, entrepreneur, 191, Brock sud, Montréal, et Pierre Mondor, avocat, 1665, de l'Église, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, hôtels, motels et centres touristiques et faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Raphael '67 (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7455, boulevard Montréal-Toronto, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2193-68

Rhoing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Gordon L. Echenberg, 1545, avenue McGregor, app. 805, Arthur M. Sanft, 3250, Forest Hill, app. 505, tous deux de Montréal, Nathaniel H. Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, et Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte Saint-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir une entreprise d'équipement et de produits pharmaceutiques et médicaux, sous le nom de « Rhoing Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 75,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5950, chemin de la côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2251-68

Les Publications Lotbinière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Laflamme, civil servant, Françoise Nadeau, hairdresser, wife contractually separate as to property of the said Alphonse Laflamme, both of Saint-Agapit-de-Beaurivage, and Rose-Alma Gaudreau, secretary, wife common as to property of Joseph Fortin, Saint-Patrice-de-Beaurivage, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications, and to operate an advertising agency, under the name of "Les Publications Lotbinière inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Patrice-de-Beaurivage, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2175-68

Raphael '67 (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wolfgang Langheit, restaurateur, 5920 Panama, Brossard, Pierre Ruffo, contractor, 191 Brock South, Montreal, and Pierre Mondor, advocate, 1665 de l'Église, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate restaurants, hotels, motels and tourist centres and to carry on business as a holding company, under the name of "Raphael '67 (Québec) inc.", with a total capital of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 7455 Montreal-Toronto Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2193-68

Rhoing Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon L. Echenberg, 1545 McGregor Avenue, Apt. 805, Arthur M. Sanft, 3250 Forest Hill, Apt. 505, both of Montreal, Nathaniel H. Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, and Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To engage in the business of medical and paharmaceutical equipment and supplies, under the name of "Rhoing Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of the par value of $1 each and 75,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5950 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial distrdit of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2251-68

Rosemont textiles inc.
Rosemount Textile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat, Monique Léonard, secrétaire, file majeure, tous deux de 200, se St-Jacques ouest, et Jean-Paul St-Louis, avocat, 215, rue St-Jacques ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles et tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Rosemont textiles inc.—Rosemount Textile Inc. », avec un capital total de $40,000, divise en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions pivilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5417, 9e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1911-68

Bill Rosen Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-ouest, Morton Bell 701, Bertrand Drive, Saint-Laurent, et Norman S. Kessner, 6300, Lennox, app. 412, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner, importer, exporter, acheter, vendre des articles vestimentaires pour dames et messieurs, des vêtements de sports et accessoires de toutes sortes, ou autrement en faire le commerce, sous le nom de « Bill Rosen Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1100, Dover Drive, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2218-68

Sara Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de mise sur le marché, d'approvisionnement, et de distribution et celui de négociants en gazoline, huiles, produits du pétroles et sous-produits de toute sorte et description; sous le nom de « Sara Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 701, rue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2153-68

Rosemont textiles inc.
Rosemount Textile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Belleville, advocate, Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, both of 200 St. James St. West, and Jean-Paul St-Louis, advocate, 215 St. James St. West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in textiles and woven materials of all kinds, natural or synthetic, as well as their products and by-products, under the name of "Rosemont textiles inc.—Rosemount Textile Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 5417 9th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1911-68

Bill Rosen Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, Morton Bell, 701 Bertrand Drive, Saint-Laurent, and Norman S. Kessner, 6300 Lennox, Apt. 412, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and otherwise deal in women's and men's wearing apparel and sportswear and accessories of all kinds, under the name of "Bill Rosen Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1100 Dover Drive, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2218-68

Sara Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of marketers, suppliers and distributors of and traders in gasoline, oils, petroleum products and by-products of every kind and description, under the name of "Sara Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 701 Beaumont Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2153-68

Paul Savard entrepreneur électricien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Paul Savard, entrepreneur-électricien, Marie-Berthe Raiche, ménagère, épouse dudit Paul Savard, tous deux de 566, Chassé, et Marcel Levasseur, électricien, 436, St-Pierre, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Paul Savard entrepreneur électricien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 566, rue Chassé, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2202-68

Paul Savard entrepreneur électricien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Savard, electrician contractor, Marie-Berthe Raiche, housewife, wife of said Paul Savard, both of 566 Chassé, and Marcel Levasseur, electrician, 436 Saint-Pierre, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and repair all kinds of electric apparatus and appliances, under the name of "Paul Savard entrepreneur électricien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 566 Chassé street, Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2202-68

Serin Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e rue, Laval, Edward Druker, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, et Jack Boidman, 5320, Mac-Donald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers et agents pour toute entreprise commerciale ou organisation industrielle, sous le nom de « Serin Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5485, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2259-68

Serin Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Laval, Edward Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, and Jack Boidman, 5320 MacDonald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization, under the name of "Serin Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5485 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2259-68

Sioux Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Sioux Holding Corp. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 12,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2177-68

Sioux Holding Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Sioux Holding Corp.", with a total capital stock of $220,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 12,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2177-68

Sirva inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1968,

Sirva inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: Michel Samson, arpenteur-géomètre, 736, avenue du Château, Henri Harbour, comptable, 3065, Rosewood, tous deux de Sainte-Foy, et Henri Caouette, chef de service, 1015, 7e avenue Centre, Charny, pour les objets suivants:

Exploiter des services de tout genre concernant l'entretien des meubles et des immeubles et faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Sirva inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 736, avenue du Château, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2249-68

La Société de Distribution Film Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, 638, Roslyn, Westmount, Helen Marshall, 5339, chemin Côte St-Luc, et Frances Gallagher, 332, est, Gouin, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de producteurs, distributeurs, exposants, importateurs et exportateurs de films et de vues animées, sous le nom de « La Société de Distribution Film Canada Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 722-68

La Société de planification générale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: J.-Antonio Forget, économiste, 10600, Sackville, Didier Leroux, avocat, 10755, Esplanade, tous deux de Montréal, Donat Landry, industriel, 19, Émile, Laval, et Joseph Leroux, ingénieur, 18, Bord de l'Eau, Repentigny, pour les objets suivants:

Offrir les services de spécialistes qui étudieront les besoins présents et futurs auxquels doivent faire face des organismes d'administration municipales, provinciale et toutes autres commissions d'administration, sous le nom de « La Société de planification générale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1349-68

La Société technique d'aménagement régional inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: René Beaulac, 268,

rating: Michel Samson, land surveyor, 736 du Château Avenue, Henri Harbour, accountant, 3065 Rosewood, both of St. Foy, and Henri Caouette, departmental manager, 1015, 7th Avenue Centre, Charny, for the following purposes:

To operate all kinds of services concerning the maintenance of movables and immovables, and to carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Sirva inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 736 du Château Avenue, St. Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2249-68

La Société de Distribution Film Canada Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Rothman, advocate, 638 Roslyn, Westmount, Helen Marshall, 5339 Côte St-Luc Road, and Frances Gallagher, 332 Gouin East, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as producers, distributors, exhibitors, importers and exporters of films and motion pictures, under the name of "La Société de Distribution Film Canada Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 722-68

La Société de planification générale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Antonio Forget, economist, 10600 Sackville, Didier Leroux, advocate, 10755 Esplanade, both of Montreal, Donat Landry, industrialist, 19 Émile, Laval, and Joseph Leroux, engineer, 18 Bord de l'Eau, Repentigny, for the following purposes:

To offer the services of specialists who will study the present and future needs which municipal and provincial administration bodies and all other administration commissions must face, under the name of "La Société de planification générale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1349-68

La Société technique d'aménagement régional inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Beaulac, 268 Molière, Jean-Roch

Molière, Jean-Roch Boivin, 1455, Cap Éternité, tous deux avocats, de Laval, et Thérèse Leblanc, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6864, Bordeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, faire et réaliser des projets, plans et programmes d'aménagement régional, de développement de territoire et d'urbanisme, sous le nom de « La Société technique d'aménagement régional inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1690-68

Spancon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Joseph Cordella, entrepreneur, Corinne Cordella, ménagère, épouse dudit Joseph Cordella et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux du 2405, avenue Mariette, Montréal, Alfio Scrilatti, entrepreneur, et Gina Scrilatti, ménagère, épouse dudit Alfio Scrilatti et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers du 490, rue Paquin, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Spancon Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6290 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 1863-68

Les Swingles inc.
The Swingles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Yves Bertrand, 190, Poitou, Laval, Marc Gravel, 10190, D'Auteuil, tous deux avocats, et Jean Bertrand, publiciste, 3025, Sherbrooke ouest, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Swingles inc.— The Swingles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2287-68

Tabago Mobilia ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, 3105, St-Zotique, Pierre Panneton, 4350, Coolbrook, tous deux avocats, de Laval, et Thérèse Leblanc, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6864, Bordeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, faire et réaliser des projets, plans et programmes d'aménagement régional, de développement de territoire et d'urbanisme, sous le nom de « La Société technique d'aménagement régional inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1690-68

Spancon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1968, constituant en corporation: Joseph Cordella, entrepreneur, Corinne Cordella, ménagère, épouse dudit Joseph Cordella et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux du 2405, avenue Mariette, Montréal, Alfio Scrilatti, entrepreneur, et Gina Scrilatti, ménagère, épouse dudit Alfio Scrilatti et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers du 490, rue Paquin, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Spancon Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6290 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 1863-68

Les Swingles inc.
The Swingles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1968, constituant en corporation: Yves Bertrand, 190, Poitou, Laval, Marc Gravel, 10190, D'Auteuil, tous deux avocats, et Jean Bertrand, publiciste, 3025, Sherbrooke ouest, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Swingles inc.— The Swingles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2287-68

Tabago Mobilia ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, 3105, St-Zotique, Pierre Panneton, 4350, Coolbrook, tous deux avocats,

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Cordella, contractor, Corinne Cordella, housewife, wife of the said Joseph Cordella, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 2405 Mariette Avenue, Montreal, Alfio Scrilatti, contractor, and Gina Scrilatti, housewife, wife of the said Alfio Scrilatti, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 490 Paquin Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Spancon Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6290 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 1863-68

Les Swingles inc.
The Swingles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Bertrand, 190 Poitou, Laval, Marc Gravel, 10190 D'Auteuil, both advocates, and Jean Bertrand, publicist, 3025 Sherbrooke St. West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business providing the public with entertainment, under the name of "Les Swingles inc.— The Swingles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2287-68

Tabago Mobilia ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Vaugeois, 3105 St-Zotique, Pierre Panneton, 4350 Coolbrook, both advocates

brook, tous deux avocats, de Montréal, et Monique Falardeau, secrétaire, fille majeure, 7375, Follereau, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Tabago Mobilia ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3, rue Roux, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1751-68

David Tarlo Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 55, Holtham, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « David Tarlo Corp. », avec un capital total de $1,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6300, avenue Lennox, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2256-68

Taverne Les Cascades inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jacques-L. Turgeon, Claude Turgeon, tous deux hôteliers, de 864, avenue John West, Sainte-Foy, et Antoine Gauthier, comptable agréé, 724, Salazar, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de taverne, sous le nom de « Taverne Les Cascades inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roverval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1974-68

Thetford Techno inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1968, constituant en corporation: Clément Favreau, homme d'affaires, Jeannette Marois, ménagère, épouse commune en biens dudit Clément Favreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 520, rue Pomerleau, et Dominique Guay, comptable, 183, 8e rue ouest, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou

of Montreal, and Monique Falardeau, secretary, spinster of the full age of majority, 7375 Follereau, Saint-Léonard, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Tabago Mobilia ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3 Roux Street, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1751-68

David Tarlo Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 55 Holtham, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "David Tarlo Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 6300 Lennox Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2256-68

Taverne Les Cascades inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques-L. Turgeon, Claude Turgeon, both hotel-keepers, of 864 John West Ave., St-Foy, and Antoine Gauthier, chartered accountant, 724 Salazar, Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a tavern, under the name of "Taverne Les Cascades inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1974-68

Thetford Techno inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Favreau, businessman, Jeannette Marois, housewife, wife common as to property of the said Clément Favreau, and duly authorized by him, for these presents, both of 520 Pomerleau, and Dominique Guay, accountant, 183, 8th St. West, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles made entirely or partially of metal

bois, sous le nom de « Thetford Techno inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2327-68

Tona inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, fille majeure, 2540, chemin Côte Ste-Catherine, et Mario Robert Girard, 3355, Place Decelles, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Pour des fins artistiques, commerciales, éducatives, de divertissements et autres, fabriquer, produire, éditer, acheter, vendre et distribuer toutes sortes de disques, rubans magnétiques et autres procédés, sous le nom de « Tona inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 1693-68

Town and Country Shoe Shoppe Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1968, constituant en corporation: E. Michael Berger, avocat et conseil en Loi de la reine, 5030, Glencairn, Larry Sazant, avocat, 5160, Decelles, Juliette Boudrias, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 3777, Drolet, tous trois de Montréal, et David I. Schatia, avocat, 7025, Clover, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits, marchandises, articles et effets de toute sorte et description, en faire le commerce, sous le nom de « Town and Country Shoe Shoppe Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 1968-68

Uni-Side Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1968, constituant en corporation: Oscar Steiner, marchand, Bernice Steiner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Oscar Steiner, tous deux de 1161, Marie Crescent, Laval, et Peter Canzer, marchand, 4205, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et distribuer des panneaux d'aluminium, en faire le commerce, sous le nom de

or wood, under the name of "Thetford Techno inc." with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2327-68

Tona inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, spinster of the full age of majority, 2540 Côte Ste-Catherine Road, and Mario Robert Girard, 3355 Place Decelles, the two latter of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

For artistic, commercial, educational, entertainment and other purposes, to make, produce, edit, buy, sell and distribute all kinds of records, magnetic tapes and other processes, under the name of "Tona inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each and 3,990 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 1693-68

Town and Country Shoe Shoppe Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: E. Michael Berger, advocate and Queen's Counsel, 5030 Glencairn, Larry Sazant, advocate, 5160 Decelles, Juliette Boudrias, secretary, spinster of the full age of majority, 3777 Drolet, all three of Montreal, and David I. Schatia, advocate, 7025 Clover, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Town and Country Shoe Shoppe Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 1968-68

Uni-Side Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Steiner, merchant, Bernice Steiner, housewife, wife separate as to property of the said Oscar Steiner, both of 1161 Marie Crescent, Laval, and Peter Canzer, merchant, 4205 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, distribute and deal in aluminum siding, under the name of "Uni-Side

« Uni-side Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2180-68

United Theatres Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1968, constituant en corporation: Adolpo Papalia, marchand, 8993, avenue Mauriac, Saint-Léonard, Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 260, boulevard Alexis-Nihon, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Sandra Schubovitch, secrétaire, célibataire, 5021, rue MacKenzie, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre de propriétaires et gérants de théâtres, sous le nom de « United Theatres Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2115-68

Valiant Publishing Ltd.
Les Publications Valiant ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1968, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, Montréal, Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, tous deux avocats, Elayne P. Felix, secrétaire, épouse séparée de biens de Dudley E. Felix, 10630, place de l'Acadie, et Hessa Wellen, secrétaire, célibataire, d'âge majeur, 4946, avenue Kent, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'impression et de publicité, sous le nom de « Valiant Publishing Ltd.— Les Publications Valiant ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2160-68

Watermatic Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1968, constituant en corporation: Alie Zigby, marchand, Allan Zigby, vendeur, tous deux de 135, rue Elm, Granby, et Stanley Zigby, technicien, 1186, Colbert, app. 313, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils et acessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Watermatic Quebec

Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2180-68

United Theatres Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adolfo Papalia, merchant, 8993 Mauriac Avenue, Saint-Léonard, Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 260 Alexis-Nihon Boulevard, Saint-Laurent, both advocates, and Sandra Schubovitch, secretary, spinster, 5021 Mackenzie Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as theatre proprietors and managers, under the name of "United Theatres Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2115-68

Valiant Publishing Ltd.
Les Publications Valiant ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, Montreal, Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, both advocates, Elayne P. Felix, secretary, wife separate as to property of Dudley E. Felix, 10630 Place de L'Acadie, and Hessa Wellen, secretary, spinster of the full age of majority, 4946 Kent Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general printing and publishing business, under the name of "Valiant Publishing Ltd.— Les Publications Valiant ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2160-68

Watermatic Quebec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alie Zigby, merchant, Allan Zigby, salesman, both of 135 Elm St., Granby, and Stanley Zigby, technician, 1186 Colbert, Apt. 313, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of apparatus and appliances for domestic or commercial use, under the name of "Watermatic

Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11188, 1re avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100-o 2047-68

Zurich Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1968, constituant en corporation: Mark Abramowitz, 6627, chemin Baily, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 5761, Côte Saint-Luc, Hampstead, tous deux avocats, et Jennifer Norton, secrétaire, fille majeure, 2444, Benny Crecent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Zurich Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2185, est, boulevard Henri-Bourassa, app. 202, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25100 2183-68

Quebec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 11188, 1st Avenue, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100 2047-68

Zurich Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark Abramowitz, 6627 Baily Road, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 5761 Côte St. Luc Road, Hampstead, both advocates, and Jennifer Norton, secretary, spinster, 2444 Benny Crescent, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Zurich Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2185 Henri-Bourassa Boulevard East, Apt. 202, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25100-o 2183-68

Ministère du Travail

Avis de requête d'extension

Coiffeurs — Hull

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association Patronale des Coiffeurs pour Hommes de la Région de Hull,

L'Association Patronale des Coiffeurs pour Dames de la Région de Hull,

D'UNE PART, et

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Hommes de la Région de Hull,

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de la Région de Hull.

D'AUTRE PART,

pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

PREMIÈRE PARTIE

Disposition générale

Le « Statut du Coiffeur » applicable à tous les décrets régissant les Coiffeurs pour Hommes, Coiffeurs pour Dames et Manicures, dans la province, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, sous le titre de « Règles Communes », refondu avec modifications par l'arrêté en conseil numéro 489 du 22 mars 1966 est incorporé dans le présent décret, comme première partie tout comme s'il y était reproduit en entier (Articles 1 à 69 inclusivement).

Department of Labour

Notice of Petition of Extension

Hairdressers — Hull region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties hereinafter mentioned have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association Patronale des Coiffeurs pour Hommes de la Région de Hull;

L'Association Patronale des Coiffeurs pour Dames de la Région de Hull;

AND

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Hommes de la Région de Hull;

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de la Région de Hull,

for the employers and employees of the trades concerned, according to the following conditions:

PART ONE

General provision

"The Hairdresser's Code" applicable to all decrees governing barbers, men's hairdressers, ladies' hairdressers and manicurists in the Province (approved by Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960 under the title of "Standard Rules", revised with amendments by Order in Council number 489 of March 22, 1966) is incorporated into this decree as Part One as if it were quoted in its entirety (Sections 1 through 69).

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions applicables à toutes les professions visées

1.00 *Champ d'application territorial:*

1.01 Le champ d'application territorial du présent décret comprend les districts électoraux de Hull, Gatineau, Papineau, et Pontiac.

1.02 Le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: La cité de Hull et un rayon de 25 milles de ses limites;

Zones II: Le reste des districts électoraux de Gatineau, Papineau et Pontiac, non compris dans la zone I.

1.03 *Travail postérieur à la clôture:* Le travail requis par les clients se trouvant dans un salon avant l'heure de clôture peut être exécuté même après cette heure.

1.04 Toute personne qui tient un salon de coiffure doit en sorte qu'il soit possible de voir à l'intérieur du salon en dehors des heures prescrites par le présent décret, afin de permettre aux inspecteurs du comité paritaire de vérifier s'il se fait du travail illégal.

1.05 *Préavis de congé:* L'employeur et le salarié ont réciproquement droit à un avis de sept (7) jours au cas d'abandon de services ou de congédiement.

1.06 *Repas:* Une (1) heure doit être accordée à tout salarié pour le repas du midi et une (1) heure également pour le repas du soir lorsque le travail se prolonge après 7 h du soir.

1.07 *Salaire supérieur:* Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que le minima ci-haut mentionné lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

1.08 *Jours fériés:* Les jours fériés chômés sont les suivants:

Zones I et II: Le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet, le jour de Noël et le 26 décembre. Dans la zone I, les salons situés dans le district électoral de Pontiac, le vendredi saint est chômé.

1.09 Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans le champ d'application territorial déterminé par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise en exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

1.10 Le présent décret abroge le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et tous ses amendements.

1.11 *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er septembre de l'année 1969 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables aux coiffeurs pour hommes

PART TWO

Special provisions governing all the trades concerned

1.00 *Territorial jurisdiction:*

1.01 The territorial jurisdiction of this decree encompasses the electoral districts of Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac.

1.02 The territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The city of Hull and a 25-mile radius of its limits;

Zone II: The remainder of the electoral districts of Gatineau, Papineau and Pontiac not included in Zone I.

1.03 *Work after closing time:* Work required on customers who were in the salon before closing time may be performed after such closing time.

1.04 Anyone operating a hardressing salon shall make it possible for the Parity Committee inspectors to see inside the salon outside the hours stipulated herein, so that they may ascertain whether or not work is being performed illegally.

1.05 *Notice:* Every employee shall give his employer seven (7) days' notice should he quit his job and the employer shall give his employee an identical notice should he dismiss him.

1.06 *Meals:* Every employee is entitled to one (1) hour off for the noon meal and to one (1) hour off for the evening meal on days when work ends after 7:00 p.m.

1.07 *Higher wages:* When this decree becomes effective, no employee whose wages are above the minimum stipulated herein shall see his wages decreased by his employer.

1.08 *General holidays:* The following are general holidays:

Zones I and II: New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, July 1st, Christmas Day and December 26th. Good Friday shall be a general holiday in zone I for salons in the electoral district of Pontiac.

1.09 Upon ratification of this agreement, the existing parity committee, established to supervise the application of the former decree within the territorial jurisdiction stipulated herein, remains in office and supervises the enforcement of this decree until a new committee is formed. Such new committee supersedes the old and is vested with all the assets and rights of the said committee. It also assumes all the former committee's debts under the said former decree.

1.10 This decree annuls Decree number 387 of April 24, 1958, as amended.

1.11 *Term of the decree:* This decree remains in force until September 1, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to September 1st of 1969 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

PART THREE

Special provisions governing men's hairdressers

2.00 *Durée du travail:*

2.01 *Zone I:* La semaine normale de travail est de quarante-trois (43) heures, réparties comme suit:

Le lundi: chômé;

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8 h du matin à 6 h du soir; (8 h 30 pour employés). Pour ces jours de travail, les employés ne devront pas se présenter au travail avant 8 h 30 le matin et ce obligatoirement.

Le samedi: de 8 h du matin à 4 h de l'après-midi.

2.02 Cependant, il y a exception pour les salons situés dans les municipalités de Aylmer et Lucerne. Dans ces salons il est permis de travailler une demi-heure plus tard que les heures ci-haut mentionnées pour chacun des jours ouvrables. Il y a aussi exception pour les salons situés dans les municipalités de Buckingham, Masson et Angers, la semaine normale de travail est de quarante-deux et demie (42½), réparties comme suit:

Le lundi: chômé,

Les mardis, mercredis, jeudis, vendredis et samedis: de 8.30 h du matin à 6 h du soir.

2.03 *Zone II.* pour les salons situés dans le reste du district électoral de Gatineau, la semaine normale de travail est de quarante-quatre heures et demie (44½) réparties comme suit:

Le lundi: chômé,

Les mardis, mercredis, jeudis et samedis: de 8.30 h du matin à 6 h du soir.

Le vendredi: de 8.30 h du matin à 9 h du soir.

2.04 Cependant durant les trois (3) jours qui précèdent la fête de Pâques ainsi que les 21, 22 et 23 décembre, les heures de travail sont de 8 h. du matin à 9 h. du soir. Le 24 décembre, les heures de travail sont de 8 h du matin à 6 h du soir.

2.05 Dans les salons situés dans le reste du district électoral de Papineau à l'exception des municipalités de Buckingham et Masson qui font partie de la Zone I, la semaine normale de travail est de cinquante (50) heures réparties comme suit:

Le lundi: chômé,

Les mardis, mercredis et jeudis; de 8 h du matin à 7 h du soir,

Les vendredis: de 8 h du matin à 9 h du soir,

Les samedis: de 8 h du matin à 6 h du soir.

Les samedis: des mois juillet et août de: 8 h du matin à 5 h du soir.

2.06 Dans les salons situés dans le reste du district électoral de Pontiac, la semaine normale de travail est de quarante-sept (47) heures réparties comme suit:

Le lundi: chômé,

Les mardis, mercredis, jeudis et samedis: de 8 h. du matin à 6 h. du soir.

Les vendredis: de 8 h du matin à 9 h du soir.

Les 21, 22 et 23 décembre, les heures de travail sont de 8 h du matin à 9 h du soir.

Le 24 décembre: de 8 h du matin à 6 h du soir.

2.06 Toutefois, la semaine de Noël, il y a du travail le lundi, selon l'horaire fixée pour le mardi, dans les zones I et II.

2.07 *Salaires minima:* Dans les deux (2) zones, le salaire minimum pour la semaine normale de travail est le suivant:

Coiffeurs permanents pour hommes:

Classe « A »: $55 ou 70% des recettes de la semaine lorsque celles-ci atteignent $80;

Classe « B »: $47 ou 70% des recettes de la semaine lorsque celles-ci atteignent $68.

2.00 *Hours of work:*

2.01 *Zone I:* The 43-hour standard work week is scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m. However, on such working days employees shall not report in to work before 8:30 a.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

2.02 It is permissible to work one-half hour over the hours stipulated above for each working day in salons located in the municipalities of Aylmer and Lucerne. In salons located in the municipalities of Buckingham, Masson and Angers, the 42½-hour standard work week is scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

2.03 *Zone II:* In salons located in the remainder of the electoral district of Gatineau, the 44½-hour standard work week is scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

2.04 On the three (3) days prior to Easter as well as on December 21st, 22nd and 23rd, working hours are from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. On December 24th, working hours are from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

2.05 In salons located in the remainder of the electoral district of Papineau (except the municipalities of Buckingham and Masson which belong to Zone I), the 50-hour standard work week is scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Saturdays during July and August : 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

2.06 In salons located in the remainder of the electoral district of Pontiac, the 47-hour standard work week is scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

December 21st, 22nd and 23rd: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

December 24th: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

2.06 During Christmas week in zones I and II, work may be performed on Monday and working hours are the same as on Tuesday.

2.07 *Minimum wages:* In both zones, minimum wages for a standard work week are as follows:

Regular men's hairdressers:

Class "A": $55 or 70% of the week's receipts when they amount to $80;

Class "B": $47 or 70% of the week's receipts when they amount to $68.

2.08 *Apprentis:* Les apprentis doivent recevoir le salaire minimum hebdomadaire suivant dans les deux (2) zones:

Après 6 mois: $39 ou 50% des recettes de la semaine lorsque celles-ci atteignent $79;

Après 1 an: $43 ou 55% des recettes de la semaine lorsque celles-ci atteignent $79;

Après 2 ans: $45 ou 60% des recettes de la semaine lorsque celles-ci atteignent $76;

Après 3 ans: $47 ou 70% des recettes de la semaine lorsque celles-ci atteignent $68.

2.09 Dans les deux (2) zones, un employé permanent qui ne fait pas sa semaine complète, et un employé surnuméraire, doivent être payés à raison de 70% des recettes de leur travail et ils n'ont pas droit au taux de salaire normal, soit de $50 par semaine Classe « A » et de $45 par semaine Classe « B ».

2.10 *Congé annuel payé:* Tout salarié qui a complété un (1) an de service continu chez son employeur a droit à un congé d'une durée d'une semaine entière. La rémunération pour ledit congé est égale à 2% du salaire global brut gagné par le salarié pendant les douze (12) mois précédents.

2.11 Tout salarié qui a moins d'un (1) an de service continu chez un employeur a droit à un congé continu dont la durée est d'autant de demi jours qu'il a de mois de service. La rémunération pour ledit congé est égale à 2% du salaire global brut gagné par le salarié pendant la période lui donnant droit aux vacances.

2.12 *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minima indiqués en regard des services énumérés ci-dessous:

2.08 *Apprentices:* Apprentices of both zones shall be paid the following minimum wages:

After 6 months: $39 or 50% of the week's receipts when they amount to $79;

After 1 year: $43 or 55% of the week's receipts when they amount to $79;

After 2 years: $45 or 60% of the week's receipts when they amount to $76;

After 3 years: $47 or 70% of the week's receipts when they amount to $68.

2.09 In both zones, a regular employee who does not complete his work week and a supernumerary employee are to be paid 70% of their week's receipts. They are not entitled to the regular salary of $50 a week for Class "A" hairdressers and of $45 a week for Class "B" hairdressers.

2.10 *Annual vacation with pay:* Every employee who has completed one (1) year's continuous service with his employer is entitled to one full week's vacation. Vacation pay equals 2% of total gross wages earned by the employee during the previous twelve (12) months.

2.11 Every employee who has less than one (1) year's continuous service with his employer is entitled to one-half day's vacation per service month. Vacation pay equals 2% of total gross wages earned by the employee during the qualifying period.

2.12 *Minimum prices for services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the minimum prices set for each of the services listed below:

	Taux actuels / Actual Prices / Zones			*Prix demandés / Prices sought / Zones*	
	I	*II*	*III*	*I*	*II*
Barbe — Shave	$1.25	$0.80	$1.00	$1.50	$1.50
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Regular haircut, adults	1.35	1.25	1.25	1.75	1.50
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut, adults	1.60	1.35	1.50	1.85	1.75
Coupe de cheveux au rasoir y compris shampooing et mise en plis — Razor cut, including shampoo and setting	3.25	3.25	3.25	3.75	3.50
Ondulation (mise en plis) — Finger wave (setting)	1.00	1.00	1.00	1.25	1.25
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 15 ans — Regular haircut, children under 15	0.85	0.80	0.75	1.10	1.00
Coupe de cheveux en brosse ou spéciale pour enfants de moins de 15 ans — Regular haircut, children under 15	1.10	0.85	0.85	1.25	1.10
Flambage des cheveux — Hair singeing	0.35	0.35	0.35	0.35	0.25
Shampooing — Shampoo	1.00	1.00	1.00	1.25	1.25
Massage	1.00	1.00	1.00	1.25	1.25
Tonique ou lotion — Tonic or lotion	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35
Aiguisage de rasoir — Razor honing	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75

2.13 *Prorata des apprentis:* Dans aucun salon, il n'est permis d'avoir plus d'un (1) apprenti.

2.13 *Ratio of apprentices:* There shall be no more than one (1) apprentice in any salon.

Quatrième Partie

Dispositions particulières applicables aux coiffeurs pour dames

2.14 *Durée de travail:* La semaine normale de travail dans la zone I est de quarante-trois (43) heures réparties comme suit:

Les mardi et jeudi: de 9 h du matin à 6 h du soir

Les mercredi et vendredi: de 9 h du matin à 8 h du soir.

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8 h du matin à 6 h du soir à l'exception des mois de juillet et août ou le travail le samedi est de: 8 h du matin à 1 h de l'après-midi.

Part Four

Special provisions governing ladies' hairdressers

2.14 *Hours of work:* In zone I, the 43-hour standard work week shall be scheduled as follow:

Tuesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Saturday and general holiday eves: 8:00 a.m. to 6:00 p.m., except during July and August when working hours on Saturdays are from 8:00 a.m. to 1:00 p.m.

Dans la zone II: La semaine normale de travail est de quarante-six (46) heures réparties comme suit:

Les mardi, mercredi et jeudi de 8 h du matin à 6 h du soir.

Les vendredi de 8 h du matin à 9 h du soir.

Les samedi de 7 h du matin à 4 h du soir à l'exception de la veille du jour de Noël, du jour de l'an, et Pâques de 7 h du matin à 6 h du soir. Et que les lundi de la semaine de Noël et du jour de l'An soient ouvert de 8 h du matin à 6 h du soir.

2.15 *Salaires minimum: Compagnon coiffeur pour dames:* $30 par semaine, plus une commission de 10% des recettes provenant de son travail, au-delà de $60 par semaine.

Remplaçant: $8 par jour, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

Apprenti coiffeur pour dames:	*Par semaine*
1er semestre	$35.00
2e semestre	39.00
3e semestre	41.00
4e semestre	43.00
Classe « B » (plus 15% après $70.00)	43.00
Classe « A » (plus 15% après $80.00)	45.00

2.16 *Commission:* Commission payable au cas de salaire supérieur à celui du décret: Un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum fixé par le décret à droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de $10 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

2.17 *Période obligatoire d'emploi:* Les services de l'employé temporaire doivent être retenus pour une période d'au moins deux (2) jours de travail par semaine.

2.18 *Vacances payées:*

2.19 L'employeur doit accorder une semaine de congés payés au salarié à son emploi durant une période continu d'une année, sans perte de temps, sauf pour des motifs d'absence légitime.

2.20 Ce congé doit être octroyé durant la période du 1er mai au 1er octobre de chaque année et l'employeur est tenu d'aviser le salarié au moins sept (7) jours à l'avance de la date déterminée pour le début de son congé.

2.21 L'employeur d'un seul salarié peut effectuer avec ce dernier une convention écrite, dont copie doit être déposée au comité paritaire, à l'effet de substituer à la semaine de vacances obligatoires deux (2) périodes formées des trois (3) premiers jours de deux (2) semaines distinctes. Dans ce cas, la rémunération du salarié pour les trois (3) derniers jours de travail de chacune de ces deux (2) semaines doit être celle de l'employé temporaire.

2.22 Après une (1) année de services continue, le salarié, quittant son emploi au cours d'une nouvelle période d'emploi annuelle, a droit à une demi-journée (½) de vacances payées par mois de travail.

2.23 Le salarié qui n'a pas bénéficié des vacances prévues aux paragraphes précédents du présent article a le droit de réclamer de son employeur une somme égale à son salaire pour la période de vacances à laquelle il avait droit.

2.24 Durant la cinquième année le salarié pourra réclamer 4% de son salaire brut pourvu que ces années soient consécutives au même salon.

In zone II: The 46-hour standard work week shall be scheduled as follows:

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8.:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 7:00 a.m. to 4:00 p.m., except Christmas Eve, New Year's Eve and Holy Saturday when working hours are from 7:00 a.m. to 6:00 p.m. On the Mondays of Christmas week and New Year's week, working hours shall be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

2.15 *Minimum wages: Journeyman ladies' hairdresser:* $30 a week, plus a 10% commission on his work's receipts that exceed $60 a week.

Substituting employee: $8 a day, plus a 10% commission on his work's receipts that exceed twice the wages earned by him.

Apprentice ladies' hairdresser:	*Per week*
1st six months	$35.00
2nd six months	39.00
3rd six months	41.00
4th six months	43.00
Class "B" (plus 15% after $70.00)	43.00
Class "A" (plus 15% after $80.00)	45.00

2.16 *Commission payable when wages are higher than those of the decree:* A regular employee who receives a weekly wage higher than the minimum set forth herein is entitled to the commission that is based on the receipts of his work that exceed his weekly salary by $10.

2.17 *Compulsory employment period:* Temporary employees shall work at least two (2) working days a week.

2.18 *Annual vacation with pay:*

2.19 Employers shall grant one week's vacation with pay to each employee who has been continuously in his service and who has lost no time save for legitimate reasons.

2.20 Such vacation shall be granted yearly between May 1st and October 31st. The employer shall advise the employee of his vacation dates at least seven (7) days beforehand.

2.21 When he has only one employee, the employer may agree with his employee in writing that the compulsory week's vacation be taken during the first three (3) days of two separate weeks. In such event, the employee shall be paid the temporary employee's rate for the last three (3) working days of such two (2) separate weeks.

2.22 After one (1) year's continuous service, the employee who quits his job during a new annual employment period is entitled to one half-day's vacation with pay for each month worked.

2.23 An employee who has not taken his vacation, as laid down in the foregoing subsections, may claim from his employer an amount equal to his salary for the vacation period he was entitled to.

2.24 After five years' service the employee may claim 4% of his gross earnings, provided that such years have been continuous in the same salon.

2.25 *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent exiger les prix minimaux suivants pour les services ci-après énumérés:

2.25 *Minimum prices for services:* Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed below:

	Prix actuels / *Actual prices*	*Prix demandés* / *Prices sought* *Zones* I	II
Coupe de cheveux — Haircut	$1.25	$1.50	$1.50
Indéfrisable, sans frais supplémentaire pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau — Permanent wave (including styling, shampoo and setting)	6.50	7.00	7.00
Teinture des cheveux — Hair dyeing	6.00	7.00	7.00
Shampooing-teinture — Dyeing shampoo	4.00	4.00	4.00
Décoloration — Colour stripping	6.00	7.00	7.00
Rinçage nuanceur — Colour rinse or toner	0.75	1.00	1.00
Rinçage à la crème — Cream rinse	0.50	0.50	—
Shampooing — Shampoo	0.50	1.00	1.00
Shampooing à l'huile — Oil shampoo	1.50	1.00	—
Repeignage des cheveux — Re-combing:			
Cheveux courts — Short hair	0.75	1.00	1.00
Cheveux longs — Long hair	1.00	2.00	2.00
Manucure — Manicure	1.25	1.25	1.25
Massage facial — Facial	2.50	2.50	2.50
Épilation des sourcils — Eyebrow depilation	1.00	1.50	1.50
Traitement du cuir chevelu — Scalp treatment	2.50	2.50	2.50

2.26 *Prorata:* Il est permis d'avoir un apprenti par salon et un apprenti par compagnon compétent.

2.27 *Travail à domicile:* Les coiffeurs pour dames tenant un salon, et leurs salariés sont seuls autorisés à exercer leur métier à domicile, durant les heures de travail déterminées par le décret.

2.28 Tout employeur ou employé détenteur d'une carte de qualification classe « A », et qualifiant un salon, étant retenu chez-lui ou hospitalisé, avec un certificat de médecin, dans un tel cas ledit salon pourra opérer pour un maximum de dix jours.

2.29 Le choix est laissé aux employés de commencer à 7.30h le matin pour les samedis.

2.30 Au cas de mariage (seule la mariée) ou mortalité il sera permis à l'employé avec la permission du patron d'exécuter les services au salon même. (Dans ce dernier cas seul le conjoint aura droit aux services de la coiffure).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

2.26 *Ratio:* It is permissible to have one apprentice per salon and one apprentice for each qualified journeyman.

2.27 *Home work:* Only ladies' hairdressers who operate a salon and their employees may ply their trade at home during the hours of work stipulated herein.

2.28 Whenever an employer or an employee who holds a Class "A" competency certificate whereby a salon is qualified, is hospitalized or is confined at home, the salon in question may be operated for a ten-day maximum. Such hospitalization or confinement must be corroborated by a physician's certificate.

2.29 Employees are free to begin work at 7:30 a.m. on Saturdays.

2.30 In the event of a wedding, the employee may, with his employer's permission, supply hairdressing services to the bride. In the event of a death, only the spouse of the decreased is entitled to hairdressing services.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publiation in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Avis de modification

Débardeurs — Port de Sorel

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rela-

Notice of Amendment

Longshoremen — Sorel Harbour

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Longshoremen of the Sorel Harbour

tive aux débardeurs du Port de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 94 du 25 janvier 1951 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Ajouter le nom de « Ceres Stevedoring Co. Ltd » à la liste des parties contractantes de première part.

2° Remplacer le nom de la partie contractante de deuxième part par le suivant: « Le Syndicat National des Débardeurs de Sorel Inc. ».

3° Remplacer l'article III (*Salaires*) par le suivant:

« *Article III. Salaires: a) Chargement du grain:* Les taux de salaires pour le chargement du grain apparaissent au paragraphe I de l'annexe « A ».

b) Déchargement du grain: Les taux de salaires pour le déchargement du grain des navires océaniques et des grands lacs aux silos apparaissent au paragraphe II de l'annexe « A ».

c) Chargement et déchargement de certaines cargaisons: Les taux de salaires pour le chargement, le déchargement et le nettoyage des navires et wagons de soufre, de cargos d'huile, kaolin, potasse, cyanamide, bois créosotés, bitume, superphosphate et autres cargaisons du genre, apparaissent au paragraphe III de l'annexe « A ».

d) Chargement et déchargement des autres cargaisons: Les taux de salaires pour le chargement et le déchargement des cargaisons dont il n'est pas fait de mention spéciale, dans les navires et les wagons, pour le nettoyage, le charbonnage et le montage d'appareils de toutes sortes, apparaissent au paragraphe IV de l'annexe « A ».

e) Manipulation des explosifs: Les taux de salaires et les horaires de travail pour la manipulation des explosifs sont ceux qui apparaissent au paragraphe VI de l'annexe « A ».

f) Porteur d'eau: Le taux de rémunération du porteur d'eau sera celui qui est indiqué au paragraphe V de l'annexe « A ». »

4° Remplacer les paragraphes « *a* » et « *d* » de l'article V (*Horaires*):

« *Article V — Horaires: a)* Le travail commence aux heures suivantes: 8 h du matin, 1 h de l'après-midi et 6 h du soir.

L'appel pour 8 h du matin doit être fait avant 5 h de l'après-midi, le jour précédent.

L'appel pour 1 h de l'après-midi doit être fait avant 10 h du matin, le même jour.

L'appel pour 6 h du soir doit être fait avant 1 h de l'après-midi, le même jour.

d) Aucun débardeur ne peut être obligé de se présenter au travail entre 6 h du soir et 8 h du matin. »

5° Remplacer l'article VI (*Heures des repas*) par le suivant:

« *Article VI — Heures des repas:* Les heures de repas sont les suivantes:

a) le déjeûner, entre 6 h du matin et 8 h du matin;

b) le dîner, entre midi et 1 h de l'après-midi;

c) le souper, entre 5 h du soir et 6 h du soir;

d) la nuit, entre minuit et 1 h du matin.

Les débardeurs qui doivent travailler pendant les heures des repas doivent recevoir une majoration de salaire au taux de base triple pour l'heure du repas et chaque heure suivante jusqu'à ce qu'ils soient libérés pour prendre leur repas. »

6° Remplacer l'article VII (*Heures supplémentaires*) par le suivant:

« *Article VII. Heures supplémentaires:* Toue travail exécuté après 5 h de l'après-midi entraînt une majoration de salaire de cent cinquante pour

(made binding by Decree number 94 of January 25, 1951, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. "Ceres Stevedoring Co. Ltd." will be added to the list of contracting parties of the first part.

2. The contracting party of the second part will be superseded by "*Le Syndicat National des Débardeurs de Sorel Inc.*".

3. Section III (*Wages*) will be replaced by the following:

"*Section III. Wages:* (*a*) *Loading of grain:* Wage rates for the loading of grain are listed in part I of Appendix "A".

(*b*) *Unloading of grain:* Wage rates for the unloading of grain from vessels operating on the Great Lakes and the ocean, into elevators, are listed in part II of Appendix "A".

(*c*) *Loading and unloading of certain cargoes:* Wage rates for the loading, unloading of vessels and railway cars and cleaning same from sulphur, oil kaolin, potassium, cyanamide, creosoted lumber, pitch, superphosphate and similar cargoes are listed in part III of Appendix "A".

(*d*) *Loading and unloading of other cargoes:* Wage rates for the loading and unloading of unspecified cargoes from or to vessels and railway cars as well as the cleaning, bunkering and setting up of all types of equipment are listed in part IV of Appendix "A".

(*e*) *Handling of explosives:* Wage rates and work schedules for the handling of explosives are listed in part VI of Appendix "A".

(*f*) *Water boy:* Water boy's wage rates are listed in part V of Appendix "A".

4. Subsections "*a*" and "*d*" of section V (*Schedules*) are superseded by the following:

"*Section V. Schedules:* (*a*) Work begins at: 8:00 a.m., 1:00 p.m. and 6:00 p.m.

Calls for 8:00 a.m. shall be made before 5:00 p.m. the previous day.

Calls for 1:00 p.m. shall be made before 10:00 a.m. on the same day.

Calls for 6:00 p.m. shall be made before 1:00 p.m. on the same day.

(*d*) No longshoreman may be compelled to report in for work between 6:00 p.m. and 8:00 a.m."

5. Section VI (*Meal times*) will be replaced by the following:

"*Section VI. Meal times:* Meal times are as follows:

(*a*) Breakfast: 6:00 a.m. to 8:00 a.m.;

(*b*) Dinner: noon to 1:00 p.m.;

(*c*) Supper: 5:00 p.m. to 6:00 p.m.;

(*d*) Night shift: midnight to 1:00 a.m.

Longshoremen who are required to work through meal times shall be paid at triple time the basic rate for such lunch hour and for every subsequent hour until they are sent back for their meal."

6. Section VII (*Overtime*) will be superseded by the following:

"*Section VII. Overtime:* Double time and one half shall be paid for all work performed after 5:00 p.m. Time and one half the rate in effect

cent (150%). Tout travail exécuté à compter de 6 h du soir entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%) du taux de salaire en vigueur. »

7° Remplacer l'article XII (*Fraction horaire*) par le suivant:

« *Article XII — Fraction horaire:* On doit établir les horaires de travail selon l'heure qui est reconnue officiellement dans la cité de Sorel, soit l'heure normale ou l'heure avancée.

La demi-heure est la fraction horaire de base. Si des salariés ou des ouvriers par équipe travaillent au delà d'une demi-heure, ils doivent être payés pour la demi-heure entière ainsi commencée. »

8° Remplacer les paragraphes « *a* », « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article XIII (*Jours fériés*) par les suivants:

« *Article XIII. Jours fériés: a)* Tout travail exécuté les dimanches entraîne une majoration de cent cinquante pour cent (150%) du taux de salaire en vigueur.

Tout travail exécuté le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Confédération, l'Ascension, la Toussaint, l'action de grâces, le Vendredi Saint et la fête de la Reine, entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux de salaire en vigueur, selon les dispositions des articles précédents.

c) Les débardeurs ne sont pas obligés de se présenter au travail avant 9 h du matin les dimanches, le jour de l'Ascension et le jour de la Toussaint et une rémunération garantie équivalente à trois (3) heures de travail doit leur être accordée ces jours-là.

d) Les heures de repas pendant les jours fériés et le samedi doivent être les mêmes qu'aux jours ordinaires.

e) Si un ouvrier est appelé au travail un des huit jours fériés mentionnés ci-haut ou le dimanche et qu'on ne le met pas au travail, il a droit, pour chaque appel, à une indemnité égale à deux heures de salaire au taux en vigueur. »

9° Remplacer l'article XIV (*Indemnité de congés payés*) par le suivant:

« *Article XIV — Indemnité de congés payés:* L'employeur doit accorder à tous les débardeurs qui ont été à son service pendant la saison de navigation une indemnité de congés payés calculée à partir du salaire total que chacun a reçu pendant ladite saison.

L'indemnité de congés sera de 5% pour tous les débardeurs. Le paiement de ladite indemnité se fera quinze jours après la fin de la saison ou avant le 30 décembre de chaque année. »

10° Remplacer l'article XVIII (*Régime d'épargne et de retraite*) par le suivant:

« *Article XVIII. Sécurité sociale:* Tous les salariés régis par le décret doivent recevoir de leur employeur, à titre d'indemnité de sécurité sociale, un supplément de salaire égal à trois pour cent (3%) du taux horaire en vigueur. »

11° Remplacer l'article XIX (*Durée*) par le suivant:

« *Article XIX — Durée:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1968. Il se renouvelle automatiquement pour une autre année à moins que l'une des parties n'avise l'autre par écrit de son intention de le modifier ou d'y mettre fin et ce, dans une période d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours avant le 31 décembre 1968. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

12° Remplacer les annexes « A », « B » et « C » apparaissant après l'article XX, par l'annexe « A » ci-jointe.

shall be paid for all work performed after 6:00 p.m."

7. Section XII (*Fractional time unit*) will be replaced by the following:

"*Section XII. Fractional time unit:* Work schedules shall be in accordance with the time that is officially recognized in the city of Sorel (Eastern Standard or Daylight Saving).

The half-hour is the basic fractional time unit. Should employees or shift workmen work beyond the half-hour, they shall be paid for the entire half-hour."

8. Subsections "*a*", "*c*", "*d*" and "*e*" of section XIII (Holidays) will be superseded by the following:

"*Section XIII. General holidays:* (*a*) Double time and one-half shall be paid for all work performed on Sunday.

In compliance with the provisions of the preceding sections, double time shall be paid for all work performed on St. John the Baptist Day, Labour Day, Canada Day, Ascension Day, All Saints' Day, Thanksgiving Day, Good Friday and Victoria Day.

(*c*) Longshoremen shall not be required to report in for work before 9:00 a.m. on Sundays, Ascension Day and All Saints' Day. On such days they shall be guaranteed payment equivalent to three (3) hours' work.

(*d*) Meal times on general holidays shall be the same as on regular working days.

(*e*) Should a worker be called in to work on any of the eight general holidays listed above or on a Sunday and is not given work to do, he shall be entitled to the equivalent of two hours' pay at the regular rate for each call."

9. Section XIV (*Vacation pay*) will be replaced by the following:

"*Section XIV. Vacation pay:* All longshoremen in an employer's service throughout the navigation season shall be granted a vacation pay based on the wages each one earned during the said season.

Vacation pay shall be equal to 5% for all longshoremen. Payment of such vacation pay shall be made fifteen days after the season or prior to December 30th of each year."

10. Section XVIII (*Savings and retirement plans*) will be superseded by the following:

"*Section XVIII. Social security:* All employees covered by the decree shall receive from their employer an additional three per cent (3%) of their hourly wage rate as social security payment."

11. Section XIX (*Term*) will be replaced by the following:

"*Section XIX. Term:* This decree remains in force until December 31, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties advises the other in writing that it intends to amend or annul same, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to December 31, 1968. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

12. Appendices "A", "B" and "C" that followed Section XX will be superseded by the following Appendix "A":

ANNEXE « A » — APPENDIX "A"

Tableaux des salaires — Wage scale

Débardeurs — Longshoremen

	8 a.m. à-to midi noon	Midi noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 10 p.m.	10 p.m. à-to minuit midnight	Minuit Midnight à-to 1 a.m.	1 a.m. à-to 6 a.m.	6 a.m. à-to 8 a.m.
I. *Chargement du grain* (Article III-*a*) taux de base: $3.40 — *Loading of grain* (Section III-*a*) basic rate: $3.40.									
Lund. vend. inc.— Mon. thru Fri.	$ 3.40	$10.20	$ 3.40	$10.20	$ 5.10	$ 6.80	$10.20	$ 6.80	$10.20
Sam. (normal) — Sat. (regular)	5.10	10.20	6.80	10.20	6.80	6.80	10.20	6.80	10.20
Dimanche — Sunday	10.20	10.20	10.20	10.20	10.20	10.20	10.20	10.20	10.20
Fêtes (exc. sam.) — Gen. hol. (exc. Sat.)	6.80	10.20	6.80	10.20	6.80	6.80	10.20	6.80	10.20
Sam. (Fêtes) — Sat. (gen. hol.)	10.20	10.20	13.60	10.20	13.60	13.60	10.20	13.60	10.20
II. *Déchargement du grain* (Article III-*b*) taux de base: $3.30 — *Unloading of grain* (Section III-*b*) basic rate: $3.30.									
Lund. vend. incl.— Mon. thru Fri.	$ 3.30	$ 9.90	$ 3.30	$ 9.90	$ 4.95	$ 6.60	$ 9.90	$ 6.60	$ 9.90
Sam. (normal) — Sat. (regular)	4.95	9.90	6.60	9.90	6.60	6.60	9.90	6.60	9.90
Dimanche — Sunday	9.90	9.90	9.90	9.90	9.90	9.90	9.90	9.90	9.90
Fêtes (exc. sam.) — Gen. hol. (exc. Sat.)	6.60	9.90	6.60	9.90	6.60	6.60	9.90	6.60	9.90
Sam. (Fêtes) — Sat. (gen. hol.)	9.90	9.90	13.20	9.90	13.20	13.20	9.90	13.20	9.90
III. *Chargement et déchargement*–Cargo (Article III-*c*) taux de base: $3.35 — *Loading and unloading*–Cargo (Section III-*c*) basic rate: $3.35.									
Lund. vend. incl.— Mon. thru Fri.	$ 3.35	$10.05	$ 3.35	$10.05	$ 5.02½	$ 6.70	$10.05	$ 6.70	$10.05
Sam. (normal) — Sat. (regular)	5.02½	10.05	6.70	10.05	6.70	6.70	10.05	6.70	10.05
Dimanche — Sunday	10.05	10.05	10.05	10.05	10.05	10.05	10.05	10.05	10.05
Fêtes (exc. sam.) — Gen. hol. (exc. Sat.)	6.70	10.05	6.70	10.05	6.70	6.70	10.05	6.70	10.05
Sam. (Fêtes) — Sat. (gen. hol.)	10.05	10.05	13.40	10.05	13.40	13.40	10.05	13.40	10.05

ANNEXE « A » — APPENDIX "A"

TABLEAUX DES SALAIRES — WAGE SCALE

Débardeurs — Longshoremen

	8 a.m. à-to midi noon	Midi noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 10 p.m.	10 p.m. à-to minuit midnight	Minuit Midnight à-to 1 a.m.	1 a.m. à-to 6 a.m.	6 a.m. à-to 8 a.m.
IV. *Chargement et déchargement de certains produits* (Article III-*d*) taux de base: $3.50 — *Loading and unloading of certain products* (Section III-*d*) basic rate: $3.50									
Lund. vend. incl.— Mon. thru Fri.	$ 3.50	$10.50	$ 3.50	$10.50	$ 5.25	$ 7.00	$10.50	$ 7.00	$10.50
Sam. (normal) — Saturday (regular)	5.25	10.50	7.00	10.50	7.00	7.00	10.50	7.00	10.50
Dimanche — Sunday	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50
Fêtes (exc. sam.) — Gen. hol. (exc. Sat.)	7.00	10.50	7.00	10.50	7.00	7.00	10.50	7.00	10.50
Sam. (Fêtes) — Sat. (gen. hol.)	10.50	10.50	14.00	10.50	14.00	14.00	10.50	14.00	10.50
V. *Porteurs d'eau*–Dans tous les cas (Article III-*f*) taux de base: $3.25 — *Water boy*–all instances (Section III-*f*) basic rate: $3.25.									
Lund. vend. incl.— Mon. thru Fri.	$ 3.25	$ 9.75	$ 3.25	$ 9.75	$ 4.87½	$ 6.50	$ 9.75	$ 6.50	$ 9.75
Sam. (normal) — Sat. (regular)	4.87½	9.75	6.50	9.75	6.50	6.50	9.75	6.50	9.75
Dimanche — Sunday	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75
Fêtes (exc. sam.) — Gen. hol. (exc. Sat.)	6.50	9.75	6.50	9.75	6.50	6.50	9.75	6.50	9.75
Sam. (Fêtes) — Sat. (gen. hol.)	9.75	9.75	13.00	9.75	13.00	13.00	9.75	13.00	9.75
VI. *Manipulation des explosifs* (Article III-*e*) taux de base: $3.67 — *Handling of explosives* (Section III-*e*) basic rates: $3.67.									
Débardeurs — Longshoremen	$ 3.67	$11.01	$ 3.67	$11.01	$ 5.50½	$ 7.34	$11.01	$ 7.34	$11.01
Porteurs d'eau — Water boys	3.67	11.01	3.67	11.01	5.50½	7.34	11.01	7.34	11.01
Contremaîtres — Foremen	3.87	11.61	3.87	11.61	5.80½	7.74	11.61	7.74	11.61
Charpentiers — Carpenters	3.77	11.31	3.77	11.31	5.65½	7.54	11.31	7.54	11.31
« Walking boss » — Walking boss	4.27	12.81	4.27	12.81	6.40½	8.54	12.81	8.54	12.81
Préposés aux treuils et écoutilles — Winch operator and hatch attendant	3.77	11.31	3.77	11.31	5.65½	7.54	17.31	7.54	11.31

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

Avis de modification

Lignes de distribution d'énergie électrique — Province

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 1057 du 14 avril 1967, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le nom de « Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd. » sera ajouté à la liste des parties contractantes de première part.

2° Le nom de la partie contractante de deuxième part sera remplacé par le suivant:

« La Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité, (F.T.Q.-C.T.C.), syndicats locaux 2091 et 2142 ».

3° L'article 1 sera remplacé par le suivant:

« 1. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial comprend toute la province de Québec. »

4° Le paragraphe 2.04 de l'article 2 sera remplacé par le suivant:

« 2.04 i. La coupe et l'émondage des arbres, arbustes et autres végétation pour fins de dégagement de lignes de distribution d'énergie électrique.

ii. l'arrosage chimique pour fins de dégagement de lignes de distribution d'énergie électrique.

iii. tout travail de peinture sur structure métallique servant de support aux lignes de distribution d'énergie électrique. »

5° L'article 3 sera remplacé par le suivant:

« 3. *Définitions:* Aux fins d'application, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

3.01 *Lignes de distribution ou lignes:* toute ligne de transport d'énergie électrique dont le voltage est inférieur à 35,000 volts et tout poste dont le voltage du côté haute tension ne dépasse pas 35,000 volts.

3.02 *Poste:* Poste de transformation de tension ou de manoeuvre d'énergie électrique.

3.03 *Chargé d'équipes de lignes:* ce terme désigne tout salarié possédant les qualifications de monteur « A » et qui est appelé au besoin à remplir les fonctions du monteur « A » et qui a effectivement la charge et la surveillance des

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT.
Assistant Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Notice of Amendment

Electric Power Distribution Lines — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Electric Power Distribution Lines in the Province (made binding by Decree number 1057 of April 14, 1967) have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

1. The Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd. will be added to the list of contracting parties of the first part.

2. The contracting party of the second part will be replaced by: The International Brotherhood of Electrical Workers (Q.F.L. — C.L.C.), local lodges 2091 and 2142.

3. Section 1 will be superseded by the following:

"1. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction encompasses all of Québec."

4. Subsection 2.04 of section 2 will be replaced by the following:

"2.04 i. the cutting and trimming of trees to free electric power distribution lines;

ii. the spraying of chemicals to free electric power distribution lines;

iii. all paint work on metal structures used to support electric power distribution lines;"

5. Section 3 will be superseded by the following:

"3. *Definitions:* In this decree,

3.01 "distribution lines" or "lines" means any electric power-carrying line with a voltage under 35,000 volts and any sub-station with a high tension voltage not exceeding 35,000 volts;

3.02 "sub-station" means a sub-station where voltage is transformed and where electric power is handled;

3.03 "group leader" means any employee who is qualified as a class "A" lineman, may be required to perform a class "A" lineman's duties and who is in charge of and is expected to supervise all work covered in the professional

travaux compris dans le champ d'application professionnelle de cette convention.

3.04 *a) Monteur de ligne « A »:* Dans la construction, la démolition ou l'entretien de lignes de distribution et de postes, ce terme désigne toute personne qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, accomplit des opérations complexes, entre autres, la mise en flèche et la pose de serre-fils, l'installation de quincaillerie, l'inspection de structures, conducteurs et isolateurs, la fabrication de joints, le montage de charpentes de bois, en acier galvanisé ou autres matériaux, l'installation de barres omnibus, disjoncteurs, interrupteurs, transformateurs ou condensateurs et autres appareils de postes. Ce terme désigne aussi la personne qui accomplit un travail sur circuit aérien sous tension ou hors tension en se servant selon les besoins, d'outils de caoutchouc ou d'outils vivitechniques et qui assiste le contremaître dans le travail d'équipe.

b) Monteur de ligne « B »: Ce terme désigne toute personne travaillant sous la surveillance générale d'un contremaître et sous la direction d'un monteur de ligne — Classe « A » — qui exécute les travaux mentionnés au paragraphe « *a* » du présent article.

c) Monteur de ligne « C »: Ce terme désigne toute personne qui exécute des opérations moins complexes sur des lignes, sous la surveillance générale d'un contremaître et sous la direction immédiate d'un monteur de ligne — Classe « A » ou classe « B ». Le monteur de ligne « C » ne doit jamais être requis de travailler seul sur une ligne sous tension dont le voltage excède 600 volts.

d) « Groundman », *apprenti-monteur:* Ce terme désigne toute personne dont le travail s'exécute au niveau du sol sous la surveillance immédiate d'un contremaître ou d'un monteur de ligne et qui consiste à aider à l'érection, à l'enlèvement, au remplacement ou à la réparation des lignes de distribution et des postes, en accomplissant divers travaux manuels. L'apprenti-monteur peut de plus, de temps à autre, être appelé à accomplir des travaux faits par les monteurs de lignes — classe « A », classe « B » ou classe « C », pour autant que ce même travail est exécuté sur des lignes hors tension.

e) Aide: Ce mot désigne toute personne qui, en rapport avec la construction, la démolition et l'entretien de lignes de distribution et de postes accomplit, sous l'étroite surveillance d'un contremaître ou d'un employé de classe supérieure, un travail qui ne relève pas d'une autre classification.

f) Opérateur de camion de ligne: Ce terme désigne toute personne qui a la charge de l'opération d'un camion de ligne en rapport avec les travaux compris dans le champ d'application professionnelle de ce décret et qui aide, au besoin, aux travaux effectués par les monteurs de ligne, et qui agit comme commis de l'équipe.

g) Conducteur de machinerie: Ce terme désigne toute personne dont le travail consiste à conduire ou à faire manoeuvrer de la machinerie autre que le camion de ligne.

h) Émondeur: Ce mot désigne toute personne dont le travail consiste à couper et à émonder les arbres nuisibles aux lignes de distribution.

i) Boutefeu: toute personne détenteur d'un certificat de boutefeu du Gouvernement du Québec, qui accomplit les tâches nécessaires à l'excavation du sol au moyen d'explosifs et qui conduit ou opère, au besoin, un marteau piqueur ou une foreuse portative. »

6° L'article 4 sera remplacé par le suivant:

jurisdiction of this agreement;

3.04 (*a*) "lineman, class "A" " means anyone who, in the construction, dismantling or maintenance of power distribution lines or sub-stations, and under the general guidance of a foreman, carries out complex operations such as: properly sagging conductors; installing clamps and hardware; inspecting structures, conductors and insulators; making joints; erecting wooden, galvanized steel or other type structures; installing busbars, circuit breakers, switches, transformers or capacitors, as well as other sub-station equipment. The term also means anyone who performs aerial work on live or dead circuits, using "hot-line" or rubberized tools and assists the foreman in gang work;

(*b*) "lineman, class "B" means anyone working under the general guidance of a foreman and (or) a class "A" lineman and carrying out the operations mentioned in subsection "*a*" above;

(*c*) "lineman, class "C" means anyone who carries out simpler operations on lines, under the general guidance of a foreman or under the immediate guidance of a class "A" or "B" lineman. No class "C" lineman may work alone on a live line having a voltage above 600 volts;

(*d*) "groundman, apprentice-lineman" means anyone whose work is carried out at ground level under the immediate guidance of a foreman or lineman and consists in assisting in the erection, removal, replacement or repair of distribution lines and sub-stations by performing various manual tasks. From time to time, an apprentice-lineman may also be called upon to perform work usually done by class "A", "B" or "C" linemen, provided such work is done on dead lines;

(*e*) "helper" means anyone who, in connection with the construction, dismantling and maintenance of distribution lines or sub-stations and under the close supervision of a foreman or of a superior-class employee, performs work not belonging to another classification;

(*f*) "driver, line truck" means anyone who is in charge of operating a line truck used in connection with work covered in the professional jurisdiction of this decree. He may be required to help linemen in their work; he may act as group clerk;

(*g*) " machine operator" means anyone whose work consists in driving or operating equipment except line trucks;

(*h*) "trimmer" means any one whose work consists in cutting and trimming branches from trees to clear distribution lines;

(*i*) "shot firer" means anyone who holds a shot firer's certificate issued by the Québec Government, does all work required for earth excavation by means of explosives and may be required to operate a rock drill or a portable drill."

6. Section 4 will be replaced by the following:

"4. *Hourly wage rates:* The following minimum hourly wage rates shall be paid:

« 4. *Salaires horaires:* Les taux horaires minimaux de salaire qui doivent être payés sont les suivants:

		1 janv. Jan. 1, 1969
Chargé d'équipes de ligne — Group leader	$3.69	$3.95
Monteur de ligne « A » — Lineman, class "A"	3.54	3.80
Monteur de ligne « B » — Lineman, class "B"	3.39	3.56
Monteur de ligne « C » — Lineman, class "C"	3.14	3.30
« Groundman », apprenti-monteur — Groundman, apprentice-lineman	2.91	3.05
Émondeur — Trimmer	3.14	3.30
Opérateur de camion de ligne — Driver, line truck	2.91	3.16
Chargé d'équipe de creusage et mise en place de poteaux — Digging and installation group leader	3.39	3.56
Boutefeu — Shot firer	2.91	3.05
Conducteur de compresseur — Compressor operator	2.91	3.05
Opérateur de machinerie — Machine operator	3.01	3.16
Aide — Helper	2.63	2.76

7° L'article 5 sera remplacé par le suivant:

« 5. *Durée du travail et horaires:*

5.01 La semaine régulière de travail ne dépasse pas quarante (40) heures et elle est répartie en cinq (5) journées régulières de huit (8) heures chacune, du lundi au vendredi inclusivement. Chaque journée régulière de travail commence à 8 heures et se termine à 17 heures avec une (1) heure non rémunérée pour les repas du midi, normallement entre 12 heures et 13 heures.

5.02 Dans tous les cas, les heures du début et de la fin du travail quotidien peuvent être changées, du consentement de l'employeur concerné et de l'Union en conservant le nombre d'heures régulières dans chaque journée.

5.03 Les heures de travail régulières seront comptées à l'endroit où le travail est effectué.

5.04 Vu la nature de l'industrie couverte par cette convention et le changement fréquent de l'endroit où le travail est effectué, les employeurs paieront à chaque salarié à l'exception de l'opérateur de camion de ligne-aide, l'équivalent d'une heure de travail par jour de travail cédulé, en autant que le salarié se présente au travail pour chaque jour de travail cédulé, en plus de la rémunération pour les heures effectivement travaillées.

Advenant que le salarié soit appelé à travailler le samedi, le dimanche ou un jour de fête statutaire, cette rémunération d'une heure de travail à temps régulier lui sera également accordée tout comme s'il s'agissait d'un jour de travail cédulé. »

8° L'article 6, intitulé « Heures supplémentaires » sera remplacé par le suivant:

« 6. *Heures supplémentaires:*

6.01 Tout travail accompli en dehors de la journée régulière de travail définie à l'article 5.01, à la demande expresse de l'employeur, est rémunéré au taux régulier plus une demie pour les quatre (4) premières heures de travail continu et au double du taux régulier pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures jusqu'à achèvement dudit travail ou jusqu'au début de la journée régulière suivante, selon l'alternative qui se présente la première.

6.02 Tout travail accompli en dehors de la semaine régulière de travail le samedi entre 0:01 minute et 12 heures sera rémunéré au taux régulier plus une demie pour les quatre (4) premières heures de travail continu et au double du taux régulier pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures.

7. Section 5 will be superseded by the following:

"5. *Hours of work and schedules:*

5.01 Standard hours of work shall not exceed forty (40) a week and eght (8) a day, scheduled between 8:00 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday with one (1) hour off without pay for the noon meal, usually between noon and 1:00 p.m.

5.02 In all instances the times for beginning and ending work may be altered after agreement between the employer and the union, provided that the standard working hour in a day be maintained.

5.03 Standard working hours shall be counted where the work is being carried out.

5.04 Because of the type of work hereby covered and the constant changes of job sites, employers shall grant an additional hour's pay each scheduled work day to every employee save line truck drivers, provided the employee be at work on each scheduled work day.

Such additional hour's pay at straight time shall also be granted to any employee who is called in to work on Saturday, Sunday or a general holiday."

8. Section 6 (Overtime) will be superseded by the following:

"6. *Overtime:*

6.01 All time worked outside the standard hours of work stipulated in subsection 5.01, at the employer's request, shall be paid at time and one half for the first four (4) hours of continuous work and at double time after such four (4) hours, until work is completed or until the beginning of the following standard work day, whichever should come first.

6.02 When work is performed outside the standard work week, time and one half shall be paid for the first four (4) continuous hours' work between midnight Friday and noon Saturday and double time for any subsequent hour worked.

6.03 Tout travail accompli en dehors de la semaine régulière de travail, le samedi entre 12 heures et 24 heures et le dimanche sera rémunéré au double du taux régulier.

6.04 Les employés ne devront jamais être tenus de travailler durant une période excédant seize (16) heures sans repos d'une durée d'au moins huit (8) heures.

6.05 Durant toute période de travail supplémentaire à la suite d'une journée régulière de travail de huit (8) heures, les salariés auront la permission de prendre une collation à toutes les quatre (4) heures, sans perte de temps. »

9° Le nouvel article 6-A suivant sera ajouté:

« 6-A *Congés statutaires:*

Les salariés qui sont à l'emploi de l'employeur depuis au moins trente jours consécutifs de calendrier précédant la St-Jean Baptiste, la fête du Travail ou le jour de l'An seront payés, même s'ils ne sont pas requis de travailler, l'équivalent de huit (8) heures de travail à leur taux régulier à l'occasion de ces jours de congé statutaire, à condition qu'ils aient travaillé leur horaire régulier le jour de travail cédulé précédent et le jour de travail cédulé suivant le jour de congé statutaire.

Les salariés requis de travailler le jour de l'An de la St-Jean Baptiste ou de la Fête du Travail seront rémunérés au taux régulier plus une demie pour les heures travaillées entre 8 heures et 17 heures et aux taux double pour les heures travaillées avant 8 heures ou après 17 heures.

Les salariés requis de travailler lors de tout congé statutaire observé par la Commission Hydro-Électrique de Québec à l'exception du jour de l'An, de la St-Jean Baptiste et de la fête du Travail seront rémunérés au double du taux régulier pour toutes les heures travaillées pendant ces jours de congé. »

10° L'article 7 sera remplacé par le suivant:

« 7. *Indemnité d'appels spéciaux:*

7.01 Les salariés payés à l'heure qui sont appelés de leur domicile pour effectuer du travail en dehors des heures de travail établies à l'article 5 reçoivent une indemnité minimale égale à quatre (4) heures au taux minimum pour autant que ces heures de travail ne précèdent pas ou ne suivent pas immédiatement les heures établies à l'article 5. Il est entendu, toutefois, qu'il ne peut y avoir d'appels spéciaux superposés au point de vue rémunération."

11° L'article 8 sera remplacé par le suivant:

« 8. *Indemnité pour travail contremandé:*

Dans le cas où, dû à la température inclémente le travail est arrêté au cours des heures régulières de travail, les salariés seront payés pour un minimum de trois (3) heures au taux régulier et ils devront rester à la disposition de l'employeur durant cette même période et exécuter tous travaux connexes à leur travail.

À partir du 1er janvier 1969, pour les travaux compris dans des contrats dont les appels d'offres seront effectués après le 10 février 1968, si le travail est contremandé avant le début des heures régulières de travail, les salariés qui se sont rendus au travail comme d'habitude avant d'avoir été avisé que le travail était contremandé, recevront, en plus de la rémunération à laquelle ils ont droit selon l'article 5.04, un minimum de deux (2) heures au taux régulier. Ils devront rester à la disposition de l'employeur et exécuter tous travaux connexes à leur travail. Si le travail est repris pendant la journée régulière, le minimum de deux heures continue de s'appliquer à

6.03 Double time shall be paid for all work performed outside the standard work week on Saturday between noon and midnight and on Sundays.

6.04 Employees shall not be expected to work more than sixteen (16) hours straight without an 8-hour rest period intervening.

6.05 Whenever overtime is worked after a standard 8-hour day, employees may take time off to eat every four (4) hours, without loss in pay."

9. The following new section 6-A will be added:

"6-A *General holidays with pay:*

Employees who have been in an employer's service for at least thirty (30) consecutive calendar days prior to St. John the Baptist Day, Labour Day or New Year's Day, shall be paid for such days even though they are not required to work the equivalent of eight (8) hours at straight time. Such holiday pay shall be granted provided employees have worked the working day preceding and following each such general holiday.

Employees required to work on New Year's Day, St. John the Baptiste Day or Labour Day shall be paid time and one half for all hours worked between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. and double time before 8:00 a.m. or after 5:00 p.m.

Employees required to work on any general holiday observed by Hydro-Québec (except New Year's Day, St. John the Baptist Day and Labour Day) shall be paid double time for each hour worked on such days."

10. Section 7 will be replaced by the following:

"7. *Call-back pay:*

7.01 Hourly-paid employees who are called from their home to work outside the standard working hours stipulated in section 5, shall be paid the equivalent of four (4) hours' work at the minimum rate, provided that such additional hours do not immediately precede or follow the standard working hours stipulated in section 5. However, the application of this clause cannot result in employees being paid twice for a same call-back."

11. Section 8 will be superseded by the following:

"8. *Wet-time pay:*

If, during standard working hours work is stopped due to inclement weather, employees are entitled to a minimum of three (3) hours' pay at straight time. They shall remain at the employer's disposal during such time and shall perform all work that is connected with their regular work.

Effective January 1, 1969, on work included in contracts that are tendered after February 10, 1968, if work is postponed before the regular starting time, employees who have reported in for work and who were not advised of the postponement shall receive at least two (2) hours' pay at straight time besides payment which is due them according to subsection 5.04. They shall remain at the employer's disposal and shall perform all work that is connected with their regular work. If work resumes during the standard work day, the two-hour minimum shall apply, provided that there be no pyramiding between it and the hours actually worked during

condition toutefois qu'il ne peut y avoir d'heures superposées au point de vue rémunération pour les heures effectivement travaillées durant cette même journée. »

12° L'article 11 sera remplacé par le suivant:

« 11. *Chambre et pension:*

11.01 Une allocation de cinq dollars et soixante ($5.60) par jour de travail cédulé sera payé à chaque salarié qui est requis de travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel ils ont été embauchés et qui sont, de ce fait, normalement obligés de prendre chambre et pension. Un salarié ainsi requis de travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel il a été embauché et de ce fait obligé de prendre chambre et pension devra recevoir un minimum de vingt-huit dollars ($28) par semaine de travail lorsque pendant la semaine, il n'y a pas de travail cédulé à cause d'un congé statutaire ou que le travail cédulé est contremandé à cause d'intempérie. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant ou suivant les journées de fêtes ou de mauvaise température, il perd droit à l'allocation en ce qui touche la journée ouvrable et la ou les journée(s) de mauvaise température ou les jours de fêtes. Il perd aussi droit à l'allocation s'il s'absente un jour ouvrable. Il est entendu que cette allocation pour le jour ouvrable peut lui être quand même versée si le salarié s'est absenté pour des raison valables.

11.02 L'allocation pour chambre et pension ne sera pas versée lorsque les salariés pourront être logés dans un camp aménagé par l'employeur.

11.03 Â compter du 1er janvier 1969, l'allocation journalière prévue au paragraphe 11.01 sera portée à six dollars ($6) et le minimum hebdomadaire prévu au même article sera porté à trente dollars ($30) ».

13° L'article 12 sera remplacé par le suivant:

« 12. *Paiement du salaire:*

12.01 Les salaires doivent être payés à toutes les deux (2) semaines ou selon la coutume établie par l'employeur.

12.02 Cependant, à compter du premier (1er) janvier 1969, les salaires doivent être payés à toutes les semaines ».

14° L'article 14 sera remplacé par le suivant:

« 14. *Durée et renouvellement:*

Le décret entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année sauf si une des parties en donné av's contraire à l'autre entre le soixantième (60e) jour et le trentième (30e) jour de la date d'échéance. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministe du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

the same day."

12. Section 11 will be replaced by the following:

"11. *Room and board:*

11.01 Every employee who is assigned to work outside the locality for which he was hired and consequently has to take up room and board, shall receive an allowance of five dollars and sixty cents ($5.60) for each scheduled work day. Such employee shall receive at least twenty-eight dollars ($28) a week whenever a general holiday occurs during the week or when the scheduled work is postponed because of inclement weather. Should an employee be absent from work on the days immediately preceding and following a general holiday or a bad weather day, he shall not be entitled to the allowance for such working day, general holiday(s) or bad-weather day(s). Allowance is also forfeited if the employee is absent from work on a working day. The allowance may be granted when absence from work is due to legitimate reasons.

11.02 The room and board allowance shall not be paid when employees can find accomodation in a camp supplied by the employer.

11.03 Effective January 1, 1969, the daily allowance provided for in subsection 11.01 will be increased to six dollars ($6) and the weekly minimum also provided for therein shall be increased to thirty dollars ($30)".

13. Section 12 will be superseded by the following:

"12. *Payment of wages:*

12.01 Wages shall be paid every two (2) weeks or according to the system used by the employer.

12.02 Effective January 1, 1969, wages shall be paid weekly."

14. Section 14 will be replaced by the following:

"14. *Term and renewal:*

This decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1969. It automatically renews itself from year to year, unless one of the parties gives the other notice to the contrary, within the sixtieth (60th) and thirtieth (30th) day prior to the expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Avis de modification

Lignes de transport d'énergie électrique — Province

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1575 du 14 juin 1967, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le nom de « Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd. » sera ajouté à la liste des parties contractantes de première part.

2° Le premier alinéa du paragraphe 2.01 de l'article 2 sera remplacé par le suivant:

« Le présent décret s'applique à l'industrie de la construction et de l'entretien de lignes de transport d'énergie électrique et de postes à l'exclusion de:

3° Le paragraphe 2.02 sera radié.

4° Le titre de l'article 3 sera remplacé par le suivant:

« *Article 3. Définitions:*

5° Les paragraphes 3.01, 3.02 et 3.03 de l'article 3 seront remplacés par les suivants:

« 3.01 *Lignes de transport d'énergie électrique ou lignes:* Toute ligne qui transporte l'énergie électrique entre un point de génération et un poste de transformation ou entre deux postes de transformation et qui n'est pas une ligne de distribution.

3.02 *Poste de transformation:* Tout ensemble fonctionnel ou l'alimentation est de 35,000 volts ou plus, qui, par un appareillage permet de hausser ou d'obtenir un niveau de tension électrique, la transformation de l'énergie électrique ou les manoeuvres de sectionnement entre les réseaux ou les charges et qui n'est pas un poste de distribution. Un poste de transformation ne comprend pas la bâtisse qui le recouvre. »

3.03*a*) *Monteur « A »:* Ce terme désigne tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, est apte à accomplir par ses connaissances du métier et son état physique et accomplit en fait toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de poste de transformation d'énergie électrique; il dirige aussi, au besoin, le travail de salariés de classifications inférieures exécutant des tâches connexes.

b) *Monteur « B »:* Ce terme désigne tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître ou d'un monteur « A », est apte à accomplir par ses connaissances du métier et son état physique et accomplit en fait toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, dans le but d'être qualifié monteur « A ».

c) *Monteur « C »:* Ce terme désigne tout salarié qui, sous la surveillance d'un contremaître ou d'un monteur « A », est apte par ses connaissances du métier et son état physique à aider et aide un monteur « A » ou « B » dans son travail, et dans le but de devenir plus expérimenté et d'être qualifié monteur « B ». »

6° L'article 4 sera remplacé par le suivant:

« *Article 4 — Taux de salaire:*

Notice of Amendment

Electric Power Transmission Lines — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Electric Power Transmission Lines in Québec (made binding by Decree number 1575 of June 14, 1967) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

1. The Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd. will be added to the list of contracting parties of the first part.

2. The first paragraph, subsection 2.01, section 2, will be susperseded by the following:

"The present decree governs the construction and maintenance of electric power transmission lines and stations, except:"

3. Subsection 2.02 will be abrogated.

4. The heading of section 3 will be replaced by the following:

"*Section 3. Definitions:*

5. Subsections 3.01, 3.02 and 3.03 of section 3 will be superseded by the following:

"3.01 "electric power transmission lines" or "lines" means any line carrying power between a source of energy and a transformer station or between two transformer stations. Such line is *not* a distribution line.

3.02 "transformer station" means any functional unit with a 35,000-volt feed or more where, by means of special apparatus, voltage is stepped-up, stepped-down or maintained at a specific level; electric power is transformed; circuit-breakers between various systems or loads are handled. Such station is *not* a distribution station and does not include the building housing it."

3.03 (*a*) *lineman, Class "A"* means any employee who, under the general supervision of a foreman, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform all work in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations; he also directs, as required, employees of subordinate classifications in their work and related duties;

(*b*) *lineman, Class "B"* means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a Class "A" lineman, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform all work in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, in view of qualifying as a Calss "A" lineman;

(*c*) *lineman, Class "C"* means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a Class "A" lineman, has the required trade knowledge and physical fitness to assist or help and does assist or help a Class "A" or "B" lineman in his work, in view of becoming more highly-skilled and of qualifying as a Class "B" lineman;"

6. Section 4 will be replaced by the following:

"*Section 4. Wage rates:*

		1 janv. Jan. 1, 1969
4.01 — Monteur « A » — Lineman, class "A"	$ 3.44	$ 3.70
4.02 — Monteur « B » — Lineman, class "B"	3.25	3.41
4.03 — Monteur « C » — Lineman, class "C"	2.94	3.09
4.04 — Apprenti-monteur — Apprentice lineman	2.80	2.94
4.05 — « Groundman » — Groundman	2.80	2.94
4.06 — Aide — Helper	2.61	2.74
4.07 — Soudeur — Welder	3.27	3.43
4.08 — Mécanicien — Mechanic	3.27	3.43
4.09 — Conducteur d'engin très lourd — Operator, extra heavy-duty equipment	3.49	3.66
4.10 — Conducteur d'engin lourd — Operator, heavy-duty equipment	3.25	3.41
4.11 — Conducteur d'engin moyen — Operator, medium-sized equipment	2.80	2.94
4.12 — Conducteur d'engin léger — Operator, light equipment	2.61	2.74
4.13 — Charpentier — Carpenter	3.43	3.60
4.14 — Foreur de roc — Rock driller	2.67	2.80
4.15 — Boutefeu — Shot firer	2.80	2.94
4.16 — Gardien (par semaine) — Watchman (per week)	$82.00	$86.00

Si un gardien est employé pendant moins de sept jours il doit recevoir comme salaire minimum la somme de douze dollars ($12) par période de garde. »

7° Les paragraphes 5.02 et 5.03 de l'article 5 seront remplacés par les suivants:

« 5.02 Du 1er avril au 31 octobre inclusivement, la durée maximum de la semaine de travail des salariés payés à l'heure est de cinquante (50) heures et la durée maximum de la journée régulière de travail desdits salariés est de dix (10) heures étalées entre 7 heures et 18 heures. »

5.03 Du 1er novembre au 31 mars inclusivement, la durée maximum de la semaine de travail des salariés payés à l'heure est de quarante-cinq (45) heures et la durée maximum de la journée de travail desdits salariés est de neuf (9) heures étalées entre 7 heures et 17 heures. »

8° L'article 6 sera remplacé par le suivant:

« *Article 6. — Heures supplémentaires:*

6.01 Tout travail accompli en dehors de la journée régulière de travail définie à l'article 5.01, 5.02 et 5.03, à la demande expresse de l'employeur, est rémunéré au taux régulier plus une demie pour les quatre (4) premières heures de travail continu et aux double du taux régulier pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures jusqu'à achèvement dudit travail ou jusqu'au début de la journée régulière suivante, selon l'alternation qui se présente la première.

6.02 Tout travail exécuté durant les quatre (4) premières heures qui suivent les horaires quotidiens spécifiés aux articles 5.02 et 5.03 selon le cas, doit être payé au taux de salaire majoré de 50%.

6.03 Dans le cas où des travaux sont effectués en vertu de contrat dont les offres ont été faites avant le 10 février 1968 tout travail exécuté les samedis entre 7 heures et 19 heures doit être payé au taux de salaire mojoré de 50%.

6.04 Dans le cas où des travaux sont effectués en vertu de contrat dont les offres ont été faites après le 10 février 1968, tout travail exécuté le samedi entre minuit vendredi et midi samedi doit être payé au taux régulier plus une demie pour les quatre premières heures de travail continu et au double du taux régulier pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures. Dans ces cas également, tout travail exécuté entre 12 heures et 24 heures les samedis doit être payé au double du taux régulier.

6.05 Tout travail exécuté le dimanche, le jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la St-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, le jour de la Fête du Travail, le jour de Noël et le 26 dé-

When a watchman works less than seven days, he shall be paid at least twelve dollars ($12) for each watch period."

7. Subsections 5.02 and 5.03 of section 5 will be superseded by the following:

"5.02 From April 1st through October 31st, hours of work for hourly-paid employees shall not exceed fifty (50) a week and ten (10) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

5.03 From November 1st through March 31st, hours of work for hourly-paid employees shall not exceed forty-five (45) a week and nine (9) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 5:00 p.m."

8. Section 6 will be replaced by the following:

"*Section 6.— Overtime*

6.01 All time worked outside the standard hours of work stipulated in subsections 5.01, 5.02 and 5.03 at the employer's request, shall be paid at time and one one half for the first four (4) hours of continuous work and at double time after such four (4) hours, until the work is completed or until the beginning of the following standard work day, whichever should come first.

6.02 Time and one half shall be paid for the first four (4) hours that follow the daily schedules specified in subsections 5.02 and 5.03.

6.03 Time and one half shall be paid for all work performed on Saturdays between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. on contracts that were tendered prior to February 10, 1968.

6.04 In the case of work carried out on contracts that were tendered prior to February 10, 1968, time and one half shall be paid for the first four (4) continuous hours' work between midnight Friday and noon Saturday and double time for any subsequent hour. Double time shall also be paid for all work performed between noon and midnight on Saturdays.

6.05 Double time shall be paid for all work performed on Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26th

cembre ou après 19 heures les samedis dans les cas où l'article 6.03 s'applique doit être payé au double du taux régulier. »

9° L'article 8 sera remplacé par le suivant:

« *Article 8.— Période de paie:*

8.01 Les salaires doivent être payés au moins à toutes les deux (2) semaines.

8.02 Cependant, à compter du 1er janvier 1969, les salaires doivent être payés à toutes les semaines. »

10° L'article 10 sera remplacé par le suivant:

« *Article 10.— Indemnité d'appels spéciaux (Rappels d'urgence):*

Les salariés qui seront appelés de leur domicile pour effectuer un travail en dehors de leurs heures régulières de travail recevront, en plus de la rémunération à laquelle ils ont droit selon le paragraphe 5.04*b*), un minimum de quatre (4) heures au taux régulier plus une demie, en autant que ces heures ne précèdent pas ou ne suivent pas immédiatement leurs heures régulières. Il est entendu, toutefois, qu'il ne peut y avoir d'appels spéciaux (calls) superposés au point de vue rémunération. »

11° L'article 13 sera remplacé par le suivant:

« *Article 13.— Pension et Transport:*

13.01 Une allocation de cinq dollars et soixante ($5.60) par jour de travail cédulé sera payée à chaque salarié dont la classification apparait au présent décret, qui doit, à la demande de l'employeur, travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel il a été embauché, et qui doit en conséquence prendre chambre et pension. Tout tel salarié ainsi requis par son employeur de travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel il a été embauché et de ce fait obligé de prendre chambre et pension devra recevoir un minimum de vingt-huit dollars ($28) par semaine de travail lorsque pendant la semaine il n'y a pas de travail cédulé à cause d'un congé statutaire ou parce que le travail cédulé est contremandé à cause d'intempérie.

13.02 L'allocation ne peut être déduite de la paie d'un salarié qui y a droit dans les cas de mauvaise conditions atmosphériques ou de fêtes légales. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédent immédiatement ou suivant les journées de fêtes ou de mauvaise température, il perd droit à l'allocation en ce qui touche la journée ouvrable et la ou les journée(s) de mauvaise température ou les jours de fêtes. Il perd aussi droit à l'allocation s'il s'absente un jour ouvrable. Il est entendu que cette allocation pour le jour ouvrable peut lui être quand même versée si le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

13.03 À compter du 1er janvier 1969, l'allocation journalière prévue à l'article 13.01 sera portée à six dollars ($6) et le minimum hebdomadaire prévu au même article sera porté à trente dollars ($30).

13.04 L'allocation prévue à l'article 13.01 ne sera pas versée lorsque les salariés pourront être logés dans un camp aménagé par l'employeur. Dans ces cas, les dispositions de la loi des justes salaires recevront application.

13.05 Lorsqu'un salarié doit, à la demande de l'employeur, aller travailler dans un endroit dont l'éloignement entraine la perte d'une (1) journée de travail, l'employeur convient de verser à ce salarié:

or after 7:00 p.m. on Saturdays whenever subsection 6.03 applies."

9. Section 8 will be superseded by the following:

"*Section 8. Pay period:*

8.01 Wages shall be paid at least every two (2) weeks.

8.02 Effective January 1, 1969, wages shall be paid weekly."

10. Section 10 will be replaced by the following:

"*Section 10. Special calls (Emergency call-ins):*

Besides the payment stipulated in subsection 5.04 (*b*), every employee who is called from his home to do emergency work outside the standard working hours, shall be paid for at least four (4) hours' work at time and one half, provided such work does not immediately follow or precede the standard working hours. This does not mean that an employee is to be paid twice for the same call-in.

11. Section 13 will be superseded by the following:

"*Section 13. Board and transportation:*

13.01 Every employee classified herein who is assigned to work outside the locality for which he was hired and consequently has to take up room and board, shall receive an allowance of five dollars and sixty cents ($5.60) for each scheduled work day. Such employee shall receive at least twenty-eight dollars ($28) a week whenever a general holiday occurs during the week or when the scheduled work is cancelled because of inclement weather.

13.02 Such allowance cannot be reduced for bad-weather days and general holidays. However, should an employee be absent from work on the days immediately preceding and following a general holiday or a bad-weather day, he shall not be entitled to the allowance for such working day, general (holiday(s) or bad-weather day(s). Allowance eligibility is also forfeited if the employee is absent from work on a working day. The allowance may be granted when absence from work is due to legitimate reasons.

13.03 Effective January 1, 1969, the daily allowance provided for in subsection 13.01 shall be increased to six dollars ($6) and the weekly minimum also provided for therein shall be increased to thirty dollars ($30).

13.04 The allowance stipulated in subsection 13.01 shall not be granted when employees may find accomodation in a camp supplied by the employer. In such instance the provisions of the Minimum Wage Act shall apply.

13.05 When the employer requests that an employee work at a distance that entails losing one (1) working day, the employer shall indemnify the employee as follows:

a) le prix du transport à partir du point de correspondance jusqu'à l'endroit en question et une indemnité égale à huit (8) heures au taux normal de salaire applicable à sa classification;

b) si le salarié n'est pas congédié pour juste motif au moment où son travail prend fin, le prix du transport à partir de l'endroit en question jusqu'au point de la première correspondance et une indemnité égale à huit (8) heures de salaire au taux normal de salaire applicable à sa classification. »

12° L'article 17 sera remplacé par le suivant:

« *Article 17. Durée et Renouvellement:* Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année sauf si une des parties en donne avis contraire à l'autre entre le soixantième (60e) jour et le trentième (30e) jour de la date d'échéance. Un tel avis doit aussi être adressé au ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1813 du 21 juin 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisatons, le Comité paritaire met à la disposition des

(*a*) fare from the transfer point to the destination, plus the equivalent of eight (8) hours' pay at the regular wage rate for his classification;

(*b*) if the employee is not dismissed for good reason at the moment his work is ended, fare from the point of origin to the original transfer point, plus eight (8) hours' pay at the regular wage rate for his classification."

12. Section 17 will be replaced by the following:

"*Section 17. Term and Renewal:* The present amendment decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1969. It automatically renews itself from year to year unless one of the contracting parties gives the other a notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that *le Comité paritaire de Camionnage du district de Québec* (established in pursuance of Decree number 706 of July 7, 1954 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 1813 of June 21, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from July 1, 1968 to June 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 706 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 706 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the salary set forth in the decree for the highest-paid employee.

(*c*) Employees governed by said Decree number 706 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional em-

employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, Le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état de recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 30 juin 1969.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 30 juin 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$21,000.00
Cotisations ouvrières	20,990.00
Cotisations artisanales	1,500.00
Pénalités et amendes	200.00
Intérêts sur placements	1,250.00
Impôt fédéral	2,500.00
Impôt provincial	2,400.00
Rentes du Québec	475.00
Assurance-chômage	375.00
Assurance-vie-santé	500.00
	$51,190.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$10,260.00
Salaires du personnel	11,610.00
Salaires des inspecteurs	21,060.00
Frais d'inspection	4,500.00
Frais: Bureau d'examinateurs	3,750.00
Frais judiciaires	2,100.00
Frais de Cour	1,000.00
Frais de vérification	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,500.00
Poste, téléphone, télégramme	1,000.00
Intérêt, échange, agios	50.00
Abonnement et publicité	350.00

ployers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given.

Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the *Comité paritaire du Camionnage du district de Québec*, for the July 1, 1968 to June 30, 1969 period is given below.

LE COMITÉ PARITAIRE DE CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1968, to June 30, 1969 period.

Receipts:

Employers' dues	$21,000.00
Employees' dues	20,990.00
Artisans' dues	1,500.00
Penalties and fines	200.00
Interest on investments	1,250.00
Federal tax	2,500.00
Provincial tax	2,400.00
Québec Pension Plan	475.00
Unemployment Insurance	375.00
Health, life insurance	500.00
	$51,190.00

Disbursements:

Secretary's salary	$10,260.00
Staff's salary	11,610.00
Inspectors' salaries	21,060.00
Inspection expenses	4,500.00
Expenses: Board of Examiners	3,750.00
Legal costs	2,100.00
Court expenses	1,000.00
Auditor's fees	400.00
Printing, stationery, office equipment	2,500.00
Postage, telephone, telegrams	1,000.00
Interest, exchange, agio	50.00
Subscription and advertising	350.00

Jetons de présence (membres du comité)	$ 700.00
Frais de déplacements (Membres du comité)	2,500.00
Frais de délégation	200.00
Rentes du Québec	950.00
Assurance-chômage	750.00
Assurance-vie-santé	1,000.00
Assurance caution	30.00
Impôt fédéral	2,500.00
Impôt provincial	2,400.00
	$69,610.00
Excédent des déboursés sur les recettes prévu	18,420.00

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1814 du 21 juin 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets numéros 20, 2141 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis auxdits décrets.

b) Les artisans régis par lesdits décrets numéros 20, 2141 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire du salarié le moins rémunéré, soit sur une base de $20 par semaine.

c) Les salariés régis par lesdits décrets numéros 20, 2141 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à la fin de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés.

Attendance fees (Committee members)	$ 700.00
Travelling expenses (Committee members)	2,500.00
Delegation expenses	200.00
Québec Pension Plan	950.00
Unemployment Insurance	750.00
Life, health insurance	1,000.00
Fidelity bond	30.00
Federal tax	2,500.00
Provincial tax	2,400.00
	$69,610.00
Forecast deficit	18,420.00

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity (established in pursuance of decree number 20 of January 5, 1955), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1814 of June 21, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from July 1, 1968, to July 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decrees numbers 20, 2141 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decrees.

(*b*) Artisans governed by said Decrees numbers 20, 2141 and amendments shall turn over to the Parity Committe an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages earned by the lowest-paid employee, i.e., a $20-a-week basis.

(*c*) Employees governed by said Decrees numbers 20, 2141 and amendments shall turn over the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end or each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employers's dues together with those of his employees shall accompany the said

Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et région, pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 1er juillet 1969.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION EN DÉTAIL DE SHERBROOKE ET RÉGION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 1er juillet 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 8,000.00
Cotisations ouvrières	8,000.00
Cotisations artisanales	700.00
Pénalités et amendes	50.00
Intérêts de banque	200.00
Impôt fédéral	500.00
Impôt provincial	300.00
Rentes du Québec	79.20
	$17,829.20
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 5,200.00
Salaire de l'inspecteur	3,100.00
Frais d'inspection	2,100.00
Loyer et taxes	675.00
Frais judiciaires	100.00
Frais de vérification	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	800.00
Poste, téléphone, télégramme	400.00
Abonnement et publicité	500.00
Jetons de présence (membres du Comité)	600.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,900.00
Frais de délégation	100.00
Assurance-caution	20.00
Assurances générales	30.00
Impôt fédéral	500.00
Impôt provincial	300.00
Rentes du Québec	158.40
	$16,683.40
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 1,145.80

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, Septemgre 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity for the July 1, 1968 to July 1, 1969 period is given below.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FOOD TRADE OF SHERBROOKE AND VICINITY

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1968 to July 1, 1969 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 8,000.00
Employees' dues	8,000.00
Artisans' dues	700.00
Penalties and fines	50.00
Bank interest	200.00
Federal tax	500.00
Provincial tax	300.00
Québec Pension Plan	79.20
	$17,829.20
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 5,200.00
Inspector's salary	3,100.00
Inspection expenses	2,100.00
Rent and taxes	675.00
Legal costs	100.00
Auditor's fees	200.00
Printing, stationery, office equipment	800.00
Postage, telephone, telegrams	400.00
Aubscription and advetising	500.00
Attendance fees (Committee members)	600.00
Travelling expenses (Committee members)	1,900.00
Delegation expenses	100.00
Fidelity bond	20.00
General insurance	30.00
Federal tax	500.00
Provincial tax	300.00
Québec Pension Plan	158.40
	$16,683.40
Forecast surplus:	$ 1,145.80

RÉAL MIREAULT,
Assistant Debuty Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 711 du 30 avril 1963, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1815 du 21 juin 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 711 et amendements, doivent verser au Comité conjoint une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 711 et amendements, doivent verser au Comité Conjoint une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité Conjoint à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité Conjoint le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés.

Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de convention collective, le Comité Conjoint doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 1er juillet 1969.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 1er juillet 1969.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Québec (established in pursuance of Decree number 711 of April 30, 1963) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1815 of June 21, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from July 1, 1968, to July 1, 1969. The levy carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 711 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Employees governed by said Decree number 711 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with those of his employees, shall accompany the said report.

The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Québec, for the July 1, 1968 to July 1, 1969 period is given below.

JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' CLOTHIMG INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1968 to July 1, 1969 period.

Recettes:	
Cotisations patronales	$105,000.00
Cotisations ouvrières	105,000.00
Pénalités et amendes	100.00
Dommages: intérêts liquidés	100.00
Intérêts sur placements	1,700.00
Intérêts de banque	1,000.00
Impôt fédéral	9,000.00
Impôt provincial	8,000.00
Rentes du Québec	1,100.00
Assurance-chômage	450.00
Fonds de pension	3,400.00
	$234,850.00

Déboursés:	
Salaire du président-administrateur	$ 17,000.00
Salaires du personnel	43,000.00
Salaires des inspecteurs	42,500.00
Frais d'inspection	12,000.00
Loyer et taxes	5,000.00
Éclairage, chauffage, entretien	5,000.00
Frais judiciaires	7,000.00
Frais de vérification	2,200.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	7,500.00
Poste, téléphone, télégramme	3,500.00
Jetons de présence (membres du Comité)	2,000.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	7,500.00
Rentes du Québec	2,200.00
Assurance-chômage	900.00
Assurance-groupe	2,500.00
Assurances générales	350.00
Fonds de pension	6,800.00
Impôt fédéral	9,000.00
Impôt provincial	8,000.00
	$184,550.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 50,300.00

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

Receipts:	
Employers' dues	$105,000.00
Employees' dues	105,000.00
Penalties and fines	100.00
Damages: paid up interest	100.00
Interest on investments	1,700.00
Bank interest	1,000.00
Federal tax	9,000.00
Provincial tax	8,000.00
Québec Pension Plan	1,100.00
Unemployment Insurance	450.00
Pension fund	3,400.00
	$234,850.00

Disbursements:	
President-administrator's salary	$ 17,000.00
Staff's salary	43,000.00
Inspectors' salaries	42,500.00
Inspection expenses	12,000.00
Rent and taxes	5,000.00
Lights, heat, maintenance	5,000.00
Legal costs	7,000.00
Auditor's fees	2,200.00
Printing, stationery, office equipment	7,500.00
Postage, telephone, telegrams	3,500.00
Attendance fees (committee members)	2,000.00
Travelling expenses (committee members)	7,500.00
Québec Pension Plan	2,200.00
Unemployment Insurance	900.00
Group insurance	2,500.00
General insurance	350.00
Pension fund	6,800.00
Federal tax	9,000.00
Provincial tax	8,000.00
	$184,550.00
Forecast surplus	$ 50,300.00

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 19 avril 1956 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1812 du 21 juin 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1968 au 30 juin 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, et des pourcentages payés à leurs salariés.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boys' Hat and Cap Industry for the Province of Québec (established in pursuance of Decree number 385 of April 19, 1956 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 1812 of June 21, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from June 30, 1968 to June 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 385 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the fixed salaries and percentages paid to their employees.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385 et amendements, doivent versre au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Sur réception dudit rapport, le Comité paritaire en fera le vérification et débitera ou créditera le compte de la partie intéressée selon que les montants transmis seront plus ou moins élevés que le montant dû.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'Industrie des Chapeaux en Toile et des Casquettes pour Hommes, Garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1968 et le 30 juin 1969.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES POUR HOMMES ET GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1968 et le 30 juin 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$3,000.00
Cotisations ouvrières	3,000.00
	$6,000.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$1,400.00
Salaire de l'administrateur	1,400.00
Salaires du personnel	1,625.00
Frais d'inspection	500.00
Loyer et taxes	175.00
Frais judiciaires	200.00
Frais de vérification	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	125.00
Poste, téléphone, télégramme	65.00
Frais de déplacements (membres du	

(*b*) Employees governed by said Decree number 385 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms indicating the hours worked, the amount collected during the week and the amounts turned over to the Parity Committee.

Professional employers must see that these reports be completed and fowarded monthly to the Parity Committee.

At the end of each week, professional employers must deduct the amounts owing the Parity Committee from the wages of their employees.

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The said Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The report, together with the dues, must be forwarded to the Parity Committee on or before Wednesday following the expiry date of the period for which it is required.

After receiving the said report, the Parity Committee will check same and debit or credit the interested party's account if the amounts forwarded are more or less than the amount due.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boys' Hat and Cap Industry for the Province of Québec, for the June 30, 1968 to June 30, 1969 period is given below.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' HAT AND CAP INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUÉBEC

Statement of estimated receipts and disbursements for the June 30, 1968 to June 30, 1969 period.

Receipts:	
Employers' dues	$3,000.00
Employees' dues	3,000.00
	$6,000.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$1,400.00
Administrator's salary	1,400.00
Staff's salary	1,625.00
Inspection expenses	500.00
Rent and taxes	175.00
Legal costs	200.00
Auditor's fees	200.00
Printing, stationery, office equipment	125.00
Postage, telephone, telegrams	65.00
Travelling expenses (Committee mem-	

Comité)	$ 300.00
Assurance caution	10.00
	$6,000.00

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

bers)	$ 300.00
Fidelity bond	10.00
	$6,000.00

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda, établi en exécution du décret numéro 159 du 1er février 1966 et chargé d'assurer l'observance du décret numéro 192 du 1er février 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1816 du 21 juin 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis auxdits décrets (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $0.45 par semaine (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

c) Les salariés régis par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10ième jour du mois suivant la date

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda (established in pursuance of Decree number 159 of February 1, 1966 and entrusted with the observance of Decree number 192 of February 1, 1967) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1816 of June 21, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from July 1, 1968 to July 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by Decrees numbers 159 and 192 and their amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decrees (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(*b*) Artisans governed by said Decrees numbers 159 and 192 and their amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wages laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., 45¢ a week (or the average wage set forth by the Committee).

(*c*) Employees governed by said Decrees numbers 159 and 192 and their amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

For the purposes of this by-law, every employer or professional employer who himself plies one of the trades covered by said Decrees numbers 159 and 192 and amendments, shall be considered as an artisan.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry

d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables mensuellement au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda, pour la période comprise entre le 1er juillet 1968 et le 1er juillet 1969.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE DE ROUYN-NORANDA

État des recettes et des déboursés prévus pour la période du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 9,000.00
Cotisations ouvrières	9,000.00
Cotisations artisanales	2,600.00
Pénalités et amendes	480.00
Honoraires d'examen	500.00
Impôt fédéral	390.00
Impôt provincial	262.60
Rentes du Québec	146.64
Assurance-chômage	40.56
Assurance-groupe	284.10
	$22,703.90

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 7,000.00
Salaires du personnel	2,990.00
Frais d'inspection	3,000.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	900.00
Frais: Bureau d'examinateurs	100.00
Loyer et taxes	720.00
Éclairage, chauffage, entretien	150.00
Frais judiciaires	300.00
Frais de vérification	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	900.00
Poste, téléphone, télégramme	400.00
Intérêt, échange, agios	250.00
Abonnement et publicité	250.00
Jetons de présence (membres du comité)	480.00
Frais de déplacements (membres du comité)	250.00
Frais de délégation	500.00
Rentes du Québec	293.28
Assurance-chômage	81.12
Assurance-groupe	568.20
Assurance caution	25.00
Assurances générales	50.00
Impôt fédéral	390.00

date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda for July 1, 1968 to July 1, 1969 period is given below.

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE OF ROUYN-NORANDA

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1968 to July 1, 1969 period.

Receipts:

Employers' dues	$ 9,000.00
Employees' dues	9,000.00
Artisans' dues	2,600.00
Penalties and fines	480.00
Examination fees	500.00
Federal tax	390.00
Provincial tax	262.60
Québec Pension Plan	146.64
Unemployment Insurance	40.56
Group insurance	284.10
	$22,703.90

Disbursements:

Secretary's salary	$ 7,000.00
Staff's salary	2,990.00
Inspection expenses	3,000.00
Fees: Board of Examiners	900.00
Expenses: Board of Examiners	100.00
Rent and taxes	720.00
Lights, heat, maintenance	150.00
Legal costs	300.00
Auditor's fees	400.00
Printing, stationery, office equipment	900.00
Postage, telephone, telegrams	400.00
Interest, exchange, agio	250.00
Subscription and advertising	250.00
Attendance fees (Committee members)	480.00
Travelling expenses (Committee members)	250.00
Delegation expenses	500.00
Québec Pension Plan	293.28
Unemployment Insurance	81.12
Group insurance	568.20
Fidelity bond	25.00
General insurance	50.00
Federal tax	390.00

Impôt provincial	$ 262.60	Provincial tax	$ 262.60
Frais d'affiliation	100.00	Affiliation fees	100.00
	$20,360.20		$20,360.20
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 2,343.70	Forecast surplus:	$ 2,343.70
Moins: Subvention à la Commission d'apprentissage:	300.00	Less: Apprenticeship Commission subsidy	300.00
Surplus prévu:	$ 2,043.70	Forecast net surplus:	$ 2,043.70

Le sous-ministre adjoint du Travail,
RÉAL MIREAULT.
Ministère du Travail,
Québec, le 29 juin 1968. 25101-o

RÉAL MIREAULT,
Assistant Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, June 29, 1968. 25101-o

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 21 juin 1968.

Aujourd'hui, à une heure et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

14 Loi de police.

22 Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux.

23 Loi de l'aide au développement industriel régional.

24 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les corporations afin de stimuler le développement industriel.

35 Loi modifiant la Loi de la vérification des comptes.

114 Loi concernant la Ville de Châteauguay-Centre.

201 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan.

215 Loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier associé du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur de la Province sanctionne ces bills. »

25169-o

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 21st of June 1968.

This day, at fifteen minutes past one o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

14 Police Act.

22 An Act to amend the Animal Health Protection Act.

23 Regional Industrial Development Assistance Act.

24 An Act to amend the Corporation Tax Act to stimulate industrial development.

35 An Act to amend the Provincial Audit Act.

114 An Act respecting the Town of Châteauguay-Centre.

201 An Act to amend the charter of the city of Shawinigan.

215 An Act to amend the Charter of the city of St. Foy.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk Associate of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province assents to these bills."

25169-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1822

Québec, le 21 juin 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation de la Section « B » (Calorifugeurs) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), la section « B » (Calorifugeurs) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongée jusqu'au 30 septembre 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,

25101-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1823

Québec, le 21 juin 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 922 du 4 mai 1965 et amendements, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,

25101-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1817

Québec, le 21 juin 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2373 du 7 décembre 1966, prolongé jusqu'au 31 mars 1968 par l'arrêté en conseil numéro 3430 du 14 décembre 1967, et prolongé jusqu'au 30 juin 1968 par l'arrêté en conseil numéro 516 du 13 mars 1968, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1968, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,

25101-o JACQUES PRÉMONT.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1822

Québec, June 21, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of Section "B" (Asbestos Insulation Trade) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montreal region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Section "B" (Asbestos Insulation Trade) of Decree number 613 of April 6, 1962, as amended (Construction Industry and Trades in the Montreal region) be extended until September 30, 1968.

JACQUES PRÉMONT,

25101-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1823

Québec, June 21, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Printing Industry in the Québec region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Decree number 922 of May 4, 1965, as amended (Printing Industry in the Québec region), be extended until September 30, 1968.

JACQUES PRÉMONT,

25101-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 1817

Québec, June 21, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and district (authorized by a by-law approved by Order in Council number 2373, dated December 7, 1966, extended until March 31, 1968, by Order in Council number 3430, dated December 14, 1967 and extended until June 30, 1968, by Order in Council number 516 of March 13, 1968, be once again extended until September 30, 1968, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,

25101-o *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Émile Lorrain

Avis est par les présentes donné que M. Émile Lorrain de la cité de Laval, district de Montréal, entend déposer auprès du secrétaire de la province, conformément aux dispositions de la Loi du changement du nom, une requête demandant que son nom soit changé en celui de Émile Laurin.

25172-26-2-o ÉMILE LAURIN.

Succession dame Dorothy May MacMillan, épouse d'Arthur Henry Pond

Avis public est donné que, par acte exécuté devant Me Erigène Godin, notaire à Montréal, au 1155 du boulevard Dorchester ouest, le septième jour de juin 1968 sous le numéro 33,490 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement pour la division du comté de Chambly, le onzième jour de juin 1968 sous le numéro 299548, William A. MacMillan, demeurant au numéro 327 de l'avenue Regent, en la cité de St-Lambert, agissant en sa qualité de tuteur nommé suivant un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en date du vingt-deuxième jour de février 1968 sous le numéro 8784 des dossiers de ladite Cour et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 294980, à Dorothy Joanne Pond, Heather Jane Pond, Bonnie Jean Pond et Brian MacMillan Pond, enfants mineurs issus du mariage d'Arthur Henry Pond et de feue Dame Dorothy May MacMillan, son épouse et qui est décédée intestat le quinzième jour de septembre 1966, laissant sesdits enfants comme ses seuls héritiers légaux, et suivant autorisation aux termes de ladite tutelle a accepté sous bénéfice d'inventaire ladite sucession pour le compte desdits mineurs.

Montréal, le 18e jour de juin 1968.

Le notaire,

25102-o ÉRIGÈNE GODIN.

Paroisse Sainte-Famille de Lebel-sur-Quévillon

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des Fabriques (13-14 Elizabeth II, chapitre 76) que Son Excellence Mgr Gaston Hains, évêque catholique romain d'Amos, a, par décret en date du 12 avril 1968, érigé la paroisse « Sainte-Famille de Lebel-sur-Quévillon ».

L'administrateur apostolique du diocèse d'Amos,
GASTON HAINS.

25111-o 14-68

Ville de Val d'Or

La requête de:

La Corporation Municipale de la Ville de Val d'Or, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la Ville de Val d'Or

et

La Corporation Municipale de la Ville de Bourlamaque, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la Ville de Bourlamaque

et

La Corporation Municipale Lac Lemoyne, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la Municipalité de Lac Lemoyne

Requérants.

Miscellaneous Notices

Émile Lorrain

Notice is hereby given that Mr. Émile Lorrain of the city of Laval, district of Montreal, intends to file a petition with the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of the change of name act, requesting that his name be changed to that of Émile Laurin.

25172-26-2 ÉMILE LAURIN.

Estate Dame Dorothy May MacMillan, wife of Arthur Henry Pond

Public notice is hereby given that by a deed executed before Me. Erigène Godin, Notary at Montreal, at 1155 Dorchester Boulevard West, on the seventh day of June 1968 under the number 33,490 of his minutes and registered for the registration division for the county of Chambly, on the eleventh day of June 1968 under the number 299548, William A. MacMillan, residing at number 327 Regent Avenue, in the city of St-Lambert, hereinacting in his quality of tutor appointed under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, dated on the twenty-second day of February 1968 under the number 8784 of the records of the said Court and registered in the said registry office under the number 294980, to Dorothy Joanne Pond, Heather Jane Pond, Bonnie Jean Pond and Brian MacMillan Pond, minor children issue of the marriage of Arthur Henry Pond and of the late Dame Dorothy May MacMillan, his wife and who died intestate on the fifteenth day of September 1966, leaving her said children as her sole heirs at law, and there unto duly authorized under the said tutorship has accepted under benefit of inventory the said estate on behalf of the said minors.

Montreal, this 18th day of June 1968.

ÉRIGÈNE GODIN,
Notary.

25102-o

Parish of Sainte-Famille de Lebel-sur-Quévillon

Notice is given in conformity with section 2 of The Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76), that His Excellency Mgr. Gaston Hains, Roman Catholic Bishop of Amos, has, by a decree dated April 12, 1968, erected the parish "Sainte-Famille de Lebel-sur-Quévillon".

GASTON HAINS,
Apostolic Administrator of the Diocese of Amos.

25111 14-68

Town of Val d'Or

The petition of:

The Municipal Corporation of the Town of Val d'Or, corporation legally constituted having its main office in the town of Val d'Or

and

The Municipal Corporation of the Town of Bourlamaque, corporation legally constituted having its main office in the town of Bourlamaque

and

The Municipal Corporation Lac Lemoyne corporation legally constituted having its main office in the Municipality of Lac Lemoyne

Petitioners.

Expose respectueusement:

1° Attendu que la Loi de la fusion volontaire des municipalités prévoit que les municipalités qui désirent se fusionner, peuvent adopter à la majorité absolue des membres de chacun de leur conseil, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité;

2° Attendu que les conseils de vos requérants ont adopté un tel règlement;

3° Attendu qu'un referendum tenu dans ces trois municipalités a approuvé à la majorité la fusion volontaire proposée;

EN CONSÉQUENCE, vos requérants vous prient d'octroyer des lettres patentes fusionnant les municipalités de Lac Lemoyne, Ville de Val d'Or et Ville de Bourlamaque aux conditions suivantes:

1) À compter de l'émission des lettres patentes, la Ville de Val d'Or, la Ville de Bourlamaque et la Municipalité de Lac Lemoyne formeront une corporation de Ville, connue sous le nom de: « Ville de Val d'Or »;

2) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui décrit dans le plan de l'arpenteur géomètre Victorien Sylvestre, portant le numéro A.1700 et daté du 18 mars 1968, et produit en annexe de la présente pour en faire partie comme s'il était ici au long récité;

3) La nouvelle corporation sera régie par la Loi des cités et villes et ses amendements, sauf les cas auxquels les présentes lettres patentes dérogent spécialement, ou les dispositions incompatibles qu'elles peuvent contenir;

4) Les rôles d'évaluation, homologués et les taux de taxes foncières fixés par les rôles de perception dans chacune des municipalités pour l'année 1968, demeureront en vigueur jusqu'à la confection et l'homologation d'un nouveau rôle d'évaluation de tous les territoires créés par les présentes lettres patentes;

5) Tous les billets, bons, obligations, engagements, emprunts quelconques souscrits, acceptés, endossés ou consentis par la Ville de Val d'Or, la Ville de Bourlamaque et la Municipalité de Lac Lemoyne et actuellement en force lors de l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes, continuent d'avoir leurs effets légaux et seront assumés par la nouvelle corporation créée par les présentes lettres patentes;

6) Sans préjudice aux clauses de taxation qui apparaissent dans lesdits règlements, la nouvelle corporation appropriera à même ses fonds généraux, les deniers suffisants pour pourvoir aux paiements des échéances des règlements suivants:

Règlements de la Ville de Bourlamaque:
Nos. 90, 91, 96, 100, 102 et 103, 110, 113, 115:

Règlements de la Municipalité Lac Lemoyne:
Nos. 18 et 24, 38, 50, 53, 63;
Règlements de la Ville de Val d'Or:
Nos. 118, 119, 142, 143, 144, 163, 172, 174, 179, 184.
201, 216, 217, 218, 219.
296, 313, 327, 328, 329.
339, 349, 354, 366, 367, 371, 372, 383, 394, 395, 396, 398, 399, 405, 422, 425, 436, 440;

7) La juridiction de la cour municipale de Val d'Or sera étendue à tout le territoire de la nouvelle municipalité;

Respectfully presents:

1. Whereas the law of voluntary amalagamation of municipalities states that the municipalities who desire to amalgamate, may pass by an absolute majority of the members of each of their councils, by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for the granting of letters patent amalgamating such municipalities and creating a new city.

2) Whereas the councils petitioning have adopted such a by-law.

3) Whereas a referendum held in these three municipalities was approved in majority for the voluntary amalgamation proposed;

CONSEQUENTLY, your petitioners pray that letters patent be granted amalgamating the municipalities of Lac Lemoyne, Town of Val d'Or and Town of Bourlamaque for the following conditions:

1) Immediately after the issuance of the letters patent, the Town of Val d'Or, the Town of Bourlamaque and the Municipality of Lac Lemoyne will form a Town Corporation, known under the name of "Town of Val d'Or";

2) The territory of the new municipality which is described in the plan prepared by land surveyor Victorien Sylvestre, bearing number A. 1700 and dated March 18, 1968, and filed in the annex of the present as a part of this petition.

3) The new corporation will be governed by the Cities and Towns Act and its amendments, except in the cases where the present letters patent specially state, or the incompatible provisions that it may contain;

4) The homologated valuation roles, and the rate of property taxes set by the collection roles in each of the municipalities for 1968 will remain in force up to the preparation and homologation of a new valuation role of all the territories created by the present letters patent;

5) All promisory notes, debenture, obligation, loans, liabilities accepted, endorsed or consented by the Town of Val d'Or, the Town of Bourlamaque and the Municipality of Lac Lemoyne and effectively in force when the letters patent are granted will continue to have their legal effects and will be assumed by the new corporation created by the letters patent;

6) Without prejudice to the taxation clauses which appear in the said by-laws the new corporation will appropriate within its general funds sufficent sums to pay the installments of the following Loan By-laws.

By-Laws of the Town of Bourlamaque:
Nos. 57, 84, 88, 90, 91, 96, 100 and 103, 110, 113, 115;
By-Laws of the Municipality of Lac Lemoyne:
Nos. 18 and 24, 38, 50, 53, 63;
By-Laws of the Town of Val d'Or:
Nos: 118, 119, 142, 143, 144, 163, 172, 174, 179, 184.
201, 216, 217, 218, 219.
296, 313, 327, 328, 329.
339, 349, 354, 366, 367, 371, 372, 383, 394, 395, 396, 398, 399, 405, 422, 425, 436, 440;

7) The jurisdiction of the municipal court of Val d'Or will be in force throughout the territory of the new municipality;

8) Les dispositions législatives suivantes qui s'appliquaient à la Ville de Val d'Or, avant la fusion, continueront de s'appliquer à la nouvelle municipalité:

a) Les articles 14, 15, 18, 22, 23, 24 et 25 de la Loi 1, Georges VI, chapitre 121;

b) L'article 4 de la Loi 4, Georges VI, chapitre 96.

c) Les articles 2 et 3 de la Loi 8, Georges VI, chapitre 65.

d) Les articles 1 et 2 de la Loi 9, Georges VI, chapitre 90.

e) L'article 1 et le 2ième paragraphe de l'article 2 de la Loi 10, Georges VI, chapitre 75.

f) Les articles 2 et 4 de la Loi 11, Georges VI, chapitre 106.

g) La Loi 14, Georges VI, chapitre 110.

h) Les articles 1, 5, 6 et 7 de la Loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 85.

9) Tous les officiers et employés permanents des trois municipalités demeureront à l'emploi de la nouvelle municipalité aux postes qui leur seront assignés jusqu'à la décision contraire du nouveau conseil et ce, sous réserve des dispositions suivantes.

a) Le gérant de la Ville de Val d'Or devient gérant de la nouvelle corporation;

b) Le greffier de la Ville de Val d'Or devient greffier de la nouvelle corporation;

c) Le trésorier de la Ville de Val d'Or devient trésorier de la nouvelle corporation;

d) Le secrétaire-trésorier de la Ville de Bourlamaque devient assistant-greffier de la nouvelle corporation;

e) Le secrétaire-trésorier de la Municipalité de Lac Lemoyne devient assistant-comptable.

10) La date de la première élection générale sera le premier dimanche qui suivra le soixantième jour après l'entrée en vigueur des lettres patentes et la mise en nomination des candidats aura lieu le dixième jour précédent;

11) La confection de la liste des électeurs sera faite en temps utile pour la première élection;

12) La deuxième élection aura lieu le premier dimanche de novembre 1972;

13) Les élections subséquentes auront lieu ensuite tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre;

14) Tout le territoire de la nouvelle Ville ne formera qu'un seul quartier et il y aura six échevins à élire pour cet unique quartier, le siège de chaque échevin étant désigné par un numéro;

15) À compter de la première élection générale le conseil municipal est composé du maire et de six échevins;

16) Le maire et les six échevins seront élus par la majorité des électeurs habiles à voter dans la nouvelle municipalité;

17) Le maire recevra à titre de rémunération une somme de $6,000 par année payable mensuellement et les échevins recevront une somme de $2,400 par année payable mensuellement. Toute modification au présent article devra être conforme aux dispositions de la Loi des cités et villes;

18) À compter de l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes et jusqu'aux prochaines élections générales, le conseil de la Ville de Val d'Or sera constitué de tous les maires et échevins actuellement en fonction dans la Ville de Val d'Or, la Ville de Bourlamaque et la Municipalité Lac Lemoyne;

8) The following legislative provisions that applied to the Town of Val d'Or, before amalgamation, will continue to apply to the new municipality:

(*a*) Articles 14, 15, 18, 22, 23, 24 and 25, 1 George VI, chapter 121;

(*b*) Articles 4, 4 George VI, chapter 96.

(*c*) Articles 2 and 3, 8 George VI, chapter 65.

(*d*) Articles 1 and 2, 9 George VI, chapter 90.

(*e*) Article 1 and the 2nd paragraph of article 2, 10 George VI, chapter 75.

(*f*) Articles 2 and 4, 11 George VI, chapter 106.

(*g*) 14 George VI, chapter 110.

(*h*) Article 1, 5, 6 and 7 of 1-2, Elizabeth II, chapter 85.

9) All the permanent officers and employees of the three municipalities will remain where they are assigned unless a contrary decision has been made by the council and this, with the exception of the following:

(*a*) The manager of the Town of Val d'Or will become manager of the new corporation;

(*b*) The clerk of the Town of Val d'Or will become clerk of the new corporation;

(*c*) The treasurer of the Town of Val d'Or will become treasurer of the new corporation;

(*d*) The secretary-treasurer of the Town of Bourlamaque will become assistant clerk of the new corporation;

(*e*) The secretary-treasurer of the Municipality of Lac Lemoyne will become assistant accountant of the new corporation.

10) The date of the first general election will be the first Sunday which will follow the sixtieth day after the granting of the letters patent and the nomination of the candidates will be held the 10th day precedent;

11) The preparation of the electors list will be made in time for the first election;

12) The second election will be held the first Sunday of November 1972;

13) The subsequent elections will then be held every four years, the first Sunday of November;

14) All of the territory of the new Town will only be one Ward and there will be six aldermen to be elected for this one Ward, the aldermen's each seat to be indicated by a number;

15) Beginning with the first general election the municipal council will be composed of one mayor and six aldermen;

16) The mayor and the six aldermen will be elected by the majority of the eligible voters of the new municipality;

17) The mayor will receive as wages a sum of $6,000 per year payable monthly and the aldermen will receive as wages the sum of $2,400 per year payable monthly. All changes of the present article must be in conformity with the Law of Cities and Towns;

18) Starting at the enforcement of the letters patent and up to the following general elections, the Val d'Or town council will be constituted of all the mayors and aldermen presently in office in the Town of Val d'Or, the Town of Bourlamaque and the Municipality of Lac Lemoyne;

19) Le maire de la Ville sera élu parmi les membres du conseil à la majorité des membres présents à la première assemblée suivant l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes. Cette assemblée sera tenue le cinquième jour juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et aura lieu à 8.00 p.m., à l'endroit où le conseil de la Ville de Val d'Or tient régulièrement ses séances. Si cette assemblée n'est pas tenue à la date susdite le ministre des Affaires municipales déterminera la date de cette première assemblée ainsi que le mode de convocation.

Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission. Toute personne intéressée pourra prendre connaissance de ladite requête et en obtenir copie aux endroits suivants:

Hôtel de Ville de Val d'Or
855, 2e Avenue, Val d'Or
Hôtel de Ville de Bourlamaque
Bourlamaque
Hôtel de Ville de Lac Lemoyne
25 boul. Hôtel de Ville, Lac Lemoyne.

25020-25-2-o

19) The mayor of the Town will be elected among the members of the council by the majority of member's present at the first meeting following the enforcement of the present letters patent. This meeting will be held the fifth legal day following the enforcement of the letters patent and will be held at 8.00 p.m., at the place where the Town of Val d'Or council regularly holds its meeting. If this meeting is not held on the said date the Minister of Municipal Affairs will determine the date of this first meeting as well as the manner of convocation.

The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Commission. All interested persons may study the said petition and obtain a copy at the following places:

Val d'Or Town Hall
855, 2nd Avenue, Val d'Or
Bourlamaque Town Hall
Bourlamaque
Lac Lemoyne Town Hall
25 Hotel de Ville Boulevard, Lac Lemoyne.

25020-25-2-o

Village et paroisse de Notre-Dame-du-Lac
Comté de Témiscouata

Avis est, par les présentes, donné qu'en dates du 11 et 12 juin 1968, les conseils municipaux du village de Notre-Dame-du-Lac et de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, ont adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac et celle de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités.

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac et celle de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac et créant une nouvelle municipalité désignée sous le nom de « Ville de Notre-Dame-du-Lac ».

La ville de Notre-Dame-du-Lac sera régie par la loi des cités et villes et sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six échevins.

Les conditions de la fusion sont les suivantes:

1° La dette obligatoire du village de Notre-Dame-du-Lac continuera d'être assumée par la population qui réside dans ce territoire;

2° La ville sera divisée en trois quartiers comprenant chacun deux sièges.

3° Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres qui étaient en fonction au moment de la fusion. Le maire sera désigné à la majorité des voix à la première séance du conseil provisoire.

4° La première séance du conseil provisoire sera tenue le 2e lundi après l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à la salle du Centre des loisirs à vingt heures.

5° La date de la première élection générale sera le 1er lundi qui suivra le 90e jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes. La présentation des candidats aura lieu le 10e jour juridique pré-

Village and Parish of Notre-Dame-du-Lac
County of Témiscouata

Notice is hereby given that on June 11 and 12, 1968, the municipal councils of the village of Notre-Dame-du-Lac and of the parish of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, adopted a by-law providing for the amalgamation of the municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac and of that of the parish of Notre-Dame-du-Lac, pursuant to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

This by-law autnorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting him to issue letters patent amalgamating the municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac and that of the parish of Notre-Dame-du-Lac, and creating a new municipality known under the name of "Town of Notre-Dame-du-Lac".

The town of Notre-Dame-du-Lac will be governed by the cities and towns Act and will be administered by a council composed of a mayor and six aldermen.

The conditions of amalgamation are as follows:

1. The obligatory debt of the village of Notre-Dame-du-Lac shall continue to be assumed by the population residing in this territory;

2. The town will be divided into three wards each comprising two seats.

3. Until the first general election, the provisional council will be composed of all the members who were in office at the moment of amalgamation. The mayor will be appointed by the majority of the votes at the first meeting of the provisional council.

4. The first meeting of the provisional council will be held on the second Monday following the coming into force of the letters patent. It will take place in the hall of the recreational center at twenty hundred hours.

5. The date of the first general election will be on the first Monday following the ninetieth day after the coming into force of the letters patent. The nomination of the candidates will

cédant la date de la première élection générale. La deuxième élection aura lieu le 1er dimanche de novembre 1971 et les élections générales subséquentes auront lieu tous les trois ans le 1er dimanche de novembre.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau des secrétaires-trésoriers de chacune des municipalités. Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la commission municipale, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Donné à Notre-Dame-du-Lac, ce 13e jour du mois de juin 1968.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY LAVOIE.
La secrétaire-trésorière,
25088-25-2-o MME GABRIEL OUELLET.

take place on the tenth juridicial day preceding the date of the first general election. The second election will take place on the first Sunday of November, 1971, and subsequent general elections will take place every three years on the first Sunday of November.

The by-law decreeing the amalgamation as well as the joint petition may be examined at the office of the secretary-treasurers of each of the municipalities. The proprietors may make known their opposition to the amalgamation during the month following the publications required by law, and may make known their reasons to such opposition by applying in writing to the Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec.

Given at Notre-Dame-du-Lac, this 13th day of the month of June, 1968.

JEAN-GUY LAVOIE,
Secretary-Treasurer.
MRS. GABRIEL OUELLET,
25088-25-2 *Secretary-Treasurer.*

Ville de Lac-Mégantic

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 juin 1968, Vol. 100, No 23, page 3173.

« rue 2-190-5,600 p.c. », devra être corrigé comme suit:

« Rue 3-190-5,600 p.c. ».

À la page 3172, « rue Lake Avenue-St 2447 », devra être corrigé comme suit:

« Rue-Chemin 2447-1-50,550 p.c. ».

« Rue-Chemin 2371-1-38,280 p.c. ».

Le greffier,
25100-o HERVÉ FECTEAU.

Town of Lac-Mégantic

In the notice published in the *Québec Official Gazette* of June 8, 1968, Vol. 100, No. 23, page 3173.

"street 2-190-5,600 sq. ft.", should be corrected as follows:

"street 3-190-5,600 sq. ft.".

On page 3172 "Rue Lake Avenue-St 2447 should be corrected as follows:

"Road-Street 2447-1-50,550 sq ft.".

"Road-Street 2371-1-38,280 sq. ft.".

HERVÉ FECTEAU,
25100 *Town Clerk.*

Dinc Celikkanat

Avis est par les présentes donné que Dinc Celikkanat, domicilié à 2054-Ap 9, avenue Claremont, à Montréal, présentera au secrétaire de la province, une requête pour changer son nom en celui de Michel Lombroso, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom, bill 31 – selon l'article 5 de la loi et 13-14 Elisabeth II, le 11 mai 1965.

Montréal, le 11 juin 1968.

25128-26-2-o DINC CELIKKANAT.

Dinc Celikkanat

Notice is hereby given that Dinc Celikkanat, domiciled at 2054-Apt. 9, Claremont Avenue, in Montreal, will apply to the Provincial Secretary to authorize his change of name to Michel Lombroso, under the provisions of the change of name Act, Bill 31 – Section 5, 13-14 Elizabeth II, May 11, 1965.

Montreal, June 11, 1968.

25128-26-2-o DINC CELIKKANAT.

Conseil Pointe-Claire No 4832 des Chavaliers de Colomb de Pointe-Claire inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 12 juin 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Pointe-Claire No 4832 des Chevaliers de Colomb de Pointe-Claire inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
25129-o 29-67

Council Pointe-Claire No. 4832 of the Knights of Columbus of Pointe-Claire inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on June 12, 1968, the general by-laws of the corporation "Council Pointe-Claire No. 4832 of the Knights of Columbus of Pointe-Claire inc.", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
25129 29-67

Chartes — Abandon de

Produits de Ciment l'Assomption ltée

Prenez avis que la compagnie « Produits de Ciment l'Assomption ltée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
25109-o ME J. THÉO. LEGAULT, JR.

Charters — Surrender of

Produits de Ciment l'Assomption ltée

Take notice that "Produits de Ciment l'Assomption ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME J. THÉO. LEGAULT, JR.,
25109-o *Attorney for the company.*

Leonard Anderson Productions Inc.

Avis est par la présente donné que « Leonard Anderson Productions Inc. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, présentera une application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour de juin 1968.

Les procureurs de la requérante,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
25103-o GODBOUT & EMERY.

Filmorama limitée

Avis est donné que la compagnie « Filmorama limitée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétariat de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3e jour de mai 1968.

Le secrétaire,
25104-o E. BROUILLET.

Hochelaga Home & Mortgage Co.

Avis est donné que « Hochelaga Home & Mortgage Co. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour de juin 1968.

Le secrétaire,
25105 PHILIP F. VINEBERG, C.R.

Lafond & Valdais Inc.

Prenez avis que la compagnie « Lafond & Valdais Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies.

Les procureurs de la compagnie,
25106-o CUTLER, LAMER & ASSOCIÉS.

Geo. Morgan Gloves Ltd.

Avis est donné que « Geo. Morgan Gloves Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 13e jour de juin 1968.

Le président,
25107 GEORGE H. MORGAN.

Tru-Craft Limited

Prenez avis que la compagnie « Tru-Craft Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 1er avril 1968.

Le procureur de la compagnie,
25110-o ME RENÉ BEAULAC.

Leonard Anderson Productions Inc.

Notice is hereby given that "Leonard Anderson Productions Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of June 1968.

BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,
25103-o *Attorneys for Petitioner.*

Filmorama limitée

Notice is hereby given that "Filmorama Limited", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of May 1968.

E. BROUILLET,
25104-o *Secretary.*

Hochelaga Home & Mortgage Co.

Notice is hereby given that "Hochelaga Home & Mortgage Co.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of June, 1968.

PHILIP F. VINEBERG, Q.C.,
25105-o *Secretary.*

Lafond & Valdais Inc.

Take notice that the company "Lafond & Valdais Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to obtain permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

CUTLER, LAMER & ASSOCIÉS,
25106-o *Attorneys for the company.*

Geo. Morgan Gloves Ltd.

Notice is hereby given that "Geo. Morgan Gloves Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Sherbrooke, Québec, this 13th day of June, 1968.

GEORGE H. MORGAN,
25107-o *President.*

Tru-Craft Limited

Notice is hereby given that "Tru-Craft Limited", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated April 1, 1968.

ME RENÉ BEAULAC,
25110-o *Attorney for the company.*

Optical Sound Recording Limited

Avis est donné que la compagnie « Optical Sound Recording Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3ième jour de mai 1968.

Le secrétaire,

25108-o E. BROUILLET.

Optical Sound Recording Limited

Notice is hereby given that "Optical Sound Recording Limited", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of May, 1968.

E. BROUILLET,

25108-o *Secretary.*

Ashkelon Development Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Ashkelon Development Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément à La Loi des compagnies.

Daté à Montréal ce 17e jour de juin 1968.

25130 POLLACK & POLLACK.

Ashkelon Development Corp.

Notice is hereby given that "Ashkelon Development Corp.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of June, 1968.

25130-o POLLACK & POLLACK.

Bargael Holdings Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Bargael Holdings Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mai 1968.

Les procureurs de la requérante,

25131 SHUSTER, GOTTLIEB & MARCOVITCH.

Bargael Holdings Limited

Notice is hereby given that "Bargael Holdings Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of May, 1968.

SHUSTER, GOTTLIEB & MARCOVITCH,

25131-o *Attorneys for the Petitioner.*

Cinéma Normandie inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Cinéma Normandie inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mai 1968.

Les procureurs de la requérante,

25132 SHUSTER, GOTTLIEB & MARCOVITCH.

Cinéma Normandie inc.

Notice is hereby given that "Cinéma Normandie inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal this 31st day of May, 1968.

SHUSTER, GOTTLIEB & MARCOVITCH,

25132-o *Attorneys for the Petitioner.*

La Compagnie immobilière de Ste-Marguerite

Avis est par les présentes donné que « La Compagnie immobilière de Ste-Marguerite » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 18 juin 1968.

Les procureurs de la compagnie,

25133-o BOURDON & BOURDON.

La Compagnie immobilière de Ste-Marguerite

Notice is hereby given that "La Compagnie immobilière de Ste-Marguerite" will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, permission to surrender its charter.

Montreal, June 18, 1968.

BOURDON & BOURDON,

25133-o *Attorneys for the Company.*

Les Entreprises de terrassements limitée

Prenez avis que la compagnie « Les Entreprises de terrassements limitée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

25135-o CLAUDE TRUDEAU.

Les Entreprises de terrassements limitée

Notice is hereby given that "Les Entreprises de terrassements limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

CLAUDE TRUDEAU,

25135 *Attorney for the Company.*

Pierre Delage limitée

Avis est par les présentes donné, en accord avec la loi des compagnies, que « Pierre Delage limitée », corps politique et constitué, dûment incorporé sous la Loi des compagnies et ayant son siège social à 16, rue St-Pierre Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagines et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, ce 14e jour de juin 1968.

Le président,

15134-o PIERRE DELAGE.

Turret Construction Company

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Turret Construction Company », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e jour de juin 1968.

Le secrétaire,

25142 ARTHUR M. MARON.

Gabriel Investments Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Gabriel Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies.

Montréal, ce 22e jour de mai 1968.

Le procureur de la compagnie,

25136-o J.-GUY BÉLIVEAU.

St-Jérôme Oxygène ltée

Avis est par la présente donné que « St-Jérôme Oxygène ltée », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et dont le bureau principal est situé dans la ville de St-Jérôme, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e jour de juin 1968.

Le secrétaire-trésorier,

25139-o V. N. S. LORISH.

Alex Tousignant limitée

La compagnie « Alex Tousignant limitée », donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 19 juin 1968.

25141-o RANGER, BLAIN & LONG.

Galerie Moos inc.

Avis est donné par les présentes que « Galerie Moos inc. », une corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mai 1968.

Le secrétaire,

25137-o ANDRÉE BURSTALL.

Pierre Delage limitée

Notice is hereby given, under the Companies Act, that "Pierre Delage limitée", a body politic and constituted, duly incorporated under the Companies Act and having its head office at 16 Saint-Pierre street, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, this 14th day of June, 1968.

PIERRE DELAGE,

25134 *President.*

Turret Construction Company

Notice is hereby given that "Turret Construction Company", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of June, 1968. ARTHUR M. MARON,

25142-o *Secretary.*

Gabriel Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Gabriel Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of May, 1968. J.-GUY BÉLIVEAU,

25136-o *Attorney for the Company.*

St-Jérôme Oxygène ltée

Notice is hereby given that "St-Jérôme Oxygène ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the town of St. Jérôme, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of June, 1968.

V. N. S. LORISH,

25139-o *Secretary-Treasurer.*

Alex Tousignant limitée

The Companie "Alex Tousignant limitée", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 19, 1968.

25141-o RANGER, BLAIN & LONG.

Galerie Moos inc.

Notice is hereby given that "Galerie Moos inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of May 1968.

ANDRÉE BURSTALL,

25137-o *Secretary.*

Jay W. Import Co.

Avis est donné que « Jay W. Import Co. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 19e jour de juin 1968.

Le président,
OSCAR WEINSTEIN.

25138

Samuelson Holding Corporation

Avis est donné que « Samuelson Holding Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 3e jour de juin 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
BETTY S. SAMUELSON.

25140

Jay W. Import Co.

Notice is hereby given that "Jay W. Import Co.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of June, 1968.

OSCAR WEINSTEIN,
President.

25138-o

Samuelson Holding Corporation

Notice is hereby given that "Samuelson Holding Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 3rd day of June, 1968.

(Seal) BETTY S. SAMUELSON,
Secretary.

25140-o

Compagnies dissoutes

Les Agences Interprovinciales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Agences Interprovinciales inc. », constituée en corporation le 29 janvier 1963, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 447-63

L'Aqueduc du Village de Villers, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « L'Aqueduc du Village de Villers, limitée », constituée en corporation le 29 mars 1926, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 812-26

Century Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Century Building Ltd. », constituée en corporation le 28 mai 1952, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 8365-52

Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter

Companies Dissolved

Les Agences Interprovinciales inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Agences Interprovinciales inc.", incorporated on January 29, 1963, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 447-63

L'Aqueduc du Village de Villers, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Aqueduc du Village de Villers, limitée", incorporated on March 29, 1926, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 812-26

Century Building Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Century Building Ltd.", incorporated on May 28, 1952, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 8365-52

Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to

l'abandon de charte de « Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc. », constituée en corporation le 25 février 1966, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 799-66

Golden Foods Corporation
La Corporation d'Aliments Dorés

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Golden Foods Corporation — La Corporation d'Aliments Dorés », constituée en corporation le 8 juin 1964, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 2607-64

La Corporation des Oeuvres Sociales de la Paroisse Ste-Marguerite

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « La Corporation des Oeuvres Sociales de la paroisse Ste-Marguerite », constituée en corporation le 5 décembre 1946, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 7179-46

Danin Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Danin Realty Corp. », constituée en corporation le 12 février 1959, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 10753-59

Quincaillerie De Luxe, inc.
De Luxe Hardware, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Quincaillerie De Luxe, inc. — De Luxe Hardware, Inc. », constituée en corporation le 22 avril 1963, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 1745-63

Gloria Gloves (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Gloria Gloves (Canada) Ltd. », constituée en corporation le 12 juillet 1954, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 11668-54

accept the surrender of the charter of "Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc.", incorporated on February 25, 1966, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 799-66

Golden Foods Corporation
La Corporation d'Aliments Dorés

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Golden Foods Corporation — La Corporation d'Aliments Dorés", incorporated on June 8, 1964, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 2607-64

La Corporation des Oeuvres Sociales de la Paroisse Ste-Marguerite

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Corporation des Oeuvres Sociales de la paroisse Ste-Marguerite", incorporated on December 5, 1946, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 7179-46

Danin Realty Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Danin Realty Corp.", incorporated on February 12, 1959, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 10753-59

Quincaillerie De Luxe, inc.
De Luxe Hardware, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Quincaillerie De Luxe, inc. — De Luxe Hardware, Inc.", incorporated on April 22, 1963, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 1745-63

Gloria Gloves (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gloria Gloves (Canada) Ltd.", incorporated on July 12, 1954, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 11668-54

Hebdo-Beauce inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Hebdo-Beauce inc. », constituée en corporation le 25 octobre 1966, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 4361-66

Hebdo-Beauce inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hebdo-Beauce inc.", incorporated on October 25, 1966, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 4361-66

Hochelaga Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Hochelaga Construction inc. », constituée en corporation le 25 janvier 1965, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 360-65

Hochelaga Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hochelaga Construction inc.", incorporated on January 25, 1965, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 360-65

L. & R. Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « L. & R. Investments Inc. », constituée en corporation le 15 juin 1962, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 12626-62

L. & R. Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "L. & R. Investments Inc.", incorporated on June 15, 1962, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 12626-62

Liberty Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Liberty Furniture Limited », constituée en corporation le 3 janvier 1963, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

52100-o 15216-62

Liberty Furniture Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Liberty Furniture Limited", incorporated on January 3, 1963, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 15216-62

Major Steel Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Major Steel Products Ltd. », constituée en corporation le 28 octobre 1959, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 15949-59

Major Steel Products Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Major Steel Products Ltd.", incorporated on October 28, 1959, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 15949-59

Maniwaki Veneer Log Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abondon de charte de « Maniwaki Veneer Log Inc. », constituée en corporation le 15 juin 1959, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 13559-59

Maniwaki Veneer Log Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maniwaki Veneer Log Inc.", incorporated on June 15, 1959, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 13559-59

Model Spring & Bedding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Model Spring & Bedding Inc. », constituée en corporation le 26 février 1954, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 10406-54

Model Spring & Bedding Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Model Spring & Bedding Inc.", incorporated on February 26, 1954, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25100 10406-54

Perron Équipements ltée
Perron Equipments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Perron Équipements ltée — Perron Equipments Ltd. », constituée en corporation le 14 avril 1947, à compter du 15 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 3169-47

Perron Équipements ltée
Perron Equipments Ltd.

Notice is given that under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of charter of "Perron Équipements ltée — Perron Equipments Ltd.", incorporated on April 14, 1947, on and after June 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25100 3169-47

Studios de Danse du Nord ltée
North Dance Studios Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Studios de Danse du Nord ltée — North Dance Studios Ltd. », constituée en corporation le 18 décembre 1962, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 15115-62

Studios de Danse du Nord ltée
North Dance Studios Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Studios de Danse du Nord ltée — North Dance Studios Ltd.", incorporated on December 18, 1962, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25100 15115-62

Radisson Gold Mines, Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Radisson Gold Mines, Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation le 19 octobre 1937, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 2828-37

Radisson Gold Mines, Limited
(No Personal Liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Radisson Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), incorporated on October 19, 1937, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25100 2828-37

St. Hyacinthe Residential Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « St. Hyacinthe Residential Center Inc. », constituée en corporation le 16 septembre 1959, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 15247-59

St. Hyacinthe Residential Center Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "St. Hyacinthe Residential Center Inc.", incorporated on September 16, 1959, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25100 15247-59

Scheffer's Kiddies' Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Scheffer's Kiddies' Shop

Scheffer's Kiddies' Shop Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Scheffer's Kiddies'

Ltd. », constituée en corporation le 15 juillet 1955, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 11948-55

Service d'Égout Industriel du Saguenay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Service d'Égout Industriel du Saguenay inc. », constituée en corporation le 5 juillet 1963, à comgter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 3036-63

Simon Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Simon Realties Inc. », constituée en corporation le 20 septembre 1948, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 6020-48

J.B. Todd & Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'accepter l'abandon de charter de « J.B. Todd & Company, Limited », constituée en corporation le 23 avril 1954, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 11029-54

Weredale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Weredale Inc. », constituée en corporation le 15 mars 1954, à compter du 29 juin 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25100-o 10640-54

Shop Ltd.", incorporated on July 15, 1955, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 11948-55

Service d'Égout Industriel du Saguenay inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Service d'Égout Industriel du Saguenay inc.", incorporated on July 5, 1963, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives.

25100 3036-63

Simon Realties Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Simon Realties Inc.", incorporated on September 20, 1948, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 6020-48

J.B. Todd & Company, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "J.B. Todd & Company, Limited", incorporated on April 23, 1954, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 11029-54

Weredale Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Weredale Inc.", incorporated on March 15, 1954, on and from June 29, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25100 10640-54

Divers
Compagnies

Notre Dame de Grace Community Council Inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 7 juin 1968, approuvé le règlement « F » de la corporation « Notre Dame de Grace Community Council Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25122-o 6201-48

Miscellaneous
Companies

Notre Dame de Grace Community Council Inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 7, 1968, approved by-law "F" of "Notre Dame de Grace Community Council Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25122 6201-48

Académie St-Louis (Québec)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 13 juin 1968, approuvé les règlements numéros 1 (règlements généraux) et 2 de la corporation « Académie St-Louis (Québec) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25112-o 4232-67

Académie St-Louis (Québec)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 13, 1968, approved by-law numbers 1 (general by-laws) and 2 of "Académie St-Louis (Québec)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25112 4232-67

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec Quebec Road Builders and Heavy Construction Association

Avis est donné que l'« Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec — Quebec Road Builders and Heavy Construction Association », a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 16.

Le secrétaire,
ANDRÉ HOUDE.

25113-o 1809-44

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec Quebec Road Builders and Heavy Construction Association

Notice is hereby given that "Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec — Quebec Road Builders and Heavy Construction Association", has changed the number of its directors from 15 to 16.

ANDRÉ HOUDE,
Secretary.

25113 1809-44

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec Quebec Road Builders and Heavy Construction Association

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 7 juin 1968, approuvé les règlements amendant les règlements généraux de l'« Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec — Quebec Road Builders and Heavy Construction Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25113-o 1809-44

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec Quebec Road Builders and Heavy Construction Association

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 7, 1968, approved the by-laws amending the general by-laws of "Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec — Quebec Road Builders and Heavy Construction Association", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25113 1809-44

Bilodeau Auto Électrique inc.

Avis est donné que la compagnie « Bilodeau Auto Électrique inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT BILODEAU.

25114-o 3233-67

Bilodeau Auto Électrique inc.

Notice is hereby given that "Bilodeau Auto Électrique inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

LAURENT BILODEAU,
Secretary-Treasurer.

25114 3233-67

Coast Produce Inc.

Avis est donné que la compagnie « Coast Produce Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
MICHEL MOREAU.

25115-o 12025-62

Coast Produce Inc.

Notice is hereby given that "Coast Produce Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

MICHEL MOREAU,
Secretary.

25115 12025-62

Greystone Curling Club Inc.

Avis est donné que « Greystone Curling Club Inc. » a fixé à 14, le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
LEO ROSENTZVEIG.

25117 11369-57

Greystone Curling Club Inc.

Notice is given that "Greystone Curling Club Inc." has fixed the number of its directors at 14.

LEO ROSENTZVEIG,
Secretary.

25117-o 11369-57

Ubald Forest & fils ltée

Avis est donné que la compagnie « Ubald Forest & fils ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GASTON FOREST.

25118-o 12024-55

Ubald Forest & fils ltée

Notice is hereby given that "Ubald Forest & fils ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

GASTON FOREST,
Secretary.

25118 12024-55

Les Meubles Drouin ltée
Drouin Furniture Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Meubles Drouin ltée — Drouin Furniture Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
JEAN-MARC CARIGNAN.

25116-o 3369-50

Greystone Curling Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 mai 1968, approuvé le règlement numéro V (fixant le nombre des administrateurs à 14) de la corporation « Greystone Curling Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25117-o 11369-57

Terrac inc.

Avis est donné que la compagnie « Terrac inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 15.

Le secrétaire,
LUDGER ST-PIERRE.

25126-o 11655-62

Kildare Holdings Inc.

Avis est donné que « Kildare Holdings Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

Le secrétaire,
S. S. STEIN.

25120 1721-65

Northpark Investment Ltd.

Avis est donné que « Northpark Investment Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

Le président,
JOSEPH AIN.

25121 13330-58

Salon de Barbier Riviera inc.

Avis est donné que la compagnie « Salon de Barbier Riviera inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
RALPH PELUSO.

25123-o 4675-65

The Julian C. Smith
Memorial Fund Corporation

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 13 juin 1968, approuvé des modifications aux règlements généraux de « The Julian C. Smith Memorial Fund Corporation », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25124-o 3091-40

Tanaco Ltd.

Avis est donné que « Tanaco Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

Le Président,
RUBIN ZIMMERMAN.

25125 13989-51

Les Meubles Drouin ltée
Drouin Furniture Ltd.

Notice is hereby given that "Les Meubles Drouin ltée — Drouin Furniture Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 5.

JEAN-MARC CARIGNAN,
Secretary.

25116 3369-50

Greystone Curling Club Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 24, 1968, approved by-law number V (fixing at 14, the number of its directors) of the corporation "Greystone Curling Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25117 11369-57

Terrac inc.

Notice is given that "Terrac inc.", has changed the number of its directors, from 10 to 15.

LUDGER ST-PIERRE,
Secretary.

25126 11655-62

Kildare Holdings Inc.

Notice is given that "Kildare Holdings Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

S. S. STEIN,
Secretary.

25120-o 1721-65

Northpark Investment Ltd.

Notice is given that "Northpark Investment Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JOSEPH AIN,
President.

25121-o 13330-58

Salon de Barbier Riviera inc.

Notice is hereby given that "Salon de Barbier Riviera inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

RALPH PELUSO,
Secretary.

25123 4675-65

The Julian C. Smith
Memorial Fund Corporation

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 13, 1968, approved the amendments to the general by-laws of "The Julian C. Smith Memorial Fund Corporation", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy-Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25124 3091-40

Tanaco Ltd.

Notice is given that "Tanaco Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

RUBIN ZIMMERMAN,
President.

25125-o 13989-51

International Trust Company
Société de Fiducie Internationale

Avis est donné que « International Trust Company — Société de Fiducie Internationale » a changé le nombre de ses administrateurs, de 10 à 12.

Le secrétaire,
G. S. LYNCH.

25119 160-60

Transparent Paper Products Limited

Avis est donné que la compagnie « Transparent Paper Products Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
G. E. HOWEY.

25127-o 3919-47

L'Aide aux infirmes

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 28 mai 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Aide aux infirmes », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25143-o 5993-41

Animal Kingdom Pet Shoppes & Supply Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Animal Kingdom Pet Shoppes & Supply Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le président et secrétaire-trésorier,
GÉRALD RUBIN.

25144 4239-65

L'Association des Clubs de Croquet de la Province inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 février 1968, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Clubs de Croquet de la Province inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25145-o 436-56

Auto Club Granby inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du « The Granby Automobile Sports Club Reg'd — Club des Sports Automobiles de Granby enr'g », tenue à Granby le 2 avril 1968, le nom de ladite corporation a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « Auto Club Granby inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25146-o 77-65

La Compagnie Paquet, limitée
The Paquet Company, Limited

Avis est donné que « La Compagnie Paquet, limitée — The Paquet Company, Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 7.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL LAURIN.

25148-o 870-01

International Trust Company
Société de Fiducie Internationale

Notice is given that "International Trust Company — Société de Fiducie Internationale" changed the number of its directors from 10 to 12.

G. S. LYNCH,
Secretary.

25119-o 160-60

Transparent Paper Products Limited

Notice is hereby given that "Transparent Paper Products Limited", has changed the number of its directors, from 7 to 5.

G. E. HOWEY,
Secretary.

25127 3919-47

L'Aide aux infirmes

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Co-operatives has approved, on May 28, 1968, the general by-laws of the corporation "L'Aide aux infirmes", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25143 5993-41

Animal Kingdom Pet Shoppes & Supply Co. Ltd.

Notice is given that "Animal Kingdom Pet Shoppes & Supply Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

GÉRALD RUBIN,
President and Secretary-Treasurer.

25144-o 4239-65

L'Association des Clubs de Croquet de la Province inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 29, 1968, approved the general by-laws of "L'Association des Clubs de Croquet de la Province inc.", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25145 436-56

Auto Club Granby inc.

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of "The Granby Automobile Sports Club Reg'd — Club des Sports Automobiles de Granby enr'g", held in Granby, on April 2, 1968, the name of the said corporation has been, by resolution duly adopted for this purpose, changed to that of "Auto Club Granby inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25146 77-65

La Compagnie Paquet, limitée
The Paquet Company, Limited

Notice is given that "La Compagnie Paquet limitée — The Paquet Company, Limited", has changed the number of its directors, from 8 to 7.

JEAN-PAUL LAURIN,
Secretary.

25148 870-01

Collier, Norris & Quinlan Limited

Avis est donné que « Collier, Norris & Quinlan Limited », a changé le nombre de ses directeurs, de 9 à 10.

Le secrétaire,
G. BRADSHAW.

25147 665-31

Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 29 mai 1968, approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de la corporation « Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25149-o 2077-67

La Corporation de l'Étincelle (Saint-Henri)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 14 juin 1968, approuvé les règlements généraux de « La Corporation de l'Étincelle (Saint-Henri) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25150-o 590-68

Crédit-Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Crédit-Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
LAURENT TANGUAY.

25151-o 5260-48

Institut Goethe inc.
Goethe Institute Inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 29 mai 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Institut Goethe inc.— Goethe Institute Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25152-o 2801-67

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 mai 1968, approuvé le règlement (augmentant le nombre des administrateurs de 9 à 13) de la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25153-o 11841-55

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville

Avis est donné que la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 13.

Le secrétaire,
GERMAIN DESHAIES.

25153-o 11841-55

Collier, Norris & Quinlan Limited

Notice is given that "Collier, Norris & Quinlan Limited", has changed the number of its directors from 9 to 10.

G. BRADSHAW,
Secretary.

25147-o 665-31

Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on May 29, 1968, approved the by-laws numbers 1, 2 and 3 of the corporation "Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives.

25149 2077-67

La Corporation de l'Étincelle (Saint-Henri)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on June 14, 1968, the general by-laws of "La Corporation de l'Étincelle (Saint-Henri)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25150 590-68

Crédit-Québec inc.

Notice is hereby given that "Crédit-Québec inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LAURENT TANGUAY,
Secretary.

25151 5260-48

Institut Goethe inc.
Goethe Institute Inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on May 29, 1968, approved the general by-laws of "Institut Goethe inc.— Goethe Institute Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25152 2801-67

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville

Notice is hereby given that the Provincial Secretary of the Province has, on May 24, 1968, approved the by-law (increasing the number of the directors, from 9 to 13) of the corporation "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25153 11841-55

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville

Notice is given that "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville", has changed the number of its directors, from 9 to 13.

GERMAIN DESHAIES,
Secretary.

25153 11841-55

Québec North Shore Paper Company

Avis est donné que « Québec North Shore Paper Company », a changé le nombre de ses administrateurs, de 12 à 9.

Le secrétaire,
F. J. BYINGTON, fils.

25154 1513-38

Women's Art Society of Montreal

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 11 juin 1968, approuvé le règlement numéro 1 de « Women's Art Society of Montreal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25155-o 1601-68

Z-W Leather Sportswear Co. Ltd.

Avis est donné que « Z-W Leather Sportswear Co. Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
M. WISNIEWSKI.

25156 4527-66

Québec North Shore Paper Company

Notice is given that "Québec North Shore Paper Company", has changed the number of its directors from 12 to 9.

F. J. BYINGTON, jr.,
Secretary.

25154-o 1513-38

Women's Art Society of Montreal

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on June 11, 1968, by-law number 1 of "Women's Art Society of Montreal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25155 1601-68

Z-W Leather Sportswear Co. Ltd.

Notice is given that "Z-W Leather Sportswear Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

M. WISNIEWSKI,
Secretary.

25156-o 4527-66

Sièges sociaux

Coast Produce Inc.

Avis est donné que la compagnie « Coast Produce Inc. », a changé son siège social de Québec, au numéro 787, rue du Marché Central, Montréal.

Le secrétaire,
MICHEL MOREAU.

25115-o 12025-62

Bombardier (Québec) ltée

Avis est donné que la compagnie « Bombardier (Québec) ltée » a changé son siège social de Kingsbury, à Valcourt.

Le secrétaire,
CHARLES LEBLANC.

25157-o 4565-63

Echo Holding Corporation

Avis est donné que la compagnie « Echo Holding Corporation » a changé son siège social de 1, Place Ville Marie (bureau 3635), Montréal, à 6340, chemin de la côte de Liesse, Saint-Laurent.

Le secrétaire-trésorier,
JACK SCHWARTZ.

25158 1545-67

Magasins Utilités inc.
Utilities Stores Inc.

Avis est donné que la compagnie « Magasins Utilités inc. — Utilities Stores Inc. », constituée en corporation aux termes des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies par lettres patentes émises le 21 mai 1968 et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal a établi son bureau au numéro 5500 de la rue St-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 31e jour de mai 1968.

(Sceau) *Le président,*
GILLES ARMAND.

25160-o

Head Offices

Coast Produce Inc.

Notice is hereby given that "Coast Produce Inc.", has changed its head office from Québec, to 787 Marché Central Street, Montreal.

MICHEL MOREAU,
Secretary.

25115 12025-62

Bombardier (Québec) ltée

Notice is hereby given that "Bombardier (Québec) ltée", has changed its head office from Kingsbury, to Valcourt.

CHARLES LEBLANC,
Secretary.

25157 4565-63

Echo Holding Corporation

Notice is given that "Echo Holding Corporation" has transferred its head office from Suite 3635, 1 Place Ville Marie, Montreal, to 6340 Côte de Liesse Road, St. Laurent.

JACK SCHWARTZ,
Secretary-Treasurer.

25158-o 1545-67

Magasins Utilités inc.
Utilities Stores Inc.

Notice is hereby given that "Magasins Utilités inc. — Utilities Stores Inc.", incorporated according to the terms of the provisions of Part I of the Companies Act, by letters patent issued May 21, 1968, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 5500 St-Hubert Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 31st day of May, 1968.

(Seal) GILLES ARMAND,
President.

25160

Les Entreprises A. D. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises A. D. inc. » a changé son siège social de Acton Vale, à Saint-Aimé, district de Richelieu.

Le secrétaire,
ROGER AYOTTE.

25159-o 2596-67

Les Entreprises A. D. inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises A.D. inc.", has changed its head office from Acton Vale, to Saint-Aimé, district of Richelieu.

ROGER AYOTTE,
Secretary.

25159 2596-67

Liquidation — Avis de

La Caisse Populaire de St-Paul des Capucins

Avis est donné que « La Caisse Populaire de St-Paul des Capucins », a été dissoute le 11 juin 1968, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25161-o 3058-37

La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg

Avis est donné que « La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg », a été dissoute le 11 juin 1968, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25162-o 2214-44

La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule

Avis est donné que « La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule », a été dissoute le 14 juin 1968, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25163-o 2056-45

Winding up Notice

La Caisse Populaire de St-Paul des Capucins

Notice is hereby given that "La Caisse Populaire de St-Paul des Capucins", was dissolved on June 11, 1968, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25161 3058-37

La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg

Notice is hereby given that "La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg", was dissolved on June 11, 1968, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25162 2214-44

La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule

Notice is hereby given that "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule", was dissolved on June 14, 1968, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25163 2056-45

Syndicats professionnels

L'Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.) Région de Hull & Mont-Laurier

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.-E.Q.) Région de Hull & Mont-Laurier », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 28 mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 39, boulevard Hadley, Hull, district judiciaire de Hull.

Québec, le 31 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5164-o 33-68

Syndicat des Travailleurs de la Construction de Maniwaki (CSN)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Travailleurs de la

Professional Syndicates

L'Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.) Région de Hull & Mont-Laurier

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.-E.Q.) Région de Hull & Mont-Laurier", has been authorized by the Provincial Secretary on May 28, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 39 Hadley Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

Québec, May 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25164 33-68

Syndicat des Travailleurs de la Construction de Maniwaki (CSN)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Travailleurs

Construction de Maniwaki (CSN) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 27 mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 175, rue Eddy, Hull, district judiciaire de Hull.

Québec, le 31 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25165-o 30-68

de la Construction de Maniwaki (CSN)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 27, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 175 Eddy Street, Hull, judicial district of Hull.

Québec, May 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25165 30-68

Ministère des Affaires municipales

Paroisse de Macamic

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 juin 1968 par le conseil municipal de la paroisse de Macamic, comté d'Abitibi, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 17 juin 1968, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de la paroisse de Macamic, comté d'Abitibi, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 17 juin 1968.

Le sous-ministre des affaires municipales,
25166-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Saint-Adalbert

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 1er juin 1968 par le conseil municipal de Saint-Adalbert, comté de L'Islet, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 19 juin 1968, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de Saint-Adalbert, comté de L'Islet, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 19 juin 1968.

Le sous-ministre des affaires municipales,
25166-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

Department of Municipal Affairs

Parish of Macamic

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on June 4, 1968 by the municipal council of the parish of Macamic, county of Abitibi, and pursuant to section 130 of the municipal Code, he has enacted, on June 17, 1968, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Macamic, county of Abitibi, save those required in the *Québec Official Gazette*, will be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 131 of the municipal Code.

Québec, June 17, 1968.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
25166 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Saint-Adalbert

The undersigned gives notice, that as requested in a resolution adopted on June 1, 1968 by the municipal council of Saint-Adalbert, county of L'Islet, and pursuant to section 130 of the municipal Code, he has enacted, on June 19, 1968, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Saint-Adalbert, county of L'Islet, save those required in the *Québec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 130 of the municipal Code.

Québec, June 19, 1968.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
25166 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of a municipal corporation governed by this act, may issue letters patent amending the charter of said corporation, by replacing certain provisions therein by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Saint-Hubert, par sa requête en date du 5 mars 1968, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 24 de la Loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 112, par la disposition correspondante de la Loi des cités et villes.

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1577, en date du 24 mai 1968, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Saint-Hubert, en date du 5 mars 1968, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que la disposition ci-haut mentionnée de la charte de la ville de Saint-Hubert soit remplacée par la disposition correspondante dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des affaires municipales,
25166-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux du village de Saint-Prime et de la paroisse de Saint-Prime, comté de Lac Saint-Jean-Ouest, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité en vertu de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

WHEREAS the Council of the Town of Saint Hubert, by its petition dated March 5, 1968, requests that letters patent be issued in its favour amending its charter by replacing section 24 of Act 6-7 Elizabeth II, chapter 112, by the corresponding provision of the Cities and Towns Act.

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been observed;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1577, dated May 24, 1968, We grant the request of the Council of the Town of Saint Hubert, dated March 5, 1968, and We do hereby declare and order by the present letters patent which shall enter into force from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the above-mentioned provision of the charter of the Town of Saint Hubert be replaced by the corresponding provision in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent shall come into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
25166 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS each of the municipal Councils of the Village of Saint-Prime and of the Parish of Saint-Prime, county of Lake Saint John West adopted, by the absolute majority of its members, a regulation authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council asking him to grant letters patent amalgamating these municipalities and creating a new municipality under the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 28 novembre 1967, a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU QUE la Commission municipale de Québec a tenu une enquête publique le 9 avril 1968 et qu'à la suite de cette enquête elle recommande la fusion;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1572, en date du 24 mai 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées fusionnant le village de Saint-Prime et la paroisse de Saint-Prime, comté de Lac Saint-Jean-Ouest, et créant une nouvelle municipalité sous le nom de « municipalité de Saint-Prime », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1° Le nom de la nouvelle municipalité est « municipalité de Saint-Prime »;

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des Terres et Forêts le 14 mars 1968; cette description apparaît dans l'annexe du décret précité;

3° Les emprunts à long terme contractés par la corporation du village de Saint-Prime demeurent à la charge de cette corporation;

4° La nouvelle municipalité procédera le plus tôt possible à la confection d'un rôle d'évaluation pour le territoire de l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Prime. Le coût de cette confection sera assumé entièrement par les propriétaires d'immeubles situés dans l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Prime, en utilisant d'abord le surplus accumulé de l'ancienne municipalité de la paroisse à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes;

5° La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal. Elle aura un statut de village;

6° Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion. Le quorum sera de huit membres. Le maire de la nouvelle municipalité sera le maire de l'ancienne municipalité du village de Saint-Prime;

7° La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à Saint-Prime, à la salle du collège Pie XII;

8° La date de la première élection générale sera le premier lundi qui suit le soixantième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes et la présentation des candidats aura lieu le mercredi précédent.

Les élections subséquentes auront lieu tous les trois ans et la présentation des candidats le deuxième mercredi de mai. La deuxième élection générale aura cependant lieu en 1971;

9° Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du village de Saint-Prime.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

WHEREAS the publication required by section 6 of the aforementioned act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated November 28, 1967, was sent to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS the Québec Municipal Commission held a public inquiry on April 9, 1968, and following this inquiry, it recommends the amalgamation;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1572, dated May 24, 1968, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that letters patent be granted amalgamating the Village of Saint-Prime and the Parish of Saint-Prime, county of Lake Saint John West, and creating a new municipality under the name of "municipality of Saint-Prime", on the conditions mentioned in the joint petition.

The conditions are as follows:

1. The name of the new municipality is "municipality of Saint-Prime";

2. The territory of the new municipality is that described by the Department of Lands and Forests on March 14, 1968; this description appears in the annex to the aforementioned decree;

3. Long-term loans contracted by the corporation of the Village of Saint-Prime remain the responsibility of said corporation;

4. As soon as possible, the new municipality will proceed to compile a valuation roll for the territory of the former municipality of the Parish of Saint-Prime. The cost of this compilation will be assumed entirely by the proprietors of immovables situated in former municipality of the Parish of Saint-Prime, using, to begin with, the surplus accumulated by the former municipality of the Parish to the date of the coming into force of the letters patent;

5. The new municipality is governed by the municipal Code. It will have the status of a village;

6. Until the first general election, the acting Council will be composed of all the members of both councils existing before the amalgamation. Quorum will be eight members. The mayor of the new municipality will be the mayor of the former municipality of the Village of Saint-Prime;

7. The first meeting of the acting council will be held on the second juridical Monday following the coming into force of the letters patent. It will take place in Saint-Prime, in the hall of Pie XII College;

8. The date of the first general election will be the first Monday following the sixtieth day after the coming into force of the letters patent, and the nomination of the candidates will be held on the preceding Wednesday.

Subsequent elections will be held every three years and the nomination of candidates will take place on the second Wednesday of May. However, the second general election will take place in 1971;

9. The Secretary-Treasurer of the new municipality will be the Secretary-Treasurer of the former municipality of the Village of Saint-Prime.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Description officielle

des limites du territoire
de la municipalité de Saint-Prime,
comté de Lac-Saint-Jean-Ouest

Le territoire actuel des municipalités de la paroisse et du village de Saint-Prime, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, comprenant en référence aux cadastres officiels des cantons d'Ashuapmouchouan et d'Ouiatchouan, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons d'Ashuapmouchouan et d'Ouiatchouan avec la rive actuelle du lac Saint-Jean; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne séparative des rangs C et I du canton d'Ouiatchouan; puis en référence au cadastre officiel de ce canton, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne sud-est du lot 10-2 du rang I; la ligne sud-est du lot 10-2 dans les rangs I, II et III; les lignes sud-est et sud-ouest du lot 10 du rang IV; la ligne sud-est du lot 9 des rangs V et VI; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des cantons d'Ashuapmouchouan et d'Ouiatchouan; partie de ladite ligne séparative de cantons en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI du canton d'Ashuapmouchouan; puis en référence au cadastre officiel de ce canton, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Iroquois; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 7 et 8 du rang VII; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots, cette dernière ligne se prolongeant à nouveau jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Iroquois; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'à la ligne séparative des rangs VII et VIII; partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud-est du lot 16 du rang VIII; la ligne sud-est du lot 16 des rangs VIII et IX; une ligne brisée séparant le canton d'Ashuapmouchouan des cantons de Lyonne et de Demeules jusqu'à la ligne médiane de la rivière à l'Ours; la ligne médiane de la rivière à l'Ours en descendant son cours jusqu'à sa décharge dans la rivière Ashuapmouchouan; une ligne, dans la rivière Ashuapmouchouan, allant vers le nord et joignant l'extrémité de la ligne médiane de la rivière à l'Ours à la ligne médiane de la rivière Ashuapmouchouan; la ligne médiane de cette dernière rivière en descendant son cours et contournant par le nord et le nord-est l'île portant le numéro cadastral 4

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Official description

of the boundaries of the territory
of the municipality of Saint-Prime,
county of Lake Saint John West

The present territory of the municipalities of the parish and of the village of Saint-Prime, in the county of Lake Saint John West, comprising, in reference to the official cadastres of the townships of Ashuapmouchouan and Ouiatchouán, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, highways, watercourses or parts of the same, the whole enclosed by the boundaries hereinafter described, to wit:

Starting at the point of intersection of the line separating the townships of Ashuapmouchouan and Ouiatchouan with the present shore of Lake Saint John; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said line separating the townships to the line separating ranges C and I in the township of Ouiatchouan; thence, in reference to the official cadastre of said township, part of the said line separating the ranges to the southeast line of lot 10-2 on range I; the southeast line of lot 10-2 on ranges I, II and III; the southeast and southwest lines of lot 10 on range IV; the southeast line of lot 9 on ranges V and VI; part of the line separating ranges VI and VII going towards the northwest to the line separating the townships of Ashuapmouchouan and Ouiatchouan; part of the said line separating the townships going towards the northeast to the line separating the ranges V and VI of the township of Ashuapmouchuan; thence, in reference to the official cadastre of said township, part of the said line separating the ranges to the center-line of the Iroquois River; the center-line of the said river flowing along its course to the extension of the line separating lots 7 and 8 on range VII; the said extension and the said line separating the lots, the latter line extending again to the center-line of the Iroquois River; the center-line of the said river flowing along its course to the line separating ranges VII and VIII; part of the said line separating the ranges going towards the northwest to the southeast line of lot 16 on range VIII; the southeast line of said lot 16 on ranges VIII and IX; a broken line separating the township of Ashuapmouchouan from the townships of Lyonne and Demeules to the center-line of the Rivière à l'Ours; the center-line of Rivière à l'Ours flowing back along its course to its outlet into the Ashuapmouchouan River; a line, in the Ashuapmouchouan River, going towards the north and joining the end of the center-line of Rivière à l'Ours to the center-line of the Ashuapmouchouan River; the center-line of the latter river flowing back along its course and skirting, on the north and northeast, the island bearing cadastral

et les anciennes îles connues sous les numéros 3 et 1 jusqu'à l'extrémité sud-est de ladite île No 1; une ligne droite dans le lac St-Jean allant vers l'est jusqu'à un point situé sur le prolongement de la ligne séparative des cantons d'Ashuapmouchouan et d'Ouiatchouan à une distance de 145 chaînes à partir du point d'intersection de ladite ligne séparative de cantons avec la rive sud-ouest actuelle du lac Saint-Jean; enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ;
lesquelles limites définissent le territoire de la nouvelle municipalité de Saint-Prime dans le comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, les municipalités actuelles de la paroisse et du village de Saint-Prime cessant d'exister.

Ministère des Terres et Forêts, Service de l'arpentage et de la géodésie.
Québec, le 14 mars 1968.

L'arpenteur-géomètre,
GÉRARD TANGUAY.
25166-o

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dans le comté de Terrebonne, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 4 décembre 1967, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts en date du 19 avril 1968, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville est de sept mille quatre cent quatre-vingt-quatre âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1582, en date du 24 mai 1968, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

number 4 and the former islands known under numbers 3 and 1 to the southeast extremity of said island No. 1; a straight line in Lake St. John going towards the east to a point situated on the extension of the line separating the townships of Ashuapmouchouan and Ouiatchouan at a distance of 145 chains from the point of intersection of the said line separating the townships with the present southwest bank of Lake Saint John; finally, the said extension to the starting point;
the said boundaries define the territory of the new municipality of Saint-Prime in the county of Lake Saint John West, the present municipalities of the parish and of the village of Saint-Prime ceasing to exist.

Department of Lands and Forests, Surveying and Geodesy Service.
Québec, March 14, 1968.

GÉRARD TANGUAY,
Land-surveyor.
25166

Canada,
Province of Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal council of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, in the county of Terrebonne, governed by the Municipal Code of the Province of Québec, has presented, in conformity with a resolution adopted at its meeting of December 4, 1967, a petition asking that the territory of the said municipality of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, such as described in the official description of the Department of Lands and Forests on April 19, 1968, be erected into a town municipality including a single ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Québec into a town municipality if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville is of seven thousand four hundred and eighty-four souls;

WHEREAS it is expedient to grant this petition of the municipal council of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville.

THEREFORE, KNOW YE THAT with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1582, dated May 24, 1968, and in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and, hereby, decree and order:

THAT the following territory, to wit:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dans le comté de Terrebonne, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemins de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

Partant du coin nord du lot 921; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville des cadastres des paroisses de Sainte-Anne-des-Plaines et de Saint-Louis-de-Terrebonne jusqu'au coin est du lot 429, cette ligne séparative limitant en partie le côté sud-ouest du chemin de la grande ligne de Terrebonne; la ligne sud-est des lots 429 en rétrogradant jusqu'au lot 423 inclusivement, de 421 en rétrogradant jusqu'au lot 396 inclusivement, 393 et 392 soit jusqu'à une ligne dans le lot 329 parallèle à la ligne nord-est dudit lot 329 et distante de quatre-vingt-seize pieds (96′) de cette dernière; ladite ligne parallèle; partie de la ligne sud-est du lot 329 et la ligne sud-est des lots 330 à 338 inclusivement; partie de la ligne nord-est du lot 339 et la ligne nord-est du lot 270, la dernière se prolongeant jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 240; ledit prolongement et ladite ligne; partie de la ligne sud-est des lots 520 et 521 jusqu'à la ligne séparative des lots 228 et 523; une ligne brisée séparant les lots 523, 524, 526 et 528 des lots 228, 231, 227, 226, 223, 222 et 220; partie de la ligne séparative des lots 219 et 528 jusqu'au côté sud-est de l'emprise d'un chemin de fer (lot cadastral 950); le côté sud-est de ladite emprise de chemin de fer en allant, vers le sud-ouest, jusqu'au prolongement d'une ligne dans les lots 539 et 541 menée parallèlement à la ligne séparative des lots 541 et 546 à une distance de cent trente-trois pieds (133′); ledit prolongement et ladite ligne parallèle; partie de la ligne nord-ouest du lot 541 en allant vers le sud-ouest sur la distance de cent trente-trois pieds (133′); la ligne sud-ouest des lots 543, 544 et 545; partie de la ligne sud-est du lot 727 et son prolongement dans le lot 573 jusqu'à un point situé à une distance perpendiculaire de cent cinquante pieds (150′) à partir et au nord-est de la ligne médiane de l'autoroute Montréal-Laurentides; une ligne parallèle à la ligne médiane de l'autoroute Montréal-Laurentides à la distance perpendiculaire de cent cinquante pieds (150′) allant vers le nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec la ligne nord-ouest du lot 672; partie de la ligne nord-ouest dudit lot 672 et la ligne nord-ouest des lots 771 et 772; le côté sud-ouest du chemin de la grande ligne de Sainte-Thérèse en allant, vers le nord-ouest, jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 869; ledit prolongement; enfin, une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Janvier et de Sainte-Thérèse-de-Blainville en allant vers l'est jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Blainville »;

Que le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprennent qu'un seul quartier;

Que l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale de

The actual territory of the municipality of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, in the county of Terrebonne, including in reference to the official cadastre of the said parish, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, routes, railroad right of ways, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits of the territory hereafter described, to wit:

Starting from the northern corner of lot 921; thence, successively, the following lines and demarcations: the line separating the cadastre of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville from the cadastres of the parishes of Sainte-Anne-des-Plaines and from Saint-Louis-de-Terrebonne up to the east corner of lot 429, this separative line limiting in part the southwest side of the road of the great line of Terrebonne; the southeast line of lots 429 retrograding to lot 423 inclusively, from 421 retrograding to lot 396 inclusively, 393 and 392 being up to the line on lot 329 parallel to the northeast line of said lot 329 ane distant ninety-six feet (96′) from the latter; the said line parallel; part of the southeast line of lot 329 and the southeast line of lots 330 to 338 inclusively; part of the northeast line of lot 339 and the northeast line of lot 270; the latter prolonging up to the median line of aux Chiens River; the median line of the said river flowing up its course up to the prolongation of the southwest line of lot 240; the said prolongation and the said line; part of the southeast line of lots 520 and 521 up to the separative line of lots 228 and 523; a broken line separating lots 523, 524, 526 and 528 from lots 228, 231, 227, 226, 223, 222 and 220; part of the separative line of lots 219 and 528 up to the southeast side of the railroad right of way (cadastral lot 950); the southeast side of the said railroad right of way going to the southwest, up to the prolongation of a line on lots 539 and 541 going parallel to the separative line of lots 541 and 546 at a distance of one hundred and thirty-three feet (133′); the said prolongation the said line parallel; part of the northwest line of lot 541 going to the wouthwest on a distance of one hundred and thirty-three feet (133′); the southwest line of lots 543, 544 and 545; part of the southeast line of lot 727 and its prolongation on lot 573 up to a point situated at a perpendicular distance of one hundred and fifty feet (150′) starting from and on the northeast of the median line of autoroute Montreal-Laurentides; a line parallel to the median line of autoroute Montreal-Laurentides at the perpendicular distance of one hundred and fifty feet (150′) going to the northwest up to its meeting with the northwest line of lot 672; part of the northwest line of said lot 672 and the northwest line of lots 771 and 772; the southwest side of the road of the great line of Sainte-Thérèse going, to the northwest, up to its prolongation of the northwest line of lot 869; the said prolongation; finally, a broken line separating the cadastres of the parishes of Saint-Janvier and Sainte-Thérèse-de-Blainville going to the east to the point of departure; be erected into a town municipality under the name of "Town of Blainville";

That the Municipal Council of this town be composed of a mayor and six aldermen and that it include a single ward;

That the place of the first general meeting of the Council of this municipality be the same as that where the meetings of the Council of the Municipal Corporation of the parish of

paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le sous-ministre des affaires municipales,
25166-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Sainte-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne are generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of June, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuance of letters patent hereabove is given in conformity with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
25166 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 28 mai 1968, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 15 mai 1968, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 15 mai 1968, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 15 mai

Department of Education

Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 28, 1968, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 15, 1968, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 15, 1968, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 15, 1968, incorporating: Le

1968, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 15 mai 1968, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 15 mai 1968 constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 24 mai 1968, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal.

Le sous-ministre de l'Éducation,
25171-o ARTHUR TREMBLAY.

Saint-Charles-Borromée

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Dubuc, à la municipalité scolaire de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière.

Québec, le 21 juin 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.
25174-26-2-o 370-02

McMasterville, village de « Cath »

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité de la ville de McMasterville « Cath. », dans le comté de Verchères, à la municipalité scolaire de Beloeil, dans le comté de Verchères.

Québec, le 21 juin 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.
25174-26-2-o 780-02

Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 15, 1968, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières

Notice is hereby given that section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 15, 1968, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on May 24, 1968, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal.

ARTHUR TREMBLAY,
25171 *Deputy-Minister of Education.*

Saint-Charles-Borromée

A request is made to annex, for Catholics only, the actual territory of the school municipality of Saint-Charles-Borromée, in the county of Dubuc, to the school municipality of the city of Kénogami, in the county of Jonquière.

Québec, June 21, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.
25174-26-2 370-02

McMasterville, village de "Cath"

A request is made to annex, for Catholics only, the actual territory of the municipality of the town of McMasterville "Cath.", in the county of Verchères, to the school municipality of Beloeil, in the county of Verchères.

Québec, June 21, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.
25174-26-2 780-02

Demande à la Législature

L'Oratoire Église Baptiste Française

Avis est par les présentes donné que L'Oratoire Église Baptiste Française, une congrégation baptiste ayant sa place de services au 4863 rue Cartier, en la ville de Montréal, Province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en

Application to Legislature

L'Oratoire Église Baptiste Française

Notice is hereby given that L'Oratoire Église Française, a Baptist Congregation having its place of worship at 4863 Cartier Street, in the city of Montréal, Province of Quebec, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incor-

conseil pour être incorporé sous le nom de « L'Oratoire Église Baptiste Française », conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q., 1964. 24996-24-4-o

poration under the name of "L'Oratoire Église Baptiste Française", in conformity with the provisions of chapter 305, RSQ 1964. 24996-24-4-o

Ministère des Finances
Assurances

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Boucherville, comté de Chambly

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Boucherville, comté de Chambly », a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 5 août 1967;

Attendu que le président et le secrétaire-trésorier de ladite compagnie ont produit au Service des assurances, le 27 octobre 1967, une déclaration à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices et ne possède plus aucun actif, ni aucun passif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Boucherville, comté de Chambly » sont annulés à compter du 11 juin 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 11 juin 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,

Le surintendant des assurances,

25075-25-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que le « Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec » a cessé de faire affaires;

Attendu que le « Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 12 juin 1968, il ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement du « Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec » sont annulés à compter du 15 juin 1968.

Donné au bureau du service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 15 juin 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,

Le surintendant des assurances,

25076-25-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

The Sea Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The Sea Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Liverpool, Angleterre, laquelle compagnie était dûment

Department of Finance
Insurance

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Boucherville, county of Chambly

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Boucherville, county of Chambly", has ceased to do business in the Province of Québec as from the 5th of August 1967;

Whereas the president and the secretary-treasurer of the said company have filed, on the 27 October 1967, with the Insurance Branch, a declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, having no assets and no liabilities;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Boucherville, county of Chambly" are cancelled as from the June 11, 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the June 11, 1968.

For the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A CAMARAIRE,

25075-25-2-o *Superintendent of Insurance.*

Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec" has ceased to do business;

Whereas "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the June 12 1968, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec" are cancelled as from the June 15, 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the June 15, 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

25076-25-2-o *Superintendent of Insurance.*

The Sea Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "The Sea Insurance Company Limited", whose head office is situated in Liverpool, England, which company was duly authorized

autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Sun Insurance Office Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 28 novembre 1967 et, lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er janvier 1968;

Attendu que « Sun Insurance Office Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The Sea Insurance Company Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The Sea Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 29 juin 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 29 juin 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Le surintendant des assurances,
25167-26-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Sun Insurance Office Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 28th of November 1967, with effect from the 1st of January 1968;

Whereas "Sun Insurance Office Limited" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "The Sea Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The Sea Insurance Company Limited" are cancelled as from the 29th of June 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 29th of June 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
ROGER-A. CAMARAIRE,
25167-26-2-o *Superintendent of Insurance.*

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Georges de Windsor, Comté de Richmond

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Georges de Windsor, comté de Richmond », a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 31 décembre 1967;

Attendu que le président et le secrétaire trésorier de ladite compagnie ont produit au Service des assurances, le 29 mai 1968, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, n'ayant plus de dette ni de surplus à distribuer;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Georges de Windsor, comté de Richmond » sont annulés à compter du 1er juin 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er juin 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,
Le surintendant des assurances,
25052-25-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Georges de Windsor, County of Richmond

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Georges de Windsor, county of Richmond", has ceased to do business in the Province of Québec as from the 31st of December 1967;

Whereas the president and the secretary-treasurer of the said company has filed, on the 29th of May 1968, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company has cancelled all its policies, having no more debts nor surplus to be distributed;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Georges de Windsor, county of Richmond", are cancelled as from the 1st of June 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives, the 1st of June 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
25052-25-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Granby, canton, comté de Shefford, l'ancienne route No 1, vis-à-vis du lot No 600, sur une longueur de 728 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Dolbeau, comté de Roberval, le chemin Villeneuve, sur une longueur de 928 pieds.

Dans la municipalité de la paroisse de Saints-Gervais et Protais, comté de Bellechasse, l'ancien chemin du 1er rang Est, vis-à-vis des lots P-223, P.224, 225, 229, P-230 et 231, sur une longueur de 500 pieds.

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Granby, township, county of Shefford, the old Route No. 1, facing lot No. 600, to a length of 728 feet.

In the municipality of the town of Dolbeau, county of Roberval, Villeneuve Road, to a length of 928 feet.

In the municipality of the parish of Saints-Gervais and Protais, county of Bellechasse, the old road of the 1st Range East, facing lots P. 223, P. 224, 225, 229, P. 230 and 231, to a length of 500 feet.

Dans la municipalité de Charlesbourg-Est, comté de Chauveau, l'ancienne route du Bourg Royal, vis-à-vis des lots 1048 N.-S. et 692, sur une longueur de 1,454 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Aylmer, comté de Gatineau, deux parties de l'ancienne route No 8: *a*) la rue Principale, sur une longueur de 2,725 pieds; *b*) la rue Tiberius, sur une longueur de 2,325 pieds.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ignace-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, l'ancien chemin Bedford-Farnham, vis-à-vis du lot 1534, sur une longueur de 140 pieds.

Dans la municipalité de Bedford, canton, comté de Missisquoi, l'ancien chemin Bedford-Farnham, vis-à-vis des lots 1555 et 1556, sur une longueur de 774 pieds.

Québec, le 12 juin 1968.

Le ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

25168-o

In the municipality of Charlesbourg-East, county of Chauveau, the former Bourg Royal, facing lots 1048 N.-S. and 692, to a length of 1,454 feet.

In the municipality of the town of Aylmer, county of Gatineau, two parts of the old Route No. 8: (*a*) Main Street to a length of 2,725 feet; (*b*) Tiberius St. to a length of 2,325 feet.

In the municipality of the parish of Saint-Ignace-de-Stanbridge, county of Missisquoi, the old Bedford-Farnham Road, facing lot 1534, to a length of 140 feet.

In the municipality of Bedford, township, county of Missisquoi, the old Bedford-Farnham Road, facing lots 1555 and 1556 to a length of 774 feet.

Québec, June 12, 1968.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

25168

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II)

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

I. *Objet du plan*

1. Obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé;

2. Ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché;

3. Ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur;

4. Ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché;

5. Rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs et de corriger les inégalités dans leur obtention ou leur coût; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs;

6. Mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan conjoint;

7. Rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations;

8. Prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé;

9. Constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé;

10. Coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en

Québec Agricultural Marketing Board

The Joint Plan concerning the Laurentides Wood Producers (Section II)

Notice of sanction of the Joint Marketing Plan

I — *Object*

1. To obtain for the interested producer the most favourable marketing conditions for the contemplated product.

2. To regulate and control the production of the contemplated product in order to prevent the waste of the tree plantations, to satisfy the requirements and the needs of the market and to guarantee a fair share of the market opportunities among the producers.

3. To regulate and control the marketing of the contemplated product and to try to establish direct relations between the manufacturers and the producers.

4. To regulate and control the dispatching to the market of the contemplated product.

5. To study the means of correcting the unevenesses of the marketing services, to improve them, to reduce their cost and to bring them under the exclusive control of the producers; to protect the producer against loss or deterioration of his product in possession of a third person and against loss of revenue due to insolvency of the purchaser or against a justified loss of a market sale outlet; to lower production costs and to improve production conditions; to maintain and to augment the quality and the efficiency of tree plantations and to apply solutions deemed advantageous to all producers.

6. To conduct any investigation beneficial to the object of the joint plan.

7. To study the most profitable market sale outlets and to find the best utilization as well as new market outlets and utilizations.

8. To take the initiative and to collaborate with any initiative meant to increase and improve the disposal of the contemplated product.

9. To form stocks with the object of meeting varying marketing phases of the contemplated product.

10. To co-operate with organizations on the provincial, national and international level,

vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors de la province de Québec;

11. Confier à un Syndicat de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan conjoint et lui assurer les moyens matériels requis.

II — *Désignation*

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides, section II. »

III — *Produit visé*

Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le Ministère des Terres et Forêts de la Province de Québec, est le produit visé par le présent plan conjoint.

IV — *Conditions à remplir pour être un producteur intéressé*

Toute personne, propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisé couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Terrebonne et Deux-Montagnes, ainsi que dans les îles de Montréal, Jésus et Bizard qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

V — *Étendue de l'application et extension juridique du plan*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan conjoint.

VI — *Réalisation du plan*

La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan conjoint sont confiées au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (U.C.C.).

VII — *Agent de négociation et de vente*

Le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (U.C.C.) sera l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan conjoint.

VIII — *Devoirs, obligations et engagements du producteur*

LE PRODUCTEUR DEVRA:

1. Se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;

2. Honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi des Marchés Agricoles;

3. Se procurer un quota de production et de vente et le respecter;

4. Confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production;

5. Se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes;

with a view to market the contemplated product within and outside the Province of Québec.

11. To entrust a Producers' Syndicate with the achievement of the objectives of the joint plan, and to provide the necessary material means.

II — *Designation*

The joint plan is designated as: "The Laurentians' Wood Producers Joint Plan, Section II."

III — *Contemplated product*

Leafy or resinous wood coming from the woodlot of an interested producer or from a woodlot for which a selling permit has been obtained by an interested producer, excepting the permits issued by the Department of Lands and Forests of the Province of Québec, is a product contemplated by this joint plan.

IV — *Conditions required to be an interesting producer*

Any person who, being the owner or the proprietor, as the case may be, of a woodlot covering a surface of ten acres or more, situated in the municipal counties of Terrebonne and Two Mountains, and in the Islands of Montreal, Jesus and Bizard, who can market the product, is an interested producer.

V — *Extent of validity and legal extention of the plan*

From the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, the joint plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation, all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfil or meet the conditions required to be qualified as an interested producer.

VI — *Carrying out of the plan*

The carrying out, the management, the supervision and the administration of the joint plan, are entrusted to the "Syndicat des Producteurs de Bois des Laurentides (U.C.C.)".

VII — *Negotiating and selling agent*

The "Syndicat des Producteurs de Bois des Laurentides (U.C.C.)" shall be the negotiating and sales agent designated for the carrying out of the joint plan.

VIII — *Duties, obligations and commitments of producers*

THE PRODUCER MUST:

1. Conform with all decisions and regulations adopted by the Syndicate, using the powers granted to the latter under the Québec Agricultural Marketing Act.

2. Honour any agreement and any contract made by the Syndicate or its delegate, in the exercise of the powers and attributions granted by the Québec Agricultural Marketing Act.

3. Obtain a production and marketing quota and abide by it.

4. Entrust the Syndicate with the exclusive marketing of his production.

5. Conform with the standards of quality and production established by the Syndicate, and submit to any inspection intended to verity the observance of those standards.

6. Payer les frais d'administration du plan conjoint ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui;

7. Contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui;

8. Identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan;

9. Fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan;

10. Diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat;

11. N'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat;

IX — *Devoirs du syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente*

LES DEVOIRS DU SYNDICAT SERONT:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec impose à un office de producteurs;

2. Profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international;

3. Mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé;

4. En tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exigent sa propre administration.

X — *Pouvoirs et attributions du syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente*

LE SYNDICAT POURRA:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province de Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2. Émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan conjoint;

3. Réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie;

4. Sujet à l'approbation préalable de la Régie des Marchés Agricoles, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation;

5. Retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepositaires et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

6. Exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit

6. Defray the administration costs of the joint plan, as well as the negotiating and marketing costs, according to the amount and conditions that the Syndicate shall establish, and authorize any buyer to deduct his share and remit it to the Syndicate or to any person designated by it.

7. Contribute to the establishment of the reserves required to carry out the marketing of the contemplated product and authorize any buyer to deduct that contribution and remit it to the Syndicate or to any person designated by it.

8. Identify his product with the label chosen by the Syndicate, identifying it as a product contemplated by the plan.

9. Provide the Syndicate with any information deemed useful to the carrying out of the plan.

10. Send, when so requested, all or part of the contemplated product to one or more buyers, or to one or more buyer's agents designated by the Syndicate.

11. Not dispatch the contemplated product except, at the time and place decided by the Syndicate.

IX — *Duties of the syndicate in its capacity as a producers' board and as a negotiating and selling agent.*

THE DUTIES OF THE SYNDICATE ARE:

1. To perform all duties and obligations imposed on a producers' board under the Québec Agricultural Marketing Act;

2. To take advantage of the existing outlets and direct the production in accordance with the needs of provincial, national and international markets.

3. To make investigations with a view to find new outlets, improve existing outlets and ameliorate the marketing conditions of the contemplated product.

4. To have, as being vested with the powers and duties of a producers' board, a fund and a bookeeping system different from that required for its own administration.

X — *Powers and attributions of the syndicate in its capacity as a producers' board and as a negotiating and selling agent*

THE SYNDICATE MAY:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of the contemplated product and, for this purpose, exercise the powers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;

2. Issue production and marketing quota to producers bound by the joint plan;

3. Regulate, in full or in part, the transfer of production and sale quota;

4. Subject to a preliminary approval of the Québec Agricultural Marketing Board, establish the pecuniary participation of each producer to the administration of the joint plan and to any reserve funds that may be created as well as how that participation shall be collected;

5. Retain the services of carriers, processors, warehousemen and of any other person whose intervention is necessary for the marketing of the product; ensure payment of the services rendered, and determine the share that each producer must pay, as well as the mode of collection;

6. Request from any person whose intervention is necessary to the marketing of the con-

visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession;

7. Planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants;

8. Établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes;

9. Statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit.

10. Prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières;

11. Contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée;

12. Déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise;

13. Ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin:

a) ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes;

b) prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix de vente;

c) obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur;

d) obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur;

14. Déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions;

15. Signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujetti au plan conjoint, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

16. Établir un Comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs templated product, an insurance policy covering any risk of loss or deterioration of the product when in their possession;

7. Plan the transportation of the contemplated product to lower its cost and to guarantee the buyers a steady and sufficient supply.

8. Establish pooling stations for the dispatch of the product contemplated by the plan and delimit the zones covered by these stations;

9. Determine the conditions of production, preservation, processing and handling or transportation of the contemplated product, the quality, the shape thereof, the inscription or indications required on the product.

10. Prescribe the classification and the labelling of the contemplated product, and the conditions under which the classification and labelling shall be effected and established for such purpose particular grades, classifications or names;

11. Establish quota for production and sale, fix the time and place of marketing, prohibit marketing outside the fixed time or place or in violation of the established quota or standard;

12. Determine the mode and conditions of marketing of the contemplated product, or prohibit the marketing thereof otherwise than through its agency;

13. Order, organize, direct and supervise the joint marketing of a contemplated product, in order that the producers, whose products are sold during a fixed period and on a designated market shall each receive from the proceeds of sale the same price which may vary for reasons unconnected with the real value of the product, and to this end:

(*a*) to order that there shall be deducted from the proceeds of sale the whole or part of the part of the cost of carrying out, supervision and audit incurred with respect to such sales;

(*b*) to prescribe the conditions under which joint sales shall be made, the payment of the sale price, the sharing of the net proceeds of sales amont producers, the provisional fixing prior to sale and the final fixing after sale of the price to be paid to the producer for his product, the payment of the price so fixed and the repayment to the purchaser, should the case occur, of the excess of the sale price.

(*c*) to compel the purchaser to pay to the producer the price fixed for his product and, should the case occur, to pay to the Syndicate or to a selling agent the excess of the sale price over the fixed price; if the fixed price exceeds the sale price, the Syndicate or selling agent shall repay the excess to the purchaser;

(*d*) to compel the buyer of the contemplated product to pay the price to the Syndicate or to a selling agent, so that the sharing of the net proceeds of sale be made according to regulations in force.

14. Entrust any person with a part of its powers and attributions.

15. Sign any contract and, thereby, bind each producer subjected to the joint plan, and determine the duration and conditions for its renewal.

16. Establish a Good Will Committee to study and find solution to the producers' griev-

teurs relativement à l'exécution du plan conjoint, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

17. Établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différents suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan conjoint dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit;

18. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan conjoint;

19. Obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation;

20. Faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan conjoint;

21. Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement:

a) le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix;

b) les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;

c) l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat;

d) les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production;

e) les conditions de livraison;

f) les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan conjoint et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

h) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité;

j) les priorités à donner aux producteurs assujettis au présent plan conjoint pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs assujettis au plan.

XI — *Administration du plan conjoint*

1. Le plan conjoint est administré par le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (U.C.C.), dont le Conseil d'Administration est présentement composé des personnes suivantes, tous producteurs intéressés au sens des présentes:

ances with respect to the carrying out of the joint plan, determine the regulations of the Committee and the full implications of its decisions;

17. Establish a procedure of settlement and arbitration of disputes and grievances occuring at the making or during the carrying out of the joint plan, in connection with relations established with any buyer or any person whose intervention is necessary to the marketing of the product;

18. Obtain from the producers all information judged useful to carry out the joint plan effectively;

19. Obtain from the buyers the information and the documents needed for the supervision of the contemplated product payment, according to its use.

20. Make all inquiries of such a nature as to attain the ends set down in the joint plan;

21. Negotiate with any person bound to do so by the Quebec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

a) the selling price of the contemplated product, as well as the conditions and the methods of payment;

b) the conditions, means and cost of transportation, storage and processing should it be necessary, or of any other service related to the marketing of the contemplated product;

(*c*) the valuation of the quantity, weight, shape, quality as well as the standards applicable for each case and the supervision of their application by an appointed representative of the Syndicate;

(*d*) the supervising conditions regarding the payment of the contemplated product according to its classification and use, including the obtainmend of the information and the documents needed for that supervision as well as its form and the frequency of their production;

(*e*) the delivery conditions;

(*f*) the methods of withholding by the purchaser or by any person receiving the lump sum from the joint marketing of the product, of the necessary contribution to finance the joint plan and its remittance to the Syndicate as well as of any sum required for the payment of services rendered by a middleman, and its remittance to the Syndicate or its delegate;

(*g*) the duration of agreements as well as the conditions for their renewal and those permitting the reopening of negotiations;

(*h*) the settlement and arbitration procedures relating to grievances and disputes both at the time of signing and during the course of an agreement;

(*i*) the coverage of any liability insurance policy;

(*j*) the priorities to be given to the producers bound by this joint plan regarding the buyers' sources of supply as well as the wood quantities that the latter must buy from the producers bound by the plan.

XI — *Administration of the joint plan*

1. The joint plan shall be administered by the "Syndicat des Producteurs de Bois des Laurentides (U.C.C.)" whose Board of Directors is presently made up of the following persons, being all interested producers within the meaning of this present joint plan:

Président:	Henri-Paul Servant	Chénéville	(Pap.)
Vice-Président:	Jean-Paul Rochon	St-Philippe	(Arg.)
Directeurs:	André Durocher	R. R. 4 Buck	(Pap.)
	Aimé Nadon	Perkins	(Pap.)
	Marcel Raby	R. R. 3 Thurso	(Pap.)
	Yvon Sabourin	Ripon	(Pap.)
	Edgar Desormeaux	St-Émile Sofolk	(Pap.)
	Noël Legris	R. R. 1 Fassett	(Pap.)
	Réjean Lamarche	St-Philippe	(Arg.)

2. Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de la section IV des présentes;

3. Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents sera celui prévu par les règlements du Syndicat;

4. Le Syndicat devra convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur;

5. Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez Nous;*

6. Si le Syndicat ne représente, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs intéressés assujettis au plan conjoint, la Régie pourra décréter, après audition, des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan conjoint.

Cet office de producteurs sera composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu des présentes; et les biens et obligations du Syndicat, qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan conjoint, seront transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie des marchés agricoles.

Si le Syndicat peut démontrer, par la suite, à la satisfaction de la Régie qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan conjoint. L'office des producteurs sera alors aboli.

XII — *Mode de financement*

L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution sera déterminé par ledit Syndicat, au moyen d'une résolution qui devra être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du Syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins 0.05 la corde de bois, mesurant 4′ x 8′ x 4′ ou son équivalent, la contribution est de 0.35 la corde de bois ou son

2. The administrators of the Syndicate must be interested producers within the meaning of section IV of this present plan;

3. The method of replacing, electing or nominating subsequent administrators shall be that provided for in the Syndicate regulations;

4. The Syndicate must convene and hold, at least once a year, a general meeting of all the producers subjected to the joint plan to render, as a producers' Board, an account of its activities, submit financial reports for approval and proceed to the nomination of an auditor;

5. Except when the Quebec Agricultural Marketing Act asks for the application of a Board's regulation to its publication in the *Québec Official Gazette*, the regulations related to the modalities of the carrying out of the joint plan and the exercise of the Syndicate's powers shall be published in French and English in "*La Terre de Chez Nous*".

6. If the Syndicate does not, in the opinion of the Board, represent the majority of the interested producers bound by the joint plan, the Board can decree, after hearing the parties concerned, that a Producer's Board shall be entrusted, at a given date, with the carrying out and administration of the joint plan.

This Producer's Board shall be made up of administrators elected by the interested producers at a special general meeting convened to this end by the Board.

The Producer's Board and its administrators shall have the rights, duties and attributions granted to the Syndicate under these presents, and the assets and obligations of the Syndicate which is obtained as administrator of the joint plan will be transferred to this Producers' Board in the manner prescribed by the Board.

If afterwards, the Syndicate can prove to the satisfaction of the Board that it again represents the absolute majority of the interested producers, the said Board may, by following the procedure outlined above, entrust the Syndicate with the administration and carrying out of the joint plan. The Producers' Board shall then be abolished.

XII — *Financing*

The administration and carrying out of the joint plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the joint plan, according to the method selected by the Syndicate.

The amount of this contribution shall be determined by the said Syndicate, by means of a resolution which must be approved by the Quebec Agricultural Marketing Board before coming into force.

Until it is amended by such a resolution, and considering that the interested producers, members of the Syndicate, already pay a fee amounting to at least 0.05 per cord of cut wood measuring 4′ x 8′ x 4′ or its equivalent, the contribution shall be of 0.35 per cord of

équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de 0.30 la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

XIII — *Règle d'interprétation*

Au cas de difference entre le texte français et le texte anglais du présent plan conjoint, ou d'un règlement, le texte français prévaudra.

Montréal, ce 21 juin 1968.

Le secrétaire intérimaire,

ROCH MORIN.

25170-o

cut wood or its equivalent sold to the buyers by producers which are not members of the Syndicate and of 0.30 per cord of cut wood or its equivalent, sold to the buyers by producers being members of the Syndicate.

The contributions paid to the Syndicate under the Quebec Agricultural Marketing Act, must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the joint plan.

XIII — *Interpretation*

In case of discrepancy between the French and English text in the present joint plan, or in a regulation, the French text shall prevail.

Montreal, June 21, 1968.

ROCH MORIN,
Acting Secretary.

25170

Soumissions

Ville de Greenfield Park
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J. R. Dumas, greffier, Hôtel de ville, 156, boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 18 juillet 1968, pour l'achat de $735,000 d'obligations de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 271 (309) — $138,000 — aqueduc, égouts; 273 — $130,000 — divers travaux d'améliorations locales; 300 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie; 310 — $5,000 — éclairage; 313 — $65,000 — voirie; 315 — $65,000 — voirie, éclairage; 329 — $120,000 — aqueduc; 330 — $112,000 — achat d'équipement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $735,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$25,000
1er août 1970	27,000
1er août 1971	28,000
1er août 1972	30,000
1er août 1973	32,000
1er août 1974	34,000
1er août 1975	36,000
1er août 1976	39,000
1er août 1977	40,000
1er août 1978	41,000
1er août 1979	31,000
1er août 1980	33,000
1er août 1981	34,000
1er août 1982	37,000
1er août 1983	39,000
1er août 1984	41,000
1er août 1985	44,000
1er août 1986	47,000
1er août 1987	49,000
1er août 1988	48,000

Tenders

Town of Greenfield Park
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. R. Dumas, city clerk, Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., Thursday, July 18, 1968, for the purchase of $735,000 of bonds for the town of Greenfield Park, county of Chambly, dated August 1, 1968 and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on August 1st and February 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption of the present notice.

By-laws Nos: 271 (309) — $138,000 — aqueduct, sewers; 273 — $130,000 — various local improvement works; 300 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads; 310 — $5,000 — lighting; 313 — $65,000 — roads; 315 — $65,000 — roads, lighting; 329 — $120,000 — aqueduct; 330 — $112,000 — purchase of equipment.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $735,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$25,000
August 1, 1970	27,000
August 1, 1971	28,000
August 1, 1972	30,000
August 1, 1973	32,000
August 1, 1974	34,000
August 1, 1975	36,000
August 1, 1976	39,000
August 1, 1977	40,000
August 1, 1978	41,000
August 1, 1979	31,000
August 1, 1980	33,000
August 1, 1981	34,000
August 1, 1982	37,000
August 1, 1983	39,000
August 1, 1984	41,000
August 1, 1985	44,000
August 1, 1986	47,000
August 1, 1987	49,000
August 1, 1988	48,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $48,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entier, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Greenfield Park.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $48,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $48,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, les 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 18 juillet 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 156, boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park, (Chambly), ce 20 juin 1968.

Le greffier,
J. R. DUMAS.

Hôtel de ville, 156, boulevard Churchill,
Greenfield Park, (Chambly) P.Q.
Téléphone: 671-5955, code 514. 25175-o

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance partly as ten-year short-term bonds and partly as twenty-year fixed-term bonds, provided however that this latter part be for an amount not less than $48,000, and if greater than the latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, taking into account the tables of maturities appearing in this notice, starting at the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, capital and accrued interests, if any, by certified cheque payable at par at Greenfield Park.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank, in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $48,000. However, should they be issued partly as twenty-year fixed-term for an amount more than $48,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, July 18, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Greenfield Park, (Chambly), June 20, 1968.

J. R. DUMAS,
City Clerk.

Town Hall, 156 Churchill Boulevard
Greenfield Park, (Chambly) P.Q.
Telephone: 671-5955, code 514. 25175

Cité de Montréal-Nord
Comté de Bourassa

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Bergeron, C.A., secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourassa, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 juillet 1968, pour l'achat de $1,908,000 d'obligations de la cité de Montréal-Nord, comté de Bourassa, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque

City of Montreal-North
County of Bourassa

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be will be received by the undersigned, René Bergeron, C.A., secretary-treasurer, Town Hall, 4242 Place de l'Hôtel de ville, Montreal-North, county of Bourassa, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 15, 1968 for the purchase of an issue of $1,908,000 of bonds for the city of Montreal-North, county of Bourassa, dated August 1st, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest

année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels, entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement Nos: 737 — $27,200 — aqueduc, égouts; 747 — $32,700 — égouts; 806 — $132,000 — pavage et trottoirs; 807 — $136,500 — pavage et trottoirs; 808 — $88,600 — pavage et trottoirs; 809 — $81,000 — pavage et trottoirs; 810 — $175,000 — pavage et trottoirs; 811 — $60,000 — aqueduc et égouts; 816 — $150,000 — éclairage de rues; 817 — $110,000 — aménagements de parcs; 828 — $15,000 — travaux d'arpentages et d'évaluation; 829 — $155,000 — égouts; 841 — $152,000 — aqueduc et égouts; 852 — $6,000 — aqueduc, égouts, expropriation; 863 — $530,000 — acquisition de terrains; 873 — $30,000 — plan et frais préliminaire pour la construction d'un tunnel; 876 — $27,000 — finition de l'atelier de réparation.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $1,908,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$ 52,000
1er août 1970	57,000
1er août 1971	60,000
1er août 1972	64,000
1er août 1973	68,000
1er août 1974	73,000
1er août 1975	77,000
1er août 1976	84,000
1er août 1977	90,000
1er août 1978	95,000
1er août 1979	86,000
1er août 1980	91,000
1er août 1981	99,000
1er août 1982	107,000
1er août 1983	113,000
1er août 1984	120,000
1er août 1985	129,000
1er août 1986	138,000
1er août 1987	146,000
1er août 1988	159,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $159,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

may be the same for the whole issue; however should a different rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or several entire annual amortizations, as shown in the table of redemption of the present notice.

By-laws Nos: 737 — $27,200 — aqueduct, sewers; 747 — $32,700 — sewers; 806 — $132,000 — paving and sidewalks; 807 — $136,500 — paving and sidewalks; 808 — $88,600 — paving and sidewalks; 809 — $81,000 — paving and sidewalks; 810 — $175,000 — paving and sidewalks; 811 — $60,000 — aqueduct and sewers; 816 — $150,000 — street lighting; 817 — $110,000 — parks set-ups; 828 — $15,000 — land surveys and appraisement; 829 — $155,000 — sewers; 841 — $152,000 — aqueduct and sewers; 852 — $6,000 — aqueduct, sewers, expropriation; 863 — $530,000 — purchase of lands; 873 — $30,000 — preliminary plan and costs for the building of a tunnel; 876 — $27,000 — finishing of the repair shop.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $1,908,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$ 52,000
August 1, 1970	57,000
August 1, 1971	60,000
August 1, 1972	64,000
August 1, 1973	68,000
August 1, 1974	73,000
August 1, 1975	77,000
August 1, 1976	84,000
August 1, 1977	90,000
August 1, 1978	95,000
August 1, 1979	86,000
August 1, 1980	91,000
August 1, 1981	99,000
August 1, 1982	107,000
August 1, 1983	113,000
August 1, 1984	120,000
August 1, 1985	129,000
August 1, 1986	138,000
August 1, 1987	146,000
August 1, 1988	159,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term bonds and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $159,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, starting at the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include one only of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal-North.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $159,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $159,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 15 juillet 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourassa, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Nord, (Comté de Bourassa), ce 19 juin 1968.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, C.A.

Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville,
Montréal-Nord, (Bourassa), P.Q.
Téléphone: 322-6271, code 514. 25176-o

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $159,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $159,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, July 15, 1968, at 8:00 o'clock p.m. in the Town Hall, 4242 Place de l'Hôtel de ville, Montreal-North, county of Bourassa, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Montreal-North, (County of Bourassa), June 19, 1968.

RENÉ BERGERON, C.A.,
Secretary-Treasurer.

Town Hall 4242 Place de l'Hôtel de ville
Montreal-North, (Bourassa) P.Q.
Telephone: 322-6271, code 514. 25176

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Léonard-de-Port-Maurice
Comté d'Olier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André De Vogelaere, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 8169, rue Collerette, St-Léonard, comté d'Olier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 17 juillet 1968, pour l'achat de $776,000 d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté d'Olier, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Résolution d'emprunt en date du 19 mars 1968 — $776,000 — Construction de l'école élémentaire « Georges-Étienne Cartier ».

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $776,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	x$58,000
1er août 1970	x 62,000
1er août 1971	x 67,000
1er août 1972	x 72,000
1er août 1973	x 77,000
1er août 1974	x 83,000
1er août 1975	15,000
1er août 1976	16,000
1er août 1977	18,000
1er août 1978	19,000
1er août 1979	21,000

The School Commissioners for the Municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice
County of Olier

Puglic notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André De Vogelaere, secretary-treasurer, Office of the School Commission, 8169 Collerette Street, St-Léonard, county of Olier, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Wednesday, July 17, 1968, for the purchase of an issue of $776,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Olier, dated from August 1, 1968 and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

Loan resolution dated March 19, 1968 — $776,000 — Construction of "Georges-Étienne Cartier" elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $776,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	x$58,000
August 1, 1970	x 62,000
August 1, 1971	x 67,000
August 1, 1972	x 72,000
August 1, 1973	x 77,000
August 1, 1974	x 83,000
August 1, 1975	15,000
August 1, 1976	16,000
August 1, 1977	18,000
August 1, 1978	19,000
August 1, 1979	21,000

1er août 1980	$ 22,000
1er août 1981	24,000
1er août 1982	25,000
1er août 1983	27,000
1er août 1984	29,000
1er août 1985	32,000
1er août 1986	34,000
1er août 1987	36,000
1er août 1988	39,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $444,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements annuels égaux de $74,000 chacun, de 1969 à 1974 inclusivement.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $39,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $39,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $39,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 17 juillet 1968, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Wilfrid-Bastien, 8135, rue Collerette, St-Léonard, comté d'Olier, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (Comté d'Olier), ce 26 juin 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ DE VOGELAERE.

Bureau de la Commission Scolaire,
8169, rue Collerette, St-Léonard, (Olier), P.Q.
Téléphone: 321-9712, code 514. 25177-o

August 1, 1980	$ 22,000
August 1, 1981	24,000
August 1, 1982	25,000
August 1, 1983	27,000
August 1, 1984	29,000
August 1, 1985	32,000
August 1, 1986	34,000
August 1, 1987	36,000
August 1, 1988	39,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $444,000, granted by the Provincial Government and payable in six equal yearly instalments of $74,000 each, from 1969 to 1974 inclusively.

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term bonds serially, also tenders shall be received and considered as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed bonds, provided however that this latter part be not for less than an amount inferior to $39,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables of maturities appearing in this notice, and beginning at the last years of maturity of the hereafter mentioned renewable part. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $39,000. However, if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $39,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, July 17, 1968, at 8:00 o'clock, p.m., at the Wilfrid-Bastien School Hall, 8135 Collerrette Street, St-Léonard, County of Olier, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (County of Olier), June 26, 1968.

ANDRÉ DE VOGELAERE,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
8169, Collerette St., St-Léonard, (Olier), P.Q.
Telephone: 321-9712, code 514. 25177

Paroisse de Saint-Sulpice
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Augustin Blais, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 1143, Rue Notre-Dame, Saint-Sulpice, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École Adélard Boucher, 901, Rue Notre-Dame, Saint-Sulpice, comté de L'Assomption, P.Q., lundi, le 15 juillet 1968, pour l'achat de $98,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Sulpice, comté de L'Assomption, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 23 — $41,800 — Aqueduc; 24 — $56,200 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $98,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$ 500
1er août 1970	500
1er août 1971	500
1er août 1972	500
1er août 1973	1,000
1er août 1974	1,000
1er août 1975	1,000
1er août 1976	1,000
1er août 1977	1,000
1er août 1978	1,000
1er août 1979	1,000
1er août 1980	1,000
1er août 1981	1,500
1er août 1982	2,000
1er août 1983	2,000
1er août 1984	2,000
1er août 1985	2,000
1er août 1986	2,000
1er août 1987	2,000
1er août 1988	74,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $6,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1988 au montant de $74,500 comprend un solde de $72,500 renouve-

Parish of Saint-Sulpice
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Augustin Blais, secretary-treasurer, Office of the Corporation, 1143 Notre-Dame Street, Saint-Sulpice, county of L'Assomption, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., and after until 8:00 o'clock, at the Adélard Boucher School Hall, 901 Notre-Dame Street, Saint-Sulpice, county of L'Assomption, P.Q., Monday, July 15, 1968, for the purchase of an issue of $98,000 of bonds for the parish of Saint-Sulpice, county of L'Assomption, dated from August 1, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law Nos.: 23 — $41,800 — aqueduct; 24 — $56,200 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $98,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$ 500
August 1, 1970	500
August 1, 1971	500
August 1, 1972	500
August 1, 1973	1,000
August 1, 1974	1,000
August 1, 1975	1,000
August 1, 1976	1,000
August 1, 1977	1,000
August 1, 1978	1,000
August 1, 1979	1,000
August 1, 1980	1,000
August 1, 1981	1,500
August 1, 1982	2,000
August 1, 1983	2,000
August 1, 1984	2,000
August 1, 1985	2,000
August 1, 1986	2,000
August 1, 1987	2,000
August 1, 1988	74,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly 10-year short-term bonds and partly 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter amount be for an amount not less than $6,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, the tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The August 1, 1988 maturity, in the amount of $74,500 includes a balance of $72,500 renewable

lable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1989	$ 2,000
1er août 1990	2,000
1er août 1991	2,000
1er août 1992	2,600
1er août 1993	2,500
1er août 1994	2,500
1er août 1995	2,500
1er août 1996	3,000
1er août 1997	3,500
1er août 1998	3,500
1er août 1999	3,500
1er août 2000	3,500
1er août 2001	4,000
1er août 2002	4,000
1er août 2003	4,000
1er août 2004	5,500
1er août 2005	5,500
1er août 2006	5,500
1er août 2007	5,500
1er août 2008	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $74,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $74,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 15 juillet 1968, à 8 heures du soir, Salle de l'École Adélard Boucher, 901, Rue Notre-Dame, Saint-Sulpice, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Sulpice, (Comté de L'Assomption), ce 25 juin 1968.

Le secrétaire-trésorier,
AUGUSTIN BLAIS.

Bureau de la Corporation,
1143, Rue Notre-Dame,
Saint-Sulpice, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 837-4450, code, 514. 25178-o

for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
August 1, 1989	$ 2,000
August 1, 1990	2,000
August 1, 1991	2,000
August 1, 1992	2,000
August 1, 1993	2,500
August 1, 1994	2,500
August 1, 1995	2,500
August 1, 1996	3,000
August 1, 1997	3,500
August 1, 1998	3,500
August 1, 1999	3,500
August 1, 2000	3,500
August 1, 2001	4,000
August 1, 2002	4,000
August 1, 2003	4,000
August 1, 2004	5,500
August 1, 2005	5,500
August 1, 2006	5,500
August 1, 2007	5,500
August 1, 2008	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $74,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $74,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 15, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at Adélard Boucher School Hall, 901 Notre-Dame Street, Saint-Sulpice, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Sulpice, (County of L'Assomption), this June 25, 1968.

AUGUSTIN BLAIS,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
1143 Notre-Dame Street,
Saint-Sulpice, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 837-4450, code 514. 25178

Vente — Loi de faillite

André Raymond

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure (en matière de faillite), C. S. No F-341; dans l'affaire de la faillite de André Raymond, contracteur, St-Noël, comté de Matapédia, Québec, failli.

Avis est par les présentes donné comme suit:

Sale — Bankruptcy Act

André Raymond

Canada, Province of Québec, district of Rimouski, Superior Court (in a matter of bankruptcy), S. C. No. F-341; in the bankruptcy of André Raymond, Contractor, Saint-Noël, county of Matapédia, Québec, bankrupt.

Notice is hereby given as follows:

MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1968, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendus par encan public, sur les lieux à St-Noël, comté de Matapédia, Québec, les immeubles suivants:

a) Un terrain situé dans le village de St-Noël mesurant 60 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur plus ou moins, borné au nord par Ulderic Tardif, au sud par Adéodat Ouellet, à l'est par Joachim Turcotte et à l'ouest par la grande ligne de division des cantons McNider et Cabot, connu et désigné comme étant partie du lot 1-D du cadastre officiel du rang 10, canton McNider avec bungalow dessus construit, circonstances et dépendances.

b) Un terrain dans le village de St-Noël mesurant 100 pieds de front par la route McNider par 90 pieds de profondeur plus ou moins, mesure anglaise, borné au nord par André Raymond, au sud par Edgar Gendron, à l'est par la grande ligne et à l'ouest par Joseph Turcotte, connu et désigné comme étant partie du lot 1-A du cadastre officiel du rang 12, canton Cabot avec le garage dessus construit, circonstances et dépendances.

c) Un terrain ou emplacement au village de St-Noël mesurant 100 pieds de front par la route McNider par 90 pieds de profondeur plus ou moins, mesure anglaise, borné au nord par Joseph Turcotte, au sud par André Raymond, à l'est par la grande ligne de division des cantons McNider et Cabot et à l'ouest par Joseph Turcotte, avec résidences dessus construites, circonstances et dépendances, sans exception connu et désigné comme étant partie du lot 1-A du cadastre officiel du rang 12, canton Chabot, tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Les titres peuvent être consultés en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente sera faite avec les formalités donnant les mêmes effets qu'une vente par le shérif articles 670-671 et 683 du code de Procédure Civile et de l'article 55 de la Loi sur la faillite, et ce conformément à l'ordonnance rendue par la Cour supérieure le 18 décembre 1967.

Ces immeubles sont visibles en s'adressant au gardien, M. Elphège Roussel de St-Noël, comté de Matapédia, Québec.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Rimouski, Québec, ce 26 juin 1968.

Le syndic licencié,
HENRI A. MARTIN.

25173-26-2-o

WEDNESDAY the THIRTY-FIRST day of JULY, 1968, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, on the premises at Saint-Noël, county of Matapédia, Québec, the following immovables:

(*a*) A piece of land situated in the village of Saint-Noël, measuring 60 feet in width by 90 feet in depth more or less, bounded on the north by Ulderic Tardif, on the south by Adéodat Ouellet, on the east by Joachim Turcotte and on the west by the main division line of the townships of McNider and Cabot, known and designated as being part of lot 1-D on the official cadastre of range 10, township McNider with bungalow thereon erected, circumstances and dependencies.

(*b*) A piece of land in the village of Saint-Noël, measuring 100 feet in front on McNider road by 90 feet in depth more or less, English measure, bounded on the north by André Raymond, on the south by Edgar Gendron, on the east by the main line and on the west by Joseph Turcotte, known and designated as being part of lot 1-A of the official cadastre of range 12, township of Cabot with the garage thereon erected, circumstances and dependencies.

(*c*) A piece of land or emplacement at the village of Saint-Noël, measuring 100 feet in front on McNider road by 90 feet in depth more or less, English measure, bounded on the north by Joseph Turcotte, on the south by André Raymond, on the each by the main line of division of the townships McNider and Cabot and on the west by Joseph Turcotte, with dwellings thereon erected, circumstances and dependencies, without exception, known and designated as being part of lot 1-A on the official cadastre of range 12, township of Chabot, as the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or occult, attached to said immovables.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

These immovables are to be sold to the highest and last bidder.

This sale shall be made with the formalities which shall give it the same effect as a sheriff's sale, sections 670-671 and 683 of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act, and such pursuant to Superior Court Ruling of December 18, 1967.

Said immovables may be seen by asking the keeper, Mr. Elphège Roussel of Saint-Noël, county of Matapédia, Québec.

Conditions of sale: Cash.

Rimouski, Québec, June 26, 1968.

HENRI A. MARTIN.
Chartered Trustee.

25173-26-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 14,739. SOUS-MINISTRE DU REVENU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté aux droits de cette Province,

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Québec — District of Abitibi

Superior Court, No. 14739. DEPUTY MINISTER OF REVENUE FOR THE PROVINCE OF QUÉBEC, representing Her Majesty for the rights of the

des cité et district de Québec, requérant; *vs* J.-L. ALCIDE BELAND, marchand, faisant affaires seul, à Malartic, district d'Abitibi, sous la raison sociale de Malartic Jobbing Reg'd, intimé.

« Le lot No 168 (cent soixante-huit) du bloc trois (3) du canton Fournière dans la ville de Malartic, district d'Abitibi, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Amos, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Amos, le 19 juin 1968.
25179-o

Province, of the city and district of Québec, plaintiff; *versus* J.-L. ALCIDE BELAND, merchant, carrying on business alone, at Malartic, district of Abitibi, under the trade-name of "Malartic Jobbing Reg'd", respondent.

"Lot number 168 (one hundred and sixty-eight) of the "bloc" three (3) of the township Fournière in the town of Malartic, district of Abitibi, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office, at the Court House, at Amos, on the THIRTY-FIRST day of JULY, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, June 19, 1968.
25179

GASPÉ

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, No 31973. { LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS ST-LAURENT, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* LÉONARD DION, autrefois de Marsoui, district de Gaspé, maintenant domicilié au 1487, boul. St-Joseph, App. 5, cité et district de Montréal, défendeur.

« Les lots numéros six subdivision A resubdivision six (6-A-6) et six subdivision B resubdivision vingt-six (6-B-26) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Duchesnay. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, situé au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
J.-ALBERT ROY.

Bureau du shérif,
Percé, le 12 juin 1968.
25180-o

GASPÉ

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Provincial Court, No. 31973. { LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS ST-LAURENT, body legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LÉONARD DION, formerly of Marsoui, district of Gaspé, now domiciled at 1487 St-Joseph Blvd., Apt. 5, city and district of Montreal, defendant.

"Lots numbers six, subdivision A, resubdivision six (6-A-6) and six, subdivision B, resubdivision twenty-six (6-B-26) on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the first Range in the township of Duchesnay."

To be sold in the registrar's office for the registration division of Ste-Anne des Monts, situated in the Court House of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of JULY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-ALBERT ROY,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 12, 1968.
25180

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 746,258. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corps politique légalement incorporé, ayant une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* MICHAEL FIELD, résidant et domicilié au 5245 Côte St-Luc, dans les cité et district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Calixte, comté de Montcalm composé de parties des lots numéros vingt « B » et vingt et un « B » du cinquième rang (5e-R-pties 20 « B » et 21 « B ») des plan et livre de renvoi officiels du canton de Kilkenny, mesurant cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front vers le nord par un chemin privé de quarante pieds de largeur et des trois autres côtés par d'autres emplacements demeurant la propriété du vendeur; la ligne de côté ouest de ce terrain est située à une distance de 100 pieds d'un chemin projeté.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 746,258. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., body politic legally incorporated, having one of its main places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff; *vs* MICHAEL FIELD, residing and domiciled at 5245 Côte St-Luc, in the city and district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the parish of St-Calixte, county of Montcalm, composed of parts of lots numbers twenty "B" and twenty-one "B" on the firth range (R. 5, P. 20 "B" and 21 "B") on the official plan and in the book of reference of the township of Kilkenny, measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, bounded in front, on the north, by a private road forty feet in width and on the three other sides by other emplacements which remain the property of the vendor; the west line of this land is situated at a distance of one hundred feet

Avec un chalet d'été. Avec droit de grève pour l'acquéreur ses successeurs et ayants droit sur toute grève publique établie par le vendeur sur le résidu dudit lot numéro 20 « B » et droit de passage pour s'y rendre.

Avec droit de passage, tant à pied qu'en voiture, en tout temps et à perpétuité avec tous autres ayant droit et à frais commun d'entretien dans le chemin privé bornant ledit emplacement pour communiquer au chemin public, constituant sur ce chemin privé en faveur de l'emplacement présentement vendu une servitude de passage à cette fin.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu à la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de mois d'AOÛT, 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 20 juin 1968. 25181-o

from a proposed road; with a summer cottage, and with a right to the beach for the purchaser, his heirs and those having a right thereto, on any public beach established by the vendor on the remainder of said lot number 20 "B", and with right of way on the land leading thereto.

With right of way, on foot or in a vehicle, at any time and in perpetuity with all others having a right thereto; maintenance costs of the private road bordering on the said emplacement and leading to the public road are to be shared. Said right constitutes on this private road, in favour of the emplacement presently sold, a servitude of right of way for such purpose.

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said emplacement."

To be sold in the Montcalm registration division, in Ste-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 20, 1968. 25181

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir:
No. 742 719.

THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse, *vs* HYMAN NEMEROFSKY, défendeur.

« Ce certain emplacement connu and désigné sous le numéro deux cent cinquante-cinq du lot original numéro quatre-vingt-dix-huit (98-255) aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante-six pieds et cinq dixièmes de pied (56.5') de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds (85').

Avec la bâtisse y érigée, portant le numéro civique 5637, avenue Jellicoe, dans la cité de Côte Saint-Luc. »

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AOÛT 1968, à DIX heures du matin.

Le shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du shérif,
Montréal, ce 20e jour de juin 1968. 25182

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir:
No 738 697.

CORONATION CREDIT CORPORATION LIMITED, demanderesse, *vs* VILLE ÉMARD BOWLING INC. *& AL.*, défendeurs.

« Un emplacement faisant front sur la rue Allard dans la cité de Montréal mesurant cent vingt pieds de largeur sur soixante-quatre pieds de profondeur et se composant de:

a) la subdivision deux du lot trois mille sept cent quatre-vingt-six (3786-2) aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal; et

b) la subdivision deux du lot trois mille sept cent quatre-vingt-sept (3787-2) aux plan official et livre de renvoi;

avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 2585, rue Allard. »

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit :
No. 742 719.

THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, *vs* HYMAN NEMEROFSKY, defendant.

"That certain emplacement known and designated as subdivision number two hundred and fifty-five of original lot number ninety-eight (98-255) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring fifty-six feet and five-tenths of a foot (56.5') in width by a depth of eighty-five feet (85').

With the building thereon erected and bearing civic number 5637 Jellicoe Avenue, in the city of Côte St. Luc."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of AUGUST 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, this 20th day of June 1968. 25182-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit :
No. 738 697.

CORONATION CREDIT CORPORATION LIMITED, plaintiff, *vs* VILLE ÉMARD BOWLING INC. *& AL.*, defendants.

"An emplacement fronting on Allard Street in the city of Montreal measuring one hundred and twenty feet in width by sixty-four feet in depth and being composed of:

a) Subdivision two of lot three thousand seven hundred and eighty-six (3786-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal; and

b) Subdivision two of lot three thousand seven-hundred and eighty-seven (3787-2) on the official plan and book of reference;

With the building thereon erected bearing civic number 2585 Allard Street."

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIÈME jour d'AOÛT 1968, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 20 juin 1968. 25183

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST 1968, at TEN o'clock on the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, June 20th, 1968. 25183-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 151-329. } BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, *vs* ROMÉO GAUTHIER, St-Marc des Carrières, comté de Portneuf.

« Une partie du lot No dix (10 Ptie) au cadastre officiel pour St-Alban, comté de Portneuf, bornée comme suit: au nord aux terrains de M. Clovis Bourque et M. Severin Paquin ou représentants; au sud au terrain de Robert Gauthier ou représentant; à l'est aux terrains de Émile Sauvageau et Henri Marcotte ou représentant et à l'ouest aux terrains de Joseph O. Gauthier ou représentant, mesurant 100 pieds de largeur sur 244 pieds de profondeur, mesures anglaises. Avec maison dessus construite, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, GHISLAINE GINGRAS.
Québec, le 26 juin 1968. 25184-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Québec, à savoir: No 151-608. } JEAN-PAUL PELLAND, homme d'affaires domicilié à 1505 Boulevard Laurier, Québec, *vs* BARNABÉ & FILS LTÉE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à 2350 Mont Thabor, Québec, et J. C. PICHER, ès-qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec.

« Subdivision 156 du lot 651 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg; la subdivision 131 du lot 652 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg; la subdivision 125 du lot 652 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le DEUXIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,

Bureau du shérif, GHISLAINE GINGRAS.
Québec, le 26 juin 1968. 25185-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 151-329. } BANK OF MONTREAL, corporation legally constituted having its head office at Montreal, *vs* ROMÉO GAUTHIER, Saint-Marc-des-Carrières, county of Portneuf.

"Part of lot number ten (10 part) of the official cadastre for Saint-Alban, county of Portneuf, bounded as follows: on the north by the lands of Mr. Clovis Bourque and Mr. Severin Paquin or representatives; on the south by the land of Robert Gauthier or representative; on the east by the lands of Émile Sauvageau and Henri Marcotte or representative and on the west by the lands of Joseph O. Gauthier or representative, measuring 100 feet in width by 244 feet in depth, English measure. With the house thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the Portneuf Registry office, at Cap-Santé, county of Portneuf, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GHISLAINE GINGRAS,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Québec, June 26, 1968. 25184

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Québec, to wit: No. 151 608. } JEAN-PAUL PELLAND, businessman domiciled at 1505 Laurier Boulevard, Québec, *vs* BARNABÉ & FILS LTÉE, body politic and incorporated having its principal place of business at 2350 Mont-Thabor, Québec, and J. C. PICHER, in his capacity of registrar of the Québec registry division.

"Subdivision 156 of lot 651 on the official cadastre for the parish of Charlesbourg; subdivision 131 of lot 652 on the official cadastre for the parish of Charlesbourg; subdivision 125 of lot 652 on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, with the house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Québec registry office, at Québec, on the SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

GHISLAINE GINGRAS,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Québec, June 26, 1968. 25185

INDEX No 26

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1817 — Arts Graphiques, Québec et district 3590
1817 — Graphic Arts, Québec and district 3590
1822 — Construction (Calorifugeurs), Montréal 3590
1822 — Construction (Asbestos Insulation), Montreal 3590
1823 — Imprimerie, Québec 3590
1823 — Printing, Québec 3590

AVIS divers ***MISCELLANEOUS Notices***

Celikkanat, Dinc (*Dem.-Appl.*) 3595
Chevaliers de Colomb de Pointe-Claire, inc. conseil No 4832 (*Règl.*) 3595
Estate Dame Dorothy May MacMillan (*Benefit of Inventory*) 3591
Knight of Columbus of Pointe-Claire inc., council No. 4832 (*By-laws*) 3595
Lac-Mégantic, ville-town (Rues-Ruelles-Streets-Lanes (*Erratum*) 3595
Lorrain, Émile (*Dem.-Appl.*) 3591
Notre-Dame-du-Lac, village et-and parish-paroisse (*Requête-Petition*) 3594
Parish « Sainte-Famille de Lebel-sur-Quévillon » (*Inc.*) 3591
Paroisse Sainte-Famille de Lebel-sur-Quévillon » (*Const.*) 3591
Succession dame Dorothy May MacMillan (*Bénéfice d'inventaire*) 3591
Val d'Or, ville-town (*Requête-Petition*) 3591

Bills ***Bills***

Sanctioned 3589
Sanctionnés 3589

COMPAGNIES ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de ***Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Anderson (Leonard) Productions Inc. .. 3596
Ashkelon Development Corp. 3597
Bargael Holdings Limited 3597
Cinéma Normandie inc. 3597
Compagnie immobilière de Ste-Marguerite (La) 3597
Delage (Pierre) limitée 3598
Entreprises de terrassement ltée (Les) .. 3597
Filmorama limitée 3596
Gabriel Investments Ltd. 3598
Galerie Moos Inc. 3598
Hochelaga Home & Montgage Co. 3596
Jay W. Import Co. 3599
Lafond & Valdais inc. 3596
Morgan (Geo.) Gloves Ltd. 3596
Optical Sound Recording Ltd. 3597
Produits de Ciment l'Assomption limitée 3595
St. Jérôme Oxygène ltée. 3598
Samuelson Holding Corporation. 3599
Tousignant (Alex) limitée 3598
Tru-Craft Limited. 3596
Turret Construction Company 3598

Dissoutes ***Dissolved***

Agences Interprovinciales inc. (Les) ... 3599
Aqueduc du Village de Villers, limitée (L') 3599
Century Building Ltd. 3599
Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc. (La). 3599
Corporation d'Aliments Dores (La) 3600
Corporation des Oeuvres Sociales de la Paroisse Ste-Marguerite (La) 3600
Danin Realty Corp. 3600
De Luxe Hardware, Inc. 3600
Gloria Gloves (Canada) Ltd. 3600
Golden Foods Corporation. 3600
Hebdo-Beauce inc. 3601
Hochelaga Construction inc. 3601
L. & R. Investments Inc. 3601
Liberty Furniture Limited. 3601
Major Steel Products Ltd. 3601
Maniwaki Veneer Log Inc. 3601
Model Spring & Bedding Inc. 3602
North Dance Studios Ltd. 3602
Perron Équipements ltée 3602
Perron Equipments Ltd. 3602
Quincaillerie De Luxe, inc. 3600
Radisson Gold Mines Limited. 3602
St. Hyacinthe Residential Center Inc. . 3602
Scheffer's Kiddies' Shop Ltd. 3602
Service d'Égout Industriel du Saguenay inc. 3603
Simon Realties Inc. 3603
Studios de Danse du Nord ltée. 3602
Todd (J.B.) & Company, Limited. 3603
Weredale Inc. 3603

Divers ***Miscellaneous***

Académie St-Louis (Québec) (*Règl.-By-laws*) 3604
Aide aux infirmes (L') (*Règl.-By-laws*) .. 3606
Animal Kingdom Pet Shoppes & Supply Co. Ltd. (*Dir.*) 3606
Association des Clubs de Croquet de la Province inc. (*Règl.-By-laws*) 3606
Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec (*Dir.*) (*Règl.*) 3604
Auto Club Granby inc. (*Nom-Name ch.*) 3606
Bilodeau Auto Électrique inc. (*Dir.*) 3604
Coast Produce Inc. (*Dir.*) 3604
Collier, Norris & Quinlan Limited (*Dir.*) 3607
Compagnie Paquet, limitée (*Dir.*) 3606
Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec (*Règl.-By-laws*) 3607
Corporation de l'Étincelle (Saint-Henri) (La) (*Règl.-By-laws*) 3607
Drouin Furniture Ltd. (*Dir.*) 3605
Crédit-Québec inc. (*Dir.*) 3607
Forest (Ubald) & Fils ltée (*Dir.*) 3604
Goethe Institute Inc. (*By-laws*) 3607
Greystone Curting ClubInc. (*Dir.*) 3604
Greystone Curling Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 3605
Institut Goethe inc. (*Règl.*) 3607
International Trust Company (*Dir.*) 3606
Kildare Holdings Inc. (*Dir.*) 3605
Meubles Drouin ltée (Les) (*Dir.*) 3605
Northpark Investment Ltd. (*Dir.*) 3605
Notre Dame de Grace Community Council Inc. (*Règl.-By-laws*) 3603
Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) 3607
Papuet Company, Limited (The) (*Dir*). 3606
Quebec North Shore Paper Company (*Dir.*) 3608
Québec Road Builders and Heavy Construction Association (*Dir.*) *By-laws*) .. 3604
Salon de Barbier Rivière inc. (*Dir.*) 3605
Smith (Julian C.) Memorial Fund Corporation (The) (*Règl.-By-laws*) 3605
Société de Fiducie Internationale (*Dir.*) . 3606
Tanaco Ltd. (*Dir.*) 3605
Terrac inc. (*Dir.*) 3605
Transparent Paper Products Limited (*Dir.*) 3607
Women's Art Society of Montréal (*Règl.-By-laws*) 3608
Z-W Leather Sportswear Co. Ltd. (*Dir.*) 3608

Lettres patentes ***Letters Patent***

Abattoir Gosselin limitée 3524
Abro Corp. 3524
Action civique de St-Hubert inc. (L') .. 3525
À La Cabane à Sucre inc. 3525
Améliorations domiciliaires idéales ltée (Les) 3540
Andorn, Hydraulic, Pneumatic and Equipment Co. Ltd. 3525
Asphalte Rive Sud inc. 3526
Association des Chefs de service de Protection contre l'Incendie du Québec. .. 3526
Atlantis Enterprises Ltd 3526
Atlantis Fish Market Inc. 3527
Auberge Québécoise inc. 3527
B. & B. Lumber Products Inc. 3553
Beaux Arts Heritage ltée 3539
Bercon ltée 3527
Bergeron (Narcisse) & fils inc. 3528
Boisvert (Antonio) & fils ltée 3528
Brousseau (Laurent) (Rouyn) inc. 3528
Camp Hadar (Québec) Inc. 3528
Central Bernard Butchers Corp 3529
Chalifour (Jean) & fils inc. 3529
Chappell (T.L.) Inc. 3529
Charles Sportswear Inc. 3530
Chrysta Pizza inc. 3530
Clinique de Radiologie Laval inc. 3530
Club Optimiste de Terrebonne inc. 3531
Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie. 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont. 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent. 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan. 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke. 3617
Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières. 3617
Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal. 3617
Construction Coordinators Inc. 3531
Coordonnateurs de Construction inc. .. 3531
Côte (Réal) inc. 3531
Côte-Nord Para Club Inc. 3532
D. A. T. E. Inc 3532
Dagenais (H.) & fils inc. 3532
de Greeff Studios Ltd. 3533
Déziel (Roger) inc. 3533
Dorval Food Market Inc. 3533
Drummondville Marine Inc. 3534
Dynasel Corporation. 3534
Elnor inc. 3534
Entreprises Atlantis ltée 3526
Entreprises Nester inc 3535
Entreprises Rockland ltée (Les) 3535
Exen Mines (Québec) Ltd 3535
Foyer de Bromptonville inc. 3536
G. & S. Delicatessen & Restaurant Ltd. 3536
Garage Paquette & Bergeron inc. 3536
Gauthier (Patrick) & Simard limitée. .. 3537
General Oxygen Inc. 3537
Gladys and Leo Enterprises Ltd. 3537
Greendale Country Club Inc. 3538
Grenier, Ruel & Cie ltée 3538
Guy & Fortin inc. 3538
Harris Fine Foods Inc. 3529
Heritage Fine Arts Ltd. 3539
Holiday Inn Ltd 3539
Hôpital Honoré Mercier inc. 3540
Ideal Home Improvement Inc. 3540
Institut de Formation par le Groupe inc. 3540
Institut Philippe Pinel de Montréal. ... 3541
Kelly Shop Inc. 3541
Laforest (Nap.) & fils (1968) ltée. 3542
Laforest (Nap.) & Sons (1968) Ltd. 3542
Leather Garments Styles Ltd 3542
LeBon & Rivard inc. 3542
Lefebvre excavation ltée 3543
Lori distribution inc. 3543
M. D. Auto Parts ltée 3543
M. P. Photo Reproductions Ltd. 3544
Maharani Restaurant Ltd. 3544
Mankofsky (David) Inc. 3544
Marché Dan-Marc inc. 3545
Marché de poisson Atlantis inc. 3527
Marché Paquin inc. 3545
Marché St-Patrice inc. 3546
Marpee Motel Ltd 3546
Martinière automobile inc. 3546
Max's Stationery Store Ltd. 3546
McKay Transport Inc 3547
Menuiserie des Pins (Québec) ltée (La). 3547
Modes Vêtements de cuir ltée (Les) .. 3542
Mr. Installer (Draperies) Co. Ltd. 3547
Montjoie Cleaners Ltd. 3548
Montmarthe construction inc. 3548
Montreal Diesel Motor Inc. 3548
Morin & Blier inc. 3549
Motel Cardin inc. 3549
Mount Royal Leather Garments Ltd. .. 3549
Nancy G. Dress Corp. 3550
Navada Limited 3550
Navada limitée 3550
Nemtin (Martha) Inc. 3550
Nester Enterprises Inc. 3535
Offset Graphique inc. 3551
Palardy équipement inc. 3551
Patenaude (A.D.) (Montréal) inc. 3551
Petit Palais Restaurant inc. (Le) 3552
Philip's Stamp & Coin Co. Ltd. 3552
Placements Gérard Desmarais inc. (Les) 3552
Placements Roga inc. 3553
Poulin (Yvon) inc. 3553
Produits forestiers B. & B. inc. (Les) .. 3553
Publications Lotbinière inc. (Les) 3554
Publications Valiant ltée (Les) 3561
Raphael '67 (Québec) inc. 3554
Reproductions-Photos M. P. ltée 3544
Rhoing Corporation. 3554
Rockland Enterprises Ltd. 3535
Rosemont Textile Inc. 3555
Rosemont textiles inc. 3555
Rosen (Bill) Sales Inc. 3555
St-Hubert Civic Action Inc. 3525
St. Patrick Market Inc. 3545
Sara Corp. 3555
Savard (Paul) entrepreneur électricien inc. 3556
Serin Enterprises Inc. 3556
Shirley K. Maternité inc. 3541
Shirley K. Maternity Inc. 3541
Sioux Holding Corp. 3556
Sirva inc. 3556
Société de Distribution Film Canada Inc. (La) 3557
Société de planification générale inc. (La) 3557
Société technique d'aménagement régional inc. (La) 3557
Spancon Construction Inc. 3558
Studios de Greeff ltée (Les). 3533
Swingles inc. (Les) 3558
Swingles Inc. (The). 3558
Tabago Mobilia ltée. 3558
Tarlo (David) Corp. 3559

Lettres patentes — ***Letters Patent***
(suite) — *(continued)*

Taverne Les Cascades inc. 3559
Thetford Techno inc. 3559
Tona inc. 3560
Town and Country Shoe Shoppe Montreal Ltd. 3560
Uni-Side Corp. 3560
United Theatres Corporation 3561
Valiant Publishing Ltd. 3561
Watermatic Quebec Ltd. 3561
Zurich Construction Ltd 3562

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Bombardier (Québec) ltée 3608
Coast Produce Inc. 3608
Echo Holding Corporation 3608
Entreprises A. D. inc. (Les) 3609
Magasins Utilités inc. 3608
Utilities Stores Inc 3608

DEMANDE à la Législature — ***APPLICATION to Legislature***

Oratoire Église Baptiste Française (L'). 3617

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notices***

Caisse populaire de St-Laul des Capucins (La) 3609
Caisse populaire de St-Thomas de Cherbourg (La) 3609
Caisse populaire Desjardins de Sainte-Paule (La) 3609

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Blainville, ville-town 3614
Macamic, par. (*Publ.*) 3610
St-Adalbert, munic. (*Publ.*) 3610
St-Hubert, ville-town (*L.P.*) 3610
St-Prime, munic. (*Fusion-Amalgamation*) 3611

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie (*L.P.*) 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont (*L.P.*) 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan (*L.P.*) 3616
Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke (*L.P.*) 3617
Collège d enseignement général et professionnel de Trois-Rivières (*L.P.* 3617
Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal (*L.P.*) . 3617
Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent (*L.P.*) ... 3616
McMasterville, village de « Cath. » (*Dem.-Appl.*) 3617
St-Charles-Borromée, (*Dem.-Appl.*) 3617

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Institutions Financial Companies and Cooperatives***

Assurances: — *Insurance:*

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Boucherville, comté de Chambly (*Annul.*) 3618
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de St-Georges de Windsor (*Annul.*) 3619
Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec (*Annul.*) 3618
Sea Insurance Company Ltd. (The) (*Annul.*) 3618

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Alimentation, détail, Sherbrooke (*Prél.*). 3582
Automobile, Rouyn-Noranda (*Prél.-Levy*) 3587
Camionnage, Québec (*Prél.*) 3580
Cartage, Québec (*Levy*) 3580
Chapeaux en toile et casquettes, hommes garçons et enfants, province (*Prél.*) ... 3585
Coiffeurs, Hull (*Extension*) 3562
Clothing, (Men's and Boys') Province (*Levy*) 3584
Débardeurs, Port de Sorel (*Mod.*) 3567
Electric Power Distribution Lines, Province (*Amend.*) 3572
Electric Power Transmission Lines, Province (*Amend.*) 3577
Food, Retail, Sherbrooke (*Levy*) 3582
Hairdressers, Hull (*Extension*) 3562
Hat and Cap, (Men's and Boys') Province (*Levy*) 3585
Lignes de distribution d'énergie électrique province (*Mod.*) 3572
Lignes de transport d'énergie électrique, province (*Mod.*) 3577
Longshoremen, Sorel Harbour (*Amend.*) 3567
Vêtements, hommes et garçons, province (*Prél.*) 3584

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 3619
Maintenance of roads discontinued 3619

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***QUÉBEC Agricultural Marketing Board***

Producteurs de bois, Laurentides (section 11) (*Sanction*) 3620
Wood Producers, Laurentides (Section 11) (*Sanction*) 3620

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Greenfield Park, ville-town 3626
Montréal-Nord-North, cité-city 3627
St-Léonard-de-Port-Maurice, c.s.-s.c. ... 3629
St-Sulpice, par 3631

SYNDICATS Professionnels — ***SYNDICATES Professional***

Association professionnelle des musiciens éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.) région de Hull & Mont-Laurier (*Const Inc.*) 3609
Syndicat des travailleurs de la construction de Maniwaki, CSN (*Const.-Inc.*). 3609

VENTES — ***SALES***

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Raymond, André 3632

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Abitibi ***Abitibi***

Deputy-Minister of Revenue *vs* Béland. 3633
Sous-ministre du revenu *vs* Béland.... 3633

Gaspé ***Gaspé***

Cie de pouvoir du Bas St-Laurent (La) *vs* Dion..... 3634

Joliette ***Joliette***

Interprivincial Building Credits Ltd. *vs* Field..... 3634

Montréal ***Montreal***

Coronation Credit Corporation Limited *vs* Ville Emard Bowling Inc. *et al*.... 3635
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* Nemerofsky..... 3635

Québec ***Québec***

Bank of Montreal *vs* Gauthier..... 3636
Banque de Montréal *vs* Gauthier..... 3636
Pelland *vs* Barnabé & Fils..... 3636